

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

Vu l'importance et l'abondance des matières, nous avons été obligés de remettre à notre prochain numéro la continuation de notre Enquête.

LA DICTATURE OUVERTE DE LA CLIQUE MILITARISTE ET DE LA COUR

L'absolutisme du roi Alexandre nous ramène à l'époque du Sultan Abdul-Hamid

La dictature camouflée des hégémonistes grand-serbes a laissé tomber son masque et s'est affirmée tout ouvertement. Le 5 janvier, l'organisation grand-serbe des officiers de la cour s'est emparé de tout le pouvoir étatique. Le roi Alexandre, le chef suprême de la clique toute-puissante des officiers — de la *Main Blanche* — a supprimé la Constitution, dissout le Parlement et s'est proclamé lui-même monarque absolu au pouvoir illimité législatif et exécutif. A la tête du gouvernement, qui n'aura à exécuter que ses propres ordres et ne sera responsable qu'envers lui, il a nommé le commandant de sa garde du corps, le général Petar Zivkovitch, le chef de la *Main Blanche*.

Dans sa proclamation solennelle, le monarque absolu de Yougoslavie déclare ne plus vouloir accorder au peuple aucune influence sur le pouvoir étatique et écarter tous les obstacles qui se dresseraient sur son chemin: la Constitution, le Parlement, les représentants des administrations communales et préfectorales élus par le peuple. Son premier-ministre et ministre de l'Intérieur, le général Zivkovitch, devient l'exécutif de sa volonté dictatoriale et nomme à tous ces postes des «hommes de toute confiance», des fidèles au roy.

L'instauration de la dictature ouverte, par la clique militariste grand-serbe de la cour, a lieu au moment même où la solution de la question croate se trouvait à l'ordre du jour — et avec elle la solution de la crise étatique et celle des questions nationales des autres peuples opprimés de Yougoslavie. Les hégémonistes grand-serbes ont ainsi montré comment ils entendent résoudre la question croate et les questions des autres nationalités. Ils disent, par cette proclamation solennelle: tout ce qui ne sert pas à la consolidation de l'hégémonie actuelle grand-serbe, doit être écrasé — «Le parlementarisme, est-il dit dans la Proclamation, au lieu de développer et de fortifier l'unité nationale et étatique, commence à provoquer la désagrégation morale et la scission nationale...» Puis, plus loin, le premier représentant de la dictature grand-serbe s'écrie: «Il est de mon devoir sacré de défendre par tous les moyens l'unité nationale et étatique, et je suis décidé à remplir ce devoir jusqu'au bout, sans hésitation aucune... Les méthodes de jusqu'ici pour la consolidation du régime actuel n'ont pas été suffisamment efficaces; aussi devons-nous trouver de nouvelles méthodes de travail et adopter de nouveaux chemins.»

Et les souverains omnipotents de 12½ millions, la clique des officiers et leur organe exécutif, le roi, se mirent immédiatement à agir d'après ces nouvelles méthodes, entièrement secondés par un gouvernement absolument obéissant.

Tous les droits et libertés des citoyens, jusqu'ici consacrés par les lois, furent supprimés d'emblée; seule, la loi de la *Défense de l'Etat* fut maintenue, comme pierre angulaire du nouveau régime: les dispositions draconiennes bien connues en furent même renforcées, avec effet rétroactif.

La fameuse loi sur la presse, la plus réactionnaire de toute l'Europe, fut modifiée pour être rendue plus sévère encore. Tous les partis à base nationale ou religieuse ont été interdits pour toujours. Les partis existants ont été dissouts. La création de nouveaux partis ainsi que leur activité — réunions, conférences, séances, etc. — ont été placées sous contrôle policier, elles dépendront dorénavant de l'autorisation policière. Toute critique du régime, ainsi que tout commentaire, toute allusion de la presse susceptible de nuire à l'autorité du nouveau gouvernement, sont interdits. Une censure sévère a été édictée pour la presse et appliquée avec la dernière rigueur. Les administrations communales et préfectorales ont été dissoutes et le préfet de la police a nommé à leurs têtes des commissaires de police.

Le nouveau gouvernement Zivkovitch a déjà préparé toute une série de nouvelles lois, en dehors des nouvelles instructions rigoureuses pour l'application de la loi de la *Défense de l'Etat*: la loi sur le nouveau «Tribunal d'Etat» pour «régler les travaux de la Justice»: suppression de l'indépendance et de l'immuabilité des juges, etc.; la loi du «Contrôle Suprême» devant se faire dorénavant par le roi, et non plus par le Parlement, comme jusqu'ici; etc., etc.

Dans l'application de la loi de la «*Défense de l'Etat*», il est recommandé aux autorités policières d'avoir recours à l'emploi de la force militaire, aux mesures les plus draconiennes. Les autorités du sud, en Macédoine et Cossovo, ont reçu des ordres particulièrement sévères pour la répression sans merci de toute action anti-nationale.

Que signifie le régime actuel? La réponse y est toute donnée par la composition même de l'administration gouvernementale dictatoriale, donc avant même ses premiers actes.

Le chef suprême du nouveau gouvernement, le roi Alexandre Karaguéorguievitch, est connu depuis longtemps déjà comme un homme aux aspirations absolutistes et aux tendances hégémonistes pour les Balkans. Son premier-ministre est en même temps le chef de cette clique d'officiers qui de tout temps a institué et chassé à sa guise les gouvernements Ouzourovitch, Voukitchévitch, Korosec. Il est le chef de cette organisation qui, depuis plusieurs années, dicte à l'Etat sa volonté sans scrupule aucun, qui nomme aux postes de commandants et de préfets en Macédoine, Cossovo, Monténégro et Croatie les officiers les plus sanguinaires. Lui et son organisation la *Main Blanche* sont les protecteurs de toutes les autres organisations fascistes grand-serbes.

Les membres du gouvernement actuel sont les leaders des deux partis grand-serbes: des radicaux et des démocrates; ils sont les représentants des cercles grand-serbes les plus farouches, avec Marinkovitch à leur tête; des spoliateurs les plus acharnés du peuple croate, tel que Boza Maksimovitch. Ils ont la collaboration du représentant des cléricaux slovénes, Dr. Korosec, qui faisait déjà partie de l'avant-dernier gouvernement Voukitchévitch ainsi que de la fameuse coalition des Quatre; des représentants des gros-financiers croates (Sveljuga) ainsi que de cette partie de la grosse-bourgeoisie et des intellectuels croates (Drinkovitch et Franges) qui est liée par des intérêts communs à la bourgeoisie serbe et qui s'efforce d'élargir les louches affaires communes, en premier lieu par des emprunts et des crédits de l'étranger. Dans le gouvernement actuel siègent donc les représentants de trois partis de la dernière coalition gouvernementale, et on s'attend aussi à la participation imminente de Spaho, c'est-à-dire du représentant du quatrième parti de la coalition, du défenseur et agent des seigneurs féodaux de la Bosnie et de l'Herzégovine.

Peut-on vraiment être naïf à un tel degré pour supposer ne fût-ce qu'un seul instant que ce gouvernement pourrait poursuivre une politique autre que celle du cabinet précédent dans la question des nationalités, tout particulièrement dans celle des Croates et de leur revendication de leur pleine et entière indépendance nationale? alors que les membres de ce gouvernement et leurs partis ont refusé net et sans discussion les propositions de la coalition démocrate-paysanne?

Il faut que l'on se rende bien compte de ce fait évident que les ministres actuels continueront dans toutes les questions nationales l'ancienne politique hégémoniste grand-serbe, et ils la continueront avec encore plus de brutalité et de férocité sous les coups de botte du roi et de ses officiers.

Comment pourrait-on autrement s'expliquer que les représentants des anciens partis parlementaires aient pu si facilement et si promptement se décider pour la dictature militaire et du roi, qu'ils aient même participé activement au gouvernement, si ce n'est par le fait que ce gouvernement leur garantit la réalisation de leurs tendances grand-serbes?

Une deuxième caractéristique du gouvernement actuel est qu'il groupe autour de lui tous les cercles influents du capital bancaire et économique. Les premiers qui s'empressèrent de saluer avec enthousiasme la dictature et le «nouveau régime de l'ordre, du travail et de la légalité», furent certains cercles de la bourgeoisie grosse et moyenne, les exporteurs, les importeurs et les industriels. La dictature fut proclamée d'accord avec les représentants du capital français et anglais investi en Yougoslavie: Sveljuga étant l'homme des capitalistes anglais, et Marinkovitch celui des capitalistes français. Ils auront à garantir aux capitalistes des trois nations yougoslaves l'exploitation illimitée et effrénée des masses populaires et attirer de nouveaux crédits de l'Angleterre et de la France; et ces deux puissances sauront bien profiter du marché lucratif et sûr pour y placer leurs capitaux.

Il a également été nettement et clairement établi que le régime dictatorial actuel a été instauré en plein accord avec les impérialistes anglais et français avec le but de constituer dans les Balkans le bloc anti-soviétique.

C'est pourquoi toute la presse gouvernementale anglo-française a salué avec la plus vive joie l'instauration de la dictature de la *Main Blanche*. Ses maîtres, les impérialistes français et anglais, espèrent bien qu'à la première boucherie humaine de la guerre prochaine, un million de soldats yougoslaves seront jetés contre l'Union Soviétique et massacrés pour les intérêts de ces impérialistes. Il n'a certainement pu échapper à personne que, depuis des semaines et des mois, l'Angleterre et la France déploient une hâte fébrile pour attirer dans leur front anti-soviétique tous les petits États de l'Europe Centrale et des Balkans. La Péninsule Balkanique, de par ses nombreuses questions irrésolues dans les rapports de ses différents États entre eux, et de par les conditions financières misérables et les scissions intérieures de l'État balkanique le plus fort — la Yougoslavie — ne semblant pas être une alliée particulièrement forte et digne de confiance dans la prochaine guerre, la France et l'Angleterre ont considéré ce «chemin le plus court» que prit le roi Alexandre comme la meilleure solution des problèmes intérieurs de Yougoslavie, et y applaudissent avec joie.

Le régime de Belgrade, qui s'est ainsi assuré l'assistance morale et financière de la France et de l'Angleterre pour la continuation de sa politique grand-serbe, devra, en échange, et conformément aux ordres reçus, conclure des conventions amicales avec l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie, ainsi qu'une convention militaire avec la Roumanie, pour restituer au plus tôt, en de millions de vies humaines, les millions en numéraire qu'il a reçus de la France et de l'Angleterre.

Mais la dictature du roi Alexandre n'a pas que le but de placer la Yougoslavie au service des impérialismes français et anglais. Un de ses buts principaux est d'écraser totalement tous les mouvements de masse s'opposant ou pouvant s'opposer à l'hégémonie grand-serbe: d'annihiler le mouvement ouvrier révolutionnaire, d'étouffer complètement les mouvements national-révolutionnaires des peuples opprimés, afin d'écartier ainsi tous les obstacles pouvant se dresser sur son chemin et, par une exploitation effrénée des masses laborieuses de toutes les nations de Yougoslavie, de sauver le régime de la crise économique et financière.

Après donc l'instauration de la dictature, les nations de Yougoslavie se trouvent placées devant la perspective nette et claire de voir le piétinement, par les bottes militaires, de tous leurs droits politiques et civils; la répression de toutes leurs aspirations nationales susceptibles d'affaiblir l'unité nationale et étatique; répression devant se faire par le sabre et le poing des gendarmes et des officiers, en vertu de la loi de la «Défense de l'État»; le gaspillage insensé de milliards, de l'argent du peuple, pour des armements; et enfin l'holocauste de millions et de millions de fils des peuples balkaniques pour les intérêts de l'impérialisme anglo-français.

Cette perspective nous montre que l'heure actuelle est lourde de conséquences non seulement pour les peuples de Yougoslavie, mais pour tous les peuples balkaniques. La dictature en Yougoslavie menace et met en jeu la liberté de toutes les nations des Balkans.

Cette perspective est tellement claire, elle saute tellement aux yeux, que nous devons nous demander avec étonnement comment il a pu se faire que la direction du parti paysan croate (de Raditch) ait pu accorder, ne fût-ce que pour une seule minute, son appui moral à la dictature de la clique militariste de la cour et des hégémonistes grand-serbes; qu'elle ait pu exprimer l'espoir que «par la haute sagesse royale» l'idéal du peuple croate pourra se réaliser, que «le Croate deviendra le maître de son foyer, dans sa libre Croatie!!!» Une telle attitude de la direction du parti paysan croate, aux premiers jours mêmes de la dictature, équivaut à une trahison contre la lutte nationale, à un essai d'assoupir les masses croates révoltées en leur insufflant des espoirs mensongers. Cela signifie se désister de la juste cause nationale, et non seulement de la cause croate, mais aussi de celle des autres nations opprimées de Yougoslavie.

Nous constatons, cependant, avec satisfaction que les larges masses du peuple croate ne concèdent, elles, nul espoir en la dictature, et que, sous leur pression, les leaders se virent obligés de modifier leur attitude première, fausse et dangereuse. Cela prouve que la dictature ne sera point en état d'effrayer le peuple croate, ni d'en briser la lutte de libération; cela prouve que les masses populaires croates persévéreront dans leur lutte jusqu'à la victoire définitive, même si leurs leaders s'arrêtent à mi-chemin.

La Fédération Balkanique a toujours prêté tout son appui moral à la lutte de libération du peuple croate. La lutte du peuple croate est notre propre lutte, sa victoire est notre victoire commune. La Fédération Balkanique a toujours relevé aussi cette vérité absolue qui doit être sacrée pour tous les peuples balkaniques surtout après leurs lourdes expériences si chèrement payées: l'esclavage des peuples balkaniques ne peut être secoué que par les forces réunies de tous les peuples balkaniques. Le peuple croate étant le plus fort et le mieux organisé, il a le devoir de prendre l'initiative de réunir les forces de tous les peuples opprimés de Yougoslavie, de devenir le fondateur du front uni contre la dictature hégémoniste grand-serbe. Ce devoir lui incombe aujourd'hui plus que jamais parce que le peuple croate et les autres peuples de Yougoslavie se trouvent aujourd'hui en présence du péril le plus grave dont ils aient jamais été menacés: de devenir la proie des aspirations impérialistes de la dynastie des Karaguéorgievitch et de la clique militaire, d'être employé comme chair à canon pour les buts impérialistes des capitalistes anglais et français dirigés contre la liberté des peuples de l'Union Soviétique et des Balkans.

Les masses populaires croates doivent proclamer ouvertement aux autres nations opprimées qu'elles n'oublieront jamais de revendiquer, avec leur propre droit d'auto-détermination, celui aussi de toutes les autres nations opprimées: des Monténégrins, Macédoniens, Albanais, Allemands, Hongrois, Roumains. Si même les leaders du mouvement croate, poursuivant leur politique d'opportunisme, trahissent leur propre peuple et les autres peuples de Yougoslavie, et tentent de les livrer à l'arbitraire des hégémonistes serbes, nous sommes convaincus que les masses populaires croates, elles, ne le feront jamais, et qu'au contraire elles poseront en bloc leurs propres revendications et celles des autres nations, et travailleront de toutes leurs forces à l'union de tous les opprimés contre l'hégémonie grand-serbe.

Les forces réunies de huit millions d'opprimés en Yougoslavie seront bien en état de réduire à néant toutes les visées criminelles des impérialistes non seulement de Belgrade, mais aussi de Londres et de Paris.

Elles seront à même d'attirer dans leurs rangs les larges masses des autres peuples balkaniques, et au lieu de se laisser jeter dans un bloc balkanique impérialiste anti-soviétique, elles constitueront un bloc pour anéantir tous les oppresseurs indigènes et étrangers, pour ériger la Fédération des libres républiques nationales balkaniques.

La Rédaction

L'Europe progressive contre l'ORIM fasciste et contre le gouvernement militaire bulgare

Pour la libération de la Macédoine — Pour la paix dans les Balkans — Pour une enquête internationale dans les trois zones de la Macédoine

Les crimes que les fascistes macédoniens perpètrent chaque jour contre le peuple macédonien dans la région de Pétritch et contre l'émigration macédonienne en Bulgarie, les meurtres de militants et révolutionnaires macédoniens, les provocations dans les zones de la Macédoine sous le joug des chauvins et impérialistes serbes et grecs, et la complicité du pouvoir fasciste bulgare dans ces crimes soulevèrent l'indignation du monde civilisé tout entier. Et cette indignation s'accrut au plus haut degré lorsque l'ORIM fasciste, avec le concours actif de la Ligue Militaire Bulgare, entreprit des tueries en masse de militants macédoniens, de paysans, ouvriers, artisans, commerçants et intellectuels macédoniens dans la région de Pétritch et en Bulgarie. Les luttes intestines dans le sein même de cette organisation, dont le signal a été donné par l'assassinat du sanglant général Protoguéroff, le 7 juillet 1928, ont servi d'excellents prétextes aux fascistes macédoniens pour organiser des massacres en masse de Macédoniens paisibles qui refusaient de participer dans l'organisation de ces «autonomistes», se révoltant et s'indignant de leur rôle sanguinaire et traître. Le nombre des assassinés s'élevait à 400 d'après le journal conservateur anglais le Times; mais d'après nos renseignements, le nombre de ces victimes, pendant les six derniers mois, atteint l'énorme chiffre de 1000! Mille macédoniens tués au cours de six mois en Macédoine sous joug bulgare, d'une population d'à peine 200.000 personnes! Et le nombre des Macédoniens assassinés avant ce nouveau massacre dépassait déjà 1.100!!!

Ces crimes de la bande sanglante qui dirige aujourd'hui l'ORIM fasciste, et des fascistes et militaristes bulgares, provoquèrent les protestations vives et indignées de la démocratie européenne.

Des savants émérites, des militants et des écrivains en vue, des députés, des sénateurs, des maires, des conseillers généraux et municipaux, des publicistes, des journalistes, des médecins, des avocats, en France, prirent l'initiative de protester devant l'opinion publique de l'Europe contre ces horribles méfaits des décapiteurs macédoniens et des dictateurs sanguinaires bulgares, et de demander à haute voix la suppression du régime actuel en Macédoine et l'instauration dans ce malheureux pays d'un régime de liberté et de justice. A cet effet, ils proposent une enquête internationale dans les trois zones de la Macédoine. L'initiative des intellectuels français a été soutenue par de nombreux militants, écrivains, publicistes et journalistes bien connus italiens et hongrois et par des intellectuels émérites en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Hollande, en Suisse, en Tchécoslovaquie et ailleurs. La protestation a pris un caractère international. Elle a été publiée dans les journaux français: La Volonté, grande feuille radicale; Le Soir, organe radical-socialiste; Le Populaire, organe central du Parti Socialiste Français; Le Cri des Peuples, organe des minorités nationales; et dans les journaux allemands: Vorwärts, organe central du Parti Socialdémocrate, et Vossische Zeitung, grand organe démocrate.

L'action continue.

Dans le numéro présent de notre journal, nous publions cette protestation internationale que nous reproduisons du quotidien français La Volonté, avec les signatures apposées jusqu'ici. (La Volonté du 26 décembre 1928.)

Les fascistes macédoniens sont cloués au pilori par la démocratie européenne. Ils sont stigmatisés par le monde culturel comme des assassins de leur peuple, comme des agents des intérêts étrangers et comme des traîtres à la cause de la libération macédonienne. Les fascistes et les militaristes bulgares, inspireurs des méfaits de l'ORIM fasciste, sont stigmatisés par l'Europe progressive comme des ennemis du peuple macédonien.

Cette protestation a montré que le monde civilisé a pris à coeur les souffrances du peuple macédonien et sa cause de libération, et que, sans aucun doute, elle donnera une nouvelle poussée à la lutte contre ses oppresseurs et leurs mercenaires. Et cette lutte nous conduira avec immanence à la libération et l'union de la Macédoine et à la Fédération des libres peuples balkaniques.

La Rédaction

Pour la Paix des Balkans

Les soussignés considèrent de leur devoir d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les horribles événements qui se produisent actuellement sur le territoire bulgare entre les fractions macédoniennes.

Ces assassinats et massacres ont pour cause immédiate le meurtre commis, le 7 juillet dernier, sur la personne du général Protoguéroff par ordre de son rival Ivan Mikhaïloff. Depuis lors, protoguérovistes et mikhaïlovistes s'entretuent à Sofia et dans la zone bulgare de la Macédoine. Il y a près d'un millier de victimes.

Mais le meurtre du général Protoguéroff n'a fait que suivre une longue série d'assassinats, d'attentats, d'attaques par bandes armées, dont est responsable l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (ORIM) depuis que cette société, dirigée jadis par un idéal de libération, est tombée entre les mains des annexionnistes bulgares réactionnaires et fascistes.

Les comitatdjis qui se tuent entre eux aujourd'hui ont participé à toutes les atrocités de la Terre Blanche en Bulgarie, qui a fait de 1923 à 1928 plus de 25.000 victimes.

Avant les luttes intestines actuelles, ils ont amoncelé les cadavres des Bulgares et des Macédoniens antifascistes de tous les partis.

Ils ont pour complices les gouvernants bulgares, auteurs du Coup d'Etat. L'une des deux fractions en lutte aujourd'hui tient pour M. Liapcheff, le général Volkoff et le Roi, l'autre est au service de M. Tsankoff et du général Roussef. Les deux fractions se battent pour les deux clans du fascisme bulgare.

Il est donc puéril d'aller demander à M. Liapcheff de mettre un terme aux agissements des comitatdjis.

Le peuple bulgare et le peuple macédonien, que les traités ont partagé entre la Bulgarie, la Yougoslavie et la Grèce, sont les victimes de cette situation.

L'opinion internationale doit leur venir en aide, d'autant plus que les troubles bulgares-macédoniens constituent un danger permanent de guerre balkanique et mondiale.

C'est pourquoi les soussignés, en protestant contre les abominations commises par les Macédoniens fascistes, affirment que seules des solutions de justice et de liberté pourront régler la question macédonienne, et demandent qu'une enquête internationale, organisée avec toutes les garanties d'impartialité nécessaire, soit effectuée dans les trois zones de la Macédoine pour préparer ces solutions indispensables à la pacification des Balkans.

Victor Margueritte, Luc Durtain, René Maran, Paul Louis, H. Bellamy, Raoul Nicole, René Valfort, Léon Bazalgette, Léon Werth, Habaru, Léon Moussinac, Maurice Parijanine, Jacques Mesnil, hommes de lettres; Victor Basch, président de la Ligue des Droits de l'Homme; F. Challaye, professeur; Emile Kahn, professeur; Ferdinand Corcos, avocat, membre du C. C. de la Ligue des Droits de l'Homme; Charles Brun, professeur; Mme Duchêne, Vice-présidente de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté; Mmes Camille Drevet, Armen Ohanian, femmes de lettres; Marcel Cachin, député; P. Vaillant-Couturier, ancien député; Jacques Doriot, député; Semard, secrétaire-gén. du P. C.; Gabriel Péri; P. Bouihonnier, secr. du P. C.; Letrange, avocat; P. Quilici; M. Dejean, avocat, maire-adjoint de Malakoff; A. Rollin; A. Sératzky; Perrot; conseiller municipal de Levallois; L. Roger, Goldschild, Champsiaud, membres du C. C. du P. Soc. com.; M. Perussie, secr. de la Fédération de la Seine du P. S. C.; J. Poirier, trésorier du P. S. C.; P. Moulouquet, cons. mun. du Kremlin-Bicêtre; G. Gérard, maire du Kremlin-Bicêtre; Ternaux, G. Muller, anciens députés; Truchaux, cons. gén.; Bachelet, sénateur de la Seine; Lesesne, député de la Seine; F. Albertin, député des Bouches-du-Rhône; J. Zyromsky; P. Collielle; Emile Frinet; Bracke, député; Léon Osmin, J. Longuet, M. Delepine, membres de la C. A. P. du Parti socialiste; J. Deguise, député de l'Aisne; Delcourt, député du Nord; A. Rivière, député de la Creuse; Laville, député de la Saône-et-Loire; B. Ferron, député de Vendôme; A. Luquet, député et cons. mun. de Paris; A. Besombes, Chausse, André Le Troquer, cons. mun. de Paris; Roussel, sec. gén. du synd. des Instituteurs; M. Gibaud, sec. gén. de la Féd. postale confédérée; Coudun, secr.-adj. de la Féd. confédérée des cheminots; Antonio Cohen, avocat à la Cour; Maurice Junker, avocat à la Cour, rédacteur en chef de l'Unité Ouvrière; P. Gibaud, avocat à la Cour; Robert Foissin, avocat à la Cour; A. Jamot; Louis Lévy, rédacteur au Populaire; René Delbert; Suzanne Lévy; Broussard; Barquissau; Maurice Frezals, avocat à la Cour; F. Turati, C. Facchinetti, C. Treves, N. Baldini, F. Amedeo, anciens députés au Parlement italien; E. Chiesa, ancien ministre; Bouozzi, ancien député et secr. gén. de la C. G. T. italienne; P. Nenni, ancien directeur de l'Avanti; A. Giannini, directeur du Becco Giallo; L. Campolonghi, président de la Ligue italienne des Droits de l'Homme; A. Balabanoff, sec. gén. du parti maximaliste italien; G. Salvi, secrétaire-adj. du Parti maximaliste italien; A. Natoli, M. Pistocchi, journalistes, membres du comité directeur du Parti républicain italien; M. Ingarano, ingénieur; Mme H. Roland-Holst; Sabiani, député de Marseille; Aimé Méric, rédacteur en chef de La Volonté; Jean Luchaire, rédacteur politique de La Volonté, directeur de Notre Temps; Georges Pioch, homme de lettres; Bernard Lecache, directeur du Cri des Peuples; Fernand Decis, secrétaire de la rédaction de La Volonté; R. G. Réau, Albert Noret, Emile Dizard, journalistes (à suivre).

(A suivre)

La Quinzaine Internationale

Coup d'oeil sur l'état du monde

En ce début d'année, il sied de jeter un coup d'oeil circulaire sur le monde, de peser les facteurs de conflits et de mesurer les chances de paix. Hélas, plus on réfléchit, plus on est porté à conclure que la situation est aussi grosse de menaces qu'en 1913-1914. Peut-être même les périls sont-ils plus pressants, car les traités qui ont suivi l'armistice, et qui étaient dominés par les mêmes principes que les traités napoléoniens et bismarckiens, ont créé une quantité d'irrédentismes ou tout au moins engendré, de-ci de-là, des minorités nationales qui ne s'accroissent pas de leur sort.

Impérialisme, armements et diplomatie secrète

Le monde d'avant la guerre était divisé en deux camps antagonistes: celui des Empires Centraux auquel se rattachait l'Italie qui devait l'abandonner ensuite; celui de la Triple-Entente. Le monde d'aujourd'hui offre un tout autre caractère. Peignons-le à grands traits.

Ici, l'impérialisme français; à côté, l'impérialisme britannique; plus loin, l'impérialisme italien. L'Angleterre a oscillé entre la France et l'Italie. C'est grâce à son concours que Mussolini a pu restaurer son protectorat sur l'Albanie, c'est avec son appui que la France a accompli, il y a quelques mois, à Sofia, une démarche qui fut sans lendemain, sinon sans éclat. On a pu retrouver les deux impérialismes occidentaux liés, cet été, dans l'affaire du compromis naval, l'une des plus retentissantes de cette époque, et à juste titre, puisque le compromis garantissait à la France la prépondérance militaire sur terre et à la Grande Bretagne la primauté sur les océans. L'impérialisme américain, qui n'est point le moindre de tous, et qui vise à assujettir tout le Nouveau-Monde, s'est dressé vivement contre la diplomatie du Foreign Office et du Quai d'Orsay. De ce jour la menace d'un énorme conflit a surgi dans l'univers entre les Etats-Unis et deux des grandes puissances européennes.

L'impérialisme français et l'impérialisme italien se heurtent l'un à l'autre dans la région méditerranéenne et dans les Balkans. L'impérialisme anglais, l'impérialisme japonais et l'impérialisme américain ont failli en venir aux prises dans l'immensité du territoire chinois. Il se peut

qu'un jour tous se coalisent contre la Russie Soviétique. En attendant, chacun d'eux s'efforce de se procurer le plus grand nombre d'auxiliaires.

La diplomatie secrète, qu'on prétendait condamnée, n'a cessé de développer ses effets au cours de l'année écoulée. L'Italie a poursuivi son oeuvre d'encerclement de la Yougoslavie; après avoir négocié avec la Bulgarie et la Hongrie, elle s'est rapprochée de la Turquie et de la Grèce. Le rôle de la France a été grandissant en Pologne et en Roumanie. On a souligné les rapports nouveaux qui se sont établis entre ces deux Etats et le cabinet de Budapest, et il est permis de conclure que ce regroupement s'opère contre l'U. R. S. S. Ni la France, ni l'Angleterre n'y ont été étrangères; ni l'une ni l'autre n'y ont mis obstacle.

Les armements ont été de pair avec la diplomatie secrète. Si la conférence navale, qui devait limiter les tonnages des escadres, a échoué en 1927, le compromis franco-anglais, en surexcitant l'Amérique, a plus que jamais écarté l'échéance des résultats. La S. D. N. n'en a pas moins décidé que la commission préalable du désarmement se réunirait en avril 1929, mais d'avance on peut affirmer qu'aucune issue positive ne sera atteinte. On se bornera à accomplir un geste vain.

Problèmes posés

Toute une série de graves problèmes demeurent posés devant les chancelleries. Il faut les énumérer, car non seulement chacun d'eux est inquiétant en soi, mais encore ils peuvent tous réagir les uns sur les autres.

1. L'évacuation de la Rhénanie;
2. Les réparations;
3. L'Anschluss;
4. Les revendications italiennes;
5. Le conflit polono-lithuanien;
6. Le rétablissement des rapports diplomatiques anglo-russes;
7. Les statuts des minorités nationales.

Nous faisons abstraction des questions spécifiquement balkaniques que nous examinerons à part, mais qui, elles aussi, sont internationales au premier chef. Nous laissons encore de côté, momentanément, les affaires extra

européennes, qui sont cependant liées visiblement aux affaires européennes.

Aucun des problèmes qui figurent sous les sept rubriques énoncées plus haut, ne s'est acheminé vers une solution. On les retrouve au point où ils étaient l'an dernier. C'est que les impérialismes ne veulent nulle part fléchir et qu'ils prétendent triompher pleinement, au risque d'engendrer de nouvelles collisions.

L'évacuation de la Rhénanie a été discutée le mois dernier à Lugano, entre MM. Briand, Austen Chamberlain et Stresemann. Le Reich demande que Coblenz, qui doit être libérée en 1930, et Mayence, qui doit être libérée en 1935, soient rendues tout de suite à elles-mêmes. La France et l'Angleterre contestent son droit. L'Angleterre reconnaît pourtant que le retrait anticipé des garnisons alliées serait un acte politique. Le nationalisme français exige du Reich une compensation. L'occupation Rhénane n'est en réalité qu'une prolongation de la guerre, faite pour exaspérer les sentiments de rancune et de représailles.

Un comité des experts se réunira en janvier — au plus tard au début de février — pour réviser et compléter le plan Dawes sur les réparations. Dès le début, un désaccord s'élève entre les alliés et le cabinet de Berlin. Celui-ci souhaite qu'on tienne compte exclusivement de sa capacité financière. Ceux-là (Angleterre, Italie) entendent que l'annuité allemande couvre, 62 ans durant, l'annuité qu'ils paient du chef des emprunts de guerre; ou encore (France, Belgique) qu'elle couvre, outre cette annuité, leurs indemnités aux régions dévastées. Tout serait simplifié, si l'Amérique renonçait à récupérer ses prêts, mais le capitalisme yankee est intraitable.

L'immense majorité du peuple allemand et du peuple autrichien sont favorables à l'incorporation de l'Autriche au Reich. La France et l'Italie ont laissé comprendre que cette incorporation équivaudrait, à leurs yeux, à un casus belli.

L'Italie se plaint d'avoir été frustrée à la fin de la guerre mondiale dans le domaine africain. Elle revendique des colonies nouvelles en alléguant son surpeuplement. Cette revendication est un des éléments du conflit entre le cabinet de Rome et le Quai d'Orsay.

La Pologne et la Lithuanie sont au seuil d'une collision armée depuis huit ans. Le cabinet de Varsovie reproche au cabinet de Kovno de se faire, contre lui, l'agent d'autres puissances. La Lithuanie fait grief à la Pologne de lui avoir enlevé Vilna par la force et de conspirer son absorption. Toutes les négociations qui ont eu lieu entre MM. Zaleski et Voldemaras, sous le patronage de la S. D. N., sont demeurées stériles.

L'Angleterre a rompu avec l'U. R. S. S. par la volonté des ultra-conservateurs. Le cabinet Stanley Baldwin a refusé de renouer les rapports brisés. Il en est résulté un regain d'hostilité entre les deux pays dans l'Europe nord-orientale et dans l'Asie centrale, comme en Chine.

Le problème des minorités nationales, qui n'a jamais sommeillé depuis la mise en oeuvre des traités de Versailles, de Saint-Germain, de Trianon et de Neuilly (la Turquie a imposé la révision du traité de Sèvres), a repris, dans les derniers temps, une ardeur singulière. M. Stresemann a demandé qu'il fût soumis au prochain Conseil de la S. D. N. Il intéresse des millions d'hommes en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Grèce, en Italie. Qu'un conflit éclate en un secteur quelconque du Continent, les minorités nationales pourraient se lever partout à la fois.

Les Balkans

Les difficultés européennes, les menaces de conflagration sont spécialement concentrées dans les Balkans, où des gouvernements dictatoriaux sévissent en maltraitant et en opprimant les minorités nationales.

Le cabinet bratianiste a été remplacé en Roumanie par le cabinet paysan de M. Maniu. Mais les méthodes gouvernementales n'ont pas changé. A preuve l'écrasante majorité dont M. Maniu s'est doté aux élections et la pression qu'il a exercée sur les masses populaires, pour maîtriser les communistes. Ni la Bessarabie, ni la Dobroudja

ne s'accrochent au régime qui leur est infligé, qui les tyrannise et qui les ruine.

Le problème croate, en Yougoslavie, s'est enfin révélé dans toute son ampleur depuis le meurtre des Raditchistes en pleine Skoupchtina et la sécession des députés de cette nationalité. Après le cabinet Voukitchévitch, le cabinet Korosec a dû démissionner. Il avait refusé de regarder les réalités en face, de modifier le statut centraliste et de donner à chacune des nationalités les libertés nécessaires. Contre la Serbie se dressent la Croatie, la Slovénie, le Monténégro, la Bosnie, avec un cahier de desiderata plus ou moins complet, mais le fédéralisme brisera l'Etat royal, si celui-ci ne capitule pas.

En Bulgarie, la dictature de Liaptcheff est elle-même dominée par les comitadjis mikhajlovistes en lutte avec les protoguérovistes. Divisés entre trois Etats — Bulgarie, Yougoslavie, Grèce — les Macédoniens réclament leur liberté ethnique. Ils ne l'obtiendront que s'ils s'affranchissent d'abord des bandes qui les exploitent au profit de la bourgeoisie bulgare.

Ainsi, chaque Etat balkanique est travaillé par la fermentation de ses peuples, par les conflits sociaux qui se joignent aux conflits ethniques. Chaque Etat balkanique qui subit l'influence d'une des grandes chancelleries, est menacé d'être entraîné dans un vaste conflit continental.

Une seule conclusion se dégage de cet exposé. C'est que les peuples des Balkans, de l'Albanais au Roumain, au Croate, au Bulgare, au Macédonien, ne retrouveront la liberté intérieure et l'indépendance extérieure que dans une vaste Fédération Républicaine qui fera justice entière aux ouvriers et aux paysans. Cette Fédération serait d'ailleurs un élément de stabilité organisée dans l'Europe actuelle, où les impérialismes en armes surgissent les uns en face des autres.

Paul Louis

Vive la Fédération Balkanique!

Le problème de la Fédération Balkanique était autrefois une question de discussions théoriques, surtout aux Congrès des Partis Socialistes et Révolutionnaires Balkaniques. C'était avant les guerres. Les guerres balkaniques et mondiale ont instauré une situation diamétralement opposée à la grande et juste idée de la Fédération des Peuples Balkaniques. On a coupé en morceaux les corps vivants des différents pays des Balkans, dans l'intérêt militaire ou économique des pays vainqueurs. On a dépecé la Bulgarie, la Macédoine, l'Albanie, on a fait un deuxième cadeau de la Dobroudja.

La guerre mondiale, plus spécialement, a enregistré la formation de la »Grande-Roumanie« et de la »Grande-Yougoslavie«, leur donnant de très fortes minorités, la plupart plus civilisées que le peuple même de la »Mère-Patrie«. Ces pays n'ont cependant pu jusqu'aujourd'hui, malgré la terreur inhumaine qui y est exercée, assimiler ces minorités opprimées, et cette question, qui devient de plus en plus aiguë, cause aux dominateurs une maladie politique chronique.

Ainsi, l'impérialisme des grandes puissances et de leurs serviteurs dans les Balkans, ont gravement lésé les intérêts vitaux, les besoins économiques des peuples balkaniques.

Les derniers événements qui se sont produits dans les différents pays des Balkans, en démontrant une fois de plus la justesse de l'idée de la Fédération Balkanique, sont les indices de sa proche réalisation. Presque tous les partis dans ces pays sont obligés de reconnaître que les socialistes avaient vu juste, bien avant les guerres.

Aujourd'hui, les minorités se dressent contre leurs oppresseurs, engageant une lutte systématique pour leur indépendance. En Bulgarie, la question macédonienne représente une plaie ouverte qui trouble la vie normale du pays et constitue un véritable danger pour son existence même et pour la paix dans les Balkans. La situation dans les zones de la Macédoine en Serbie et en Grèce, devenue insupportable, crée une crise permanente dans ces deux pays.

Les minorités opprimées par la Roumanie des tchokoïs ont commencé une lutte de plus en plus étendue, pour secouer leur joug. La Dobroudja, soumise à un régime inhumain, se lève avec courage contre les boyards. La question des minorités est, cependant, particulièrement grave en Yougoslavie. Une large et profonde crise déchire l'»unité« de ce »grand pays«, »unité« qui n'a d'ailleurs jamais existé. Spontanément, la Croatie se dresse contre les fascistes de Belgrade et exige son indépendance.

En réalité, il ne s'agit point de «minorités». Examinons, par exemple, la situation, surtout en Yougoslavie et en Roumanie. La «Grande-Yougoslavie» d'aujourd'hui, d'après un calcul approximatif (il n'existe pas de statistique officielle) est composée d'environ 3 millions de Croates, 700.000 Dalmatiens, 2 millions de Bosniaques et d'Herzégoviniens, plus d'un million de Slovènes, 200.000 Monténégrins, 700.000 Macédoniens, Roumains, Hongrois, Allemands, Italiens etc. ... de façon que, dans ce «grand pays» comptant aujourd'hui plus de 12 millions d'habitants, il n'y a que 4 millions $\frac{1}{2}$ de Serbes, contre différentes minorités qui, dans leur ensemble, atteignent le chiffre imposant de presque 8 millions. Il en est de même de la Roumanie, qui s'est annexé la Bessarabie, la Dobroudja, la Boukovie, le Banat, la Transylvanie, etc.: de grandes majorités nationales, qui sont opprimées par une petite minorité de la «Mère-Patrie».

Ce sont là des situations impossibles et qui ne peuvent continuer.

Nous ne ferons pas ici une nouvelle analyse des points de vue économique, géographique, stratégique, ethnique, etc., qui montrerait que la réalisation de la Fédération Balkanique est la plus heureuse solution du problème balkanique. Cette analyse est déjà faite, et à maintes reprises sa véracité a été démontrée. Les événements qui se sont dernièrement produits dans les Balkans ne font que l'affirmer. Les pays balkaniques opprimés représentent tous des entités parfaites, ayant toutes les conditions nécessaires pour s'organiser en une puissante Union de Libres Républiques, dont la prospérité économique et politique est garantie par leur union même. Unis, les Balkans

dresseront une forte muraille contre l'impérialisme et l'esclavage économique, et par conséquent politique, des grandes puissances de proie, dont ils sont aujourd'hui les malheureuses victimes.

Ainsi, la question de la Fédération Balkanique, hier encore une question théorique, une thèse, une formule, devient aujourd'hui une question vivante, actuelle, pratique.

Nous connaissons des politiciens «de gauche» qui n'ont pas le courage d'aller jusqu'au bout pour la réalisation de ce problème. Tout en acceptant timidement l'idée générale, ils prêchent souvent une autonomie «administrative» pour les minorités, «des unions douanières», etc. Mais les événements, l'histoire vivante des peuples, et les luttes pleines d'abnégation des minorités opprimées pour la conquête de leur liberté, sont des forces autrement convaincantes que la «logique» desdits politiciens. Ces facteurs font prévoir que bientôt les minorités, en réalité les majorités nationales des pays balkaniques, aidées efficacement par les masses travailleuses de ces mêmes pays, soumises elles-mêmes à un régime fasciste, briseront les trônes royaux, supprimeront les organisations clandestines fascistes, les ligues militaires, supports du régime actuel dans les Balkans, pour ériger l'Union Libre des Républiques Indépendantes des Balkans.

Dans la vie politique des pays, les années ne comptent pas. La réalisation de la grande et juste idée de la Fédération Balkanique est une question de demain, de l'après-demain.

Vive la Fédération Balkanique!

Jean Bouquet

L'incident Stresemann — Zaleski

Le problème des Minorités et la Société des Nations

Un incident d'une rare violence a marqué il y a un mois, à Lugano, la dernière séance de la session de la S.D.N. Il a mis aux prises le délégué de l'impérialisme polonais, M. Zaleski, et le représentant du néo-impérialisme allemand, M. Stresemann. Le litige portait sur le régime des minorités nationales en Haute-Silésie, mais en fait sa portée dépassait de beaucoup la querelle Haute-Silésiennne: elle mettait en question tout le problème des minorités nationales. Voilà pourquoi «le coup de poing» de M. Stresemann sur la table du Conseil demeure l'un des épisodes importants de la politique internationale d'après-guerre.

Avant de dégager la signification profonde et le sens général de l'incident de Lugano, rappelons l'objet du différend, le régime de la Haute-Silésie. Le Traité de Versailles avait décidé que les habitants de la Haute-Silésie devraient faire connaître, par un vote dans chaque commune, s'ils désiraient être rattachés à l'Allemagne ou à la Pologne. Un plébiscite eut lieu. Comme les résultats en étaient douteux, la France, soucieuse de renforcer la Pologne au détriment de l'Allemagne, et résolue à consolider les positions de l'Etat polonais considéré par elle comme le gendarme contre-révolutionnaire de l'Europe, fit déclencher une insurrection polonaise en Haute-Silésie. L'entente, à cette époque, était loin de régner dans le Conseil Suprême interallié au sujet de l'attribution du territoire contesté. Le Foreign Office s'inquiétait des ambitions dominatrices de la France sur le Continent. Les Britanniques soutenaient qu'on pouvait à la rigueur accorder aux Polonais une partie du territoire silésien et de ses richesses industrielles, mais qu'il était indispensable, à moins d'aller au devant de complications insurmontables, de laisser aux Allemands la possession des régions charbonnières de la Haute-Silésie méridionale dont la population s'était prononcée contre le rattachement à la Pologne. La France, dans l'apogée de sa puissance, repoussa la thèse du Foreign-Office, et l'emporta. D'un coup de plume, la S.D.N. supprima les attaches politiques et économiques qui avaient jusque là relié la plus grande partie du territoire industriel Haut-Silézien au reste de la province.

Les résultats de ce partage arbitraire qu'un homme d'Etat américain a dénoncé comme «criminel», ne se sont pas fait attendre. La Haute-Silésie, privée de capitaux par la politique fiscale du gouvernement polonais et séparée du marché allemand où elle écoulait la majeure partie de ses produits, est tombée dans un état de léthargie économique. D'autre part, le gouvernement polonais a pratiqué en Haute-Silésie cette politique de polonisation outrancière qu'il pratique dans toutes les provinces annexées et qui s'exprime par l'oppression, la méconnaissance des droits nationaux et la terreur. Récemment, dans le grand journal anglais le

Times, l'agent contre-révolutionnaire qui signe Augur célébrait avec enthousiasme la politique polonisatrice des dirigeants du Belvédère. Mais contrairement aux assertions d'Augur, cette politique se heurte à la résistance de plus en plus déclarée des populations minoritaires contre lesquelles elle s'exerce. En Haute-Silésie, la population allemande supporte mal les vexations et les tracasseries dont elle est victime. Pour des prétextes futiles, et s'appuyant sur des interprétations fantaisistes de ses engagements internationaux, la Pologne refuse l'ouverture d'écoles de langue allemande ou ferme les rares établissements existant déjà. Là-contre, la minorité allemande proteste et s'insurge. Elle a créé une organisation de défense, le Deutscher Volksbund.

Longtemps, les requêtes du Volksbund auprès de la S.D.N. demeurèrent sans effet. Elles étaient purement et simplement étouffées par le Conseil Génévain. Or, depuis deux ans, le rapport des forces s'est modifié en Europe et la situation a quelque peu changé. D'une part, la renaissance de l'impérialisme allemand a donné une impulsion nouvelle à l'agitation des minorités allemandes. La force du Volksbund s'est accrue. D'autre part, il est devenu difficile au Conseil de Genève, qui compte désormais le représentant du Reich parmi ses membres permanents, d'étouffer les protestations des minorités allemandes.

En octobre 1928, l'impérialisme polonais a cru le moment venu de dénoncer publiquement l'agitation minoritaire en Haute-Silésie et de la faire démonstrativement condamner par l'aréopage de Lugano. Diverses considérations portaient le cabinet de Varsovie à juger que l'heure était propice pour accomplir cette manoeuvre. Il savait l'Allemagne affaiblie par l'Entente franco-britannique; il avait reçu, par ailleurs, de redoutables encouragements du gouvernement de Paris qui, tout récemment, dépêchait les généraux Le Rond et Maurin auprès de Pilsudski; enfin il avait consolidé son alliance avec Bucarest et renforcé sa position dans l'Europe Danubienne en signant une convention commerciale avec la Hongrie de Bethlen. Fort de ces appuis, M. Zaleski, commentant les rapports présentés devant le Conseil par M. Dandurand (Canada) et le baron Adaci (Japon) sur les doléances des Allemands de Haute-Silésie, prononça un réquisitoire haineux contre l'agitation germanique. Il affirma avec violence que l'activité du Volksbund était encouragée, inspirée, subventionnée peut-être par Berlin, et qu'en définitive ses agissements constituaient un délit de haute trahison.

A cette harangue d'un ton assez singulier, le délégué du Reich qui, pendant la traduction du discours de M. Zaleski, avait donné des signes visibles d'impatience, répondit avec irritation. Il représenta que le droit des minorités était un

droit sacré, formellement reconnu par les traités, que la S.D.N. ne pouvait, sans violer sa mission, faire sien le langage de M. Zaleski. Au demeurant, conclut M. Stresemann, puisqu'il en est ainsi, nous sommes bien décidés, dès le prochain Conseil, de poser la question des minorités dans son ensemble. Nous verrons si la S.D.N. sait accomplir sa tâche et respecter ses engagements.

Telle fut l'altercation. Elle eut, certes, le grand intérêt de faire apparaître sous son vrai jour la politique agressive et belliqueuse de la Pologne, vassale et alliée de la France. Mais l'incident de Lugano comporte un autre enseignement encore: il découvre l'une des plaies béantes qui s'ouvrent au flanc de l'Europe d'après-guerre. Il révèle l'exceptionnelle gravité du problème des minorités que seuls les révolutionnaires ont su aborder de front.

Le Traité de Versailles et les Traités annexes ont balkanisé l'Europe. A la place des grands Empires formant des unités économiques et territoriales, ils ont constitué une mosaïque d'Etats dits Etats nationaux. Des pays qui n'avaient point connu l'oppression nationale, la connaissent depuis 1919. On peut même dire que c'est dans ce système de morcellement de l'Europe qu'il faut chercher la cause de la crise économique permanente dont souffre le monde. A la place des marchés autrichiens et allemands, l'impérialisme a formé de nouveaux Etats qui sont le type même de l'Etat à nationalités multiples, déchiré par les antagonismes nationaux. C'est le cas de la Yougoslavie qui, sur 11 millions 850 mille habitants, compte à peine 5 millions de Serbes. C'est le cas de la Tchécoslovaquie où les Tchèques ne représentent que 44% de la population. C'est encore le cas de la Pologne où les Polonais ne sont que 15 millions 88 mille sur une population de 30 millions d'habitants.

On pourrait citer d'autres exemples. Une minorité musulmane d'origine albanaise, une minorité bulgare sont opprimées par les Grecs; une minorité grecque se plaint de l'oppression bulgare. Les Hongrois supportent de plus en plus difficilement le joug roumain. Une minorité polonaise s'agite en Lithuanie. La situation des populations du Haut-Adige, arrachées à l'Autriche et annexées à l'Italie, faillit provoquer, il y a un an, un conflit austro-italien. Les habitants d'Eupen et de Malmédy ont été contre leur gré rattachés à la Belgique. Les Flamands trouvent insupportable l'hégémonie des Belges (Borms est élu à Anvers.). La tension s'accroît de jour en jour en Alsace-Lorraine (le procureur Fachot, le triste héros du procès de Colmar, est victime d'un attentat à Paris). La Macédoine est écartelée entre trois impérialismes. La Bessarabie a été arrachée de force à la Russie.

Quelle est, en présence de cette situation, l'attitude de la S.D.N. et qu'elle est sa doctrine?

Pour répondre à cette question, il est indispensable de tenir en mémoire que le Covenant de la S.D.N. n'est pas autre chose qu'un article du Traité de Versailles, c'est-à-dire que son but est de légaliser ou encore de conférer la sanction du droit international genevois aux rapines et aux spoliations accomplies par les Traités. Dans son livre sur la Paix de Versailles, M. André Tardieu a prétendu que lorsque furent inscrits dans les Traités les articles prévoyant quelques garanties aux minorités ethniques, les puissances victorieuses de la guerre s'inquiétèrent et élevèrent leurs protestations. Inquiétudes et protestations n'intervenaient que pour donner le change; en fait, les garanties prévues étaient illusoire, l'hégémonie des vainqueurs étant loin d'être mise en danger. Depuis s'est créée en matière de protection des minorités une sorte de jurisprudence genevoise et s'est élaborée une doctrine dont on ne soulignera jamais assez la redoutable nuisance. Cette doctrine a été exposée par deux juristes éminents de la S.D.N.: M. Mello-Franco, représentant du Brésil, et M. Politis, délégué de la Grèce. La thèse de ces deux personnages, qui est la thèse officielle du Conseil, peut s'énoncer ainsi: Le rôle de la S.D.N. n'est pas d'examiner en elles-mêmes les requêtes qui lui sont présentées, mais seulement de dire dans quelle mesure ces requêtes sont compatibles avec l'ordre européen instauré par les traités de paix. Dès lors, la défense des traités demeurant sa tâche essentielle, il s'agit avant tout, pour la Ligue des Nations, non point de défendre le droit des minorités à vivre leur vie propre, mais de préparer leur assimilation, c'est-à-dire leur disparition comme groupement ethnique! La S.D.N. ne vient pas à l'aide des minorités qui sollicitent son intervention: le but qu'elle se propose est autre; elle aide les vainqueurs à organiser l'étouffement des groupements minoritaires.

Voilà la doctrine. Et voici la procédure. Dans les cadres de la S.D.N. un appareil s'est forgé, dont la mission précise est d'étouffer les revendications minoritaires. Les

minorités ne sont représentées ni dans le Secrétariat de la S.D.N., ni dans le Conseil, ni dans l'Assemblée Générale. Les minorités qui se plaignent d'une lésion de leurs droits ne sont point autorisées à intenter un procès; elles doivent se contenter d'une pétition adressée au Président du Conseil de la S.D.N. Encore faut-il qu'au préalable la pétition ait été approuvée par le Secrétariat Général. Saisie de la pétition, le Président désigne deux membres du Conseil qui constituent avec lui ce qu'on appelle le Comité des Trois. Ce Comité demande son avis au gouvernement intéressé et décide si la pétition doit rester sans suite ou si elle doit être prise en considération. Dans ce dernier cas, l'affaire est soumise au Conseil. Le gouvernement inculpé est interrogé, mais aucun représentant de la minorité en question n'est admis au débat. Le Conseil peut soit classer l'affaire, soit voter une résolution. Le cas échéant, il peut en appeler à la Cour de Justice de la Haye. Mais pas plus devant la Cour que devant le Conseil, on ne fait appel au témoignage d'un représentant de la minorité. Ainsi que l'écrivait en 1924 le baron Alphonse Heyking: »L'infortunée pétition, après avoir été sujette pas moins de trois fois à l'éventualité d'un rejet, est finalement jugée digne de former l'objet des délibérations du Conseil dans l'absence d'un représentant des plaignants, tandis que le gouvernement contre lequel se dirige la plainte est maître de la situation et peut expliquer les choses à sa façon sans crainte d'être contredit par son adversaire! Tout le procès se déroule à huis clos, sans que la minorité ait la possibilité de répliquer!«

Dans ces conditions, quelle est au juste la valeur des interventions qui, périodiquement, se produisent à la tribune du Conseil ou de l'Assemblée touchant le problème des minorités? A diverses reprises, le délégué hongrois comte Apponyi a demandé que fut modifiée la procédure de recevabilité des pétitions. A la dernière Assemblée, le Hollandais Bellaerts van Blokland a proposé la création d'une commission permanente des minorités analogue à la commission permanente des Mandats. Cette suggestion, que soutinrent Seipel et Hermann Müller, fut violemment combattue par le groupe France-Petite-Entente, et finalement abandonnée. Enfin, l'altercation Stresemann-Zaleski laisse présager de retentissants débats au cours des réunions prochaines.

Mais, à notre avis, les minorités nationales opprimées auraient grand tort de nourrir la moindre illusion sur le caractère et sur le destin des controverses qui s'instituent à leur sujet dans l'Assemblée de Genève. Ces controverses mettent aux prises d'un côté »les profiteurs« de la guerre mondiale, les vainqueurs soucieux de conserver le produit de leur butin, et de l'autre côté les vaincus de 1919 qui, à la faveur de la prétendue défense des nationalités, veulent servir les ambitions de leur impérialisme. Pour les premiers, l'oppression des minorités est une condition d'hégémonie et de puissance; pour les seconds, la défense des minorités n'est qu'un prétexte et ils ne songent en vérité qu'à trouver un compromis dont les masses laborieuses des groupements minoritaires feront les frais.

Ce n'est point dans les cadres de la S. D. N. que les minorités nationales trouveront la voie de leurs aspirations légitimes. C'est unies au prolétariat des pays impérialistes, c'est par la lutte contre l'impérialisme et contre son institution genevoise. Seul au monde, le bolchévisme a su donner une solution juste et raisonnable au problème national. L'Union Soviétique est parvenue à réaliser l'entente fraternelle des nationalités de l'immense territoire russe grâce à deux méthodes: d'abord, elle a reconnu sans réserves le droit de chaque peuple à disposer de lui-même, voire à se séparer de l'Union; puis, elle a fait de toutes ses ressources, de toutes ses richesses la propriété commune de tous les membres de l'U. R. S. S. C'est là la seule solution du problème: la solution révolutionnaire. Les minorités n'ont rien à attendre du Covenant genevois: qu'elles tournent leurs regards vers la Constitution Fédérative Soviétique.

Gabriel Péri.

Ahmed bey Zogolli jugé par son ministre à Washington

Il n'y a pas bien longtemps, M. Faik bey Konitza, ministre plénipotentiaire de »Sa Majesté le Roi des Albanais«, à Washington, déclarait à Tirana qu'Ahmed bey Zogolli était un Skanderbeg No. 2.

Skanderbeg qui, pendant 25 ans, a défendu victorieusement l'indépendance de son pays contre les Turcs est considéré par le peuple albanais comme son plus grand héros national. Le ravalier donc au rang de roi fantôme de Tirana, c'est

vraiment pousser l'impudence plus loin qu'il n'est permis même à un bey, fût-il le ministre de Zogolli.

Cette opinion du bey de Konitza sur le bey de Mati est de date bien fraîche. Il y a quatre ans à peine, l'actuel ministre à Washington, qui n'était alors qu'un simple journaliste plus ou moins honnête, professait sur le tyranneau sinistrement grotesque de Tirana une opinion quelque peu différente de celle d'aujourd'hui. Il disait :

« Ahmed bey Zogolli est un espion vulgaire de la Yougoslavie, et maintenant il est à la veille de passer au service du gouvernement italien pour un bon bakchiche. Il a volé les deniers de l'Etat et pillé les fortunes privées; il fait assassiner ses adversaires politiques; il a commis des crimes de droit commun; il a soutenu les voleurs et les brigands; il a combattu l'introduction de l'alphabet »gjaour« (latin) et il nomme aux postes de représentants diplomatiques et consulaires des espions de marque. »

Voilà le portrait authentique de Skanderbeg II, d'après son ministre actuel à Washington. Lorsque Faik bey Konitza avait dit que Zogolli passerait au service de Rome, il était sûr qu'il ne se trompait pas: il connaissait bien son homme. Il avait seulement omis d'ajouter qu'il passerait lui-même au service de Zogolli et qu'il deviendrait, à son tour, un de ses fameux représentants diplomatiques...

M. Faik bey Konitza est le bey le plus cultivé et le plus sérieux (si l'on peut dire) de l'Albanie.

Les autres sont à l'avenant.

*

Sa Majesté le Roi des Albanais, dans le discours du trône qu'il a récemment prononcé, a, comme d'habitude, fait beaucoup de promesses sur les réformes de toutes sortes et il s'est particulièrement arrêté sur la question de la réforme agraire qui doit être réalisée dans un avenir bien proche. Les promesses de S. M. n'engagent naturellement pas à grande chose; lui-même, il n'en comprend pas souvent le sens. Mais le fait que le roitelet d'Albanie éprouve le besoin de parler de la réforme agraire, montre que l'idée de cette réforme est devenue très populaire en Albanie. La paysannerie albanaise, dont la situation économique est simplement tragique, pourrait un de ces jours devenir bien dangereuse. Elle a montré, déjà en 1914, ce dont elle est capable. Elle n'attend que l'occasion pour recommencer de plus belle. Et nos beys, que l'expérience a rendu sages, voudraient bien prévenir le malheur par un expédient quelconque, à condition, bien entendu, que cela ne leur coûte rien. Un bey, qui est considéré comme l'idéologue de sa classe, a déjà trouvé la formule heureuse qui doit contenter tout le monde: « Il faut, dit-il, agir de façon à concilier les intérêts de l'Etat, du propriétaire et du paysan. Voilà. Et de cette façon, les beys espèrent leurrer les braves paysans et arracher une arme dangereuse aux révolutionnaires albanais!

Il faut, quand même, convenir que nos beys ne sont pas bien malins.

En attendant, M. Zogolli a commencé à réaliser la réforme agraire à sa manière: il vient de se rendre propriétaire des vastes domaines de l'Etat dans la plaine fertile de Muzeke. Charité bien ordonnée commence par soi-même.

Pagani

Le cabinet Maniu et les luttes des peuples opprimés de la Roumanie oligarchique

Après de longues hésitations, le gouvernement Maniu a publié son manifeste-programme. La première impression qui se dégage de ce manifeste si longtemps attendu est un manque absolu de clarté et de perspective concrète pour le travail prochain du cabinet. En ce qui concerne les grandes questions de la politique extérieure et intérieure du pays, on n'y lit que des phrases générales qui n'engagent en rien le gouvernement et qui ne donnent aucune possibilité de définir les lignes générales que ce gouvernement a l'intention de suivre.

Ce manifeste, signé par le président J. Maniu, pourrait être signé sans hésitation aucune par M. Bratianu ou le général Averescu, le serviteur par excellence de l'oligarchie roumaine.

La presse démocrate du pays a fait beaucoup d'efforts pour faire croire qu'une « nouvelle ère » serait arrivée et qu'un grand enthousiasme agiterait les masses populaires. En effet, l'enthousiasme a été grand. Mais la cause en était non pas la formation du gouvernement Maniu, mais la chute, provoquée par le mécontentement populaire, du tyran Bratianu. Les masses ont eu une première satisfaction, mais en ce qui concerne le nouveau gouvernement, elles veulent le juger par ses actes.

Quel est le travail accompli par ce gouvernement durant les deux mois de son existence?

Le gouvernement Maniu a annulé la censure, mais elle existe toujours encore en Dobroudja, où l'on confisque les journaux, les appels électoraux, etc. Il a levé l'état de siège, mais une zone de 15 kilomètres de profondeur aux frontières reste toujours sous ce régime qui enserme cette zone dans un étai de fer. Les cours martiales jugeront dans l'avenir, comme par le passé, tous ceux qui oseront revendiquer leurs droits, qui oseront réclamer la libération nationale, et tous ceux qui gémissent encore dans les prisons de Jilava et de Dofana, y restent.

Quoique le nombre des gendarmes ait été réduit de 40.000 à 30.000, les forces actuelles suffisent encore pour dissoudre les réunions et les démonstrations ouvrières. La liberté de la presse existe, certes, mais pas pour les masses travailleuses et les nationalités opprimées.

« La politique extérieure appartient au pays, mais non aux partis, » écrit Maniu dans son manifeste, maintenant ainsi la politique des libéraux. Ces paroles ont été dites après les révélations faites par la presse européenne à propos de l'alliance conclue entre la France, la Pologne et la Roumanie en vue de la préparation d'une guerre contre les Soviets. La personnalité « neutre » du ministre de la guerre, Monsieur le Général Tchikowski, assurera l'exécution des engagements militaires pris récemment à Bucarest par l'Etat-Major envers le maréchal Pilsudski et le général Le Rond. Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, Mironescu, a annoncé son

voyage prochain à Varsovie où a déjà été reçu son collègue hongrois, M. Valko. C'est à Varsovie qu'a été conclu le traité polono-hongrois concernant l'arbitrage, et que le général Pilsudski a assumé la lourde tâche d'aplanir les relations entre la Roumanie oligarchique et la Hongrie de Horthy. Le but poursuivi dans ce domaine, c'est d'attirer la Hongrie dans la guerre qu'on prépare contre les Soviets. Ces temps derniers, les dangers d'une agression contre l'Union Soviétique de la part des puissances impérialistes se font de plus en plus concrets et imminents. Peut-être ces mêmes puissances espèrent-elles que Maniu, homme très populaire, engagera le peuple roumain dans cette guerre d'aventure si soigneusement préparée par les puissances impérialistes.

La politique de Maniu va produire ses effets. Des déceptions cruelles attendent tous ceux qui veulent voir dans l'ère démocratique et dans la « démocratie en général » de la Roumanie d'aujourd'hui autre chose que ce qu'on a vu dans les pays européens après la guerre. Chaque fois que l'oligarchie n'est plus à même de maintenir l'asservissement des masses populaires et de les gouverner par une dictature ouverte, elle a recours à la « démocratie ». Mais les masses sont déjà politiquement assez éduquées pour savoir qu'il n'y a pas de différence entre la dictature et la démocratie. Et lorsque Maniu osera déclencher les forces des masses populaires pour une guerre prochaine éventuelle, il aura à résoudre le problème algébrique suivant: Qu'advient-il si, aux forces révolutionnaires des ouvriers et paysans roumains, viennent s'ajouter les forces des six millions appartenant aux différentes nationalités opprimées dans la Roumanie oligarchique? Le résultat ne pourra être autre que le krach complet du traité de paix qui a créé la Roumanie d'aujourd'hui, krach qui donnera la possibilité aux nationalités opprimées de la Bessarabie, de la Transylvanie, de la Dobroudja et de la Bukovine de recouvrer leur indépendance.

D'ailleurs, que peuvent attendre ces nationalités, du cabinet « démocratique » Maniu? Quelles perspectives peut avoir pour elles une « nouvelle ère »? Bratianu, Averescu etc., en général tous les partis roumains des classes dominantes, ne sont-ils pas partisans du maintien des frontières actuelles de la « Grande Roumanie », contre le droit d'auto-détermination, des nationalités opprimées, pour le régime de dénationalisation et de colonisation dans les régions occupées? Mais revenons au manifeste. « Le problème des minorités nationales sera traité d'après son importance (sic! — Dobr.). Le gouvernement va le résoudre par une loi en accord avec les principes de la Constitution, les circonstances dans lesquelles nous vivons et l'esprit de tolérance du peuple roumain. » Maniu a facilement oublié ce qu'il a dit à Alba-Julia, et avec son programme en ce qui concerne les minorités nationales, il va simplement continuer la politique des libéraux. Lorsque ceux-ci étaient au

pouvoir, une commission spéciale ministérielle devant examiner la question de l'élaboration d'un statut pour les minorités avait été constituée. Quel sera cependant le libellé de ce statut? Dans le manifeste, on ne lit que des phrases creuses qui ne peuvent satisfaire même les amis les plus sincères du nouveau cabinet parmi les dirigeants actuels des minorités. Maniu a assumé le pouvoir en un moment de lutte acharnée dans les camps de ces dirigeants. Ces dirigeants se divisent, comme l'on sait, en deux groupes essentiels: l'un est pour une alliance avec les libéraux, l'autre veut soutenir le parti des nationaux-tsaranistes. Ces deux groupes luttent l'un contre l'autre pour acquérir la prédominance. Cependant, sur un point, ces deux groupes sont d'accord: celui de l'alliance avec les partis roumains pour assurer leur part dans l'exploitation des masses travailleuses. Cette politique correspond, certes, aux intérêts des couches aisées des nationalités opprimées qui, se trouvant devant le fait des traités de paix et devant la faillite de leur politique chauviniste, et ayant perdu en même temps l'espoir d'une revanche prochaine, ont cherché dans un compromis avec les classes dirigeantes roumaines à se libérer économiquement et à maintenir leurs possibilités d'exploiter les masses travailleuses. Mais cette politique, qui a trouvé son expression dans de nombreux pactes conclus entre Avereseu ou Bratianu et les différentes organisations des minorités, n'a donné aucun résultat. L'oligarchie roumaine n'a pas cessé sa politique d'oppression économique et politique dans les régions occupées. La politique de compromis menée par les dirigeants des minorités nationales, a pris un caractère bien défini au IVème Congrès des minorités nationales tenu à Genève au début de septembre 1928. Les délégués hongrois, allemands, juifs, ukrainiens et bulgares ont signé un protocole spécial qui les oblige à travailler à la formation d'un bloc des minorités en Roumanie. Dans le paragraphe premier de ce protocole, on lit textuellement: »Les groupements nationaux en Roumanie sont disposés, sous réserve qu'on leur garantisse leurs droits

culturels et nationaux, à travailler en paix et en amitié avec le peuple roumain (lire l'oligarchie roumaine), à la prospérité de l'Etat roumain.« Pas un mot sur la tyrannie de l'oligarchie roumaine, pas un mot sur l'oppression nationale exercée en Roumanie.

Les luttes entre les deux groupements, dont l'un marche avec les libéraux et l'autre avec les nationaux-tsaranistes, sont les causes de la formation du bloc des minorités pendant la période électorale. Le parti allemand a conclu un traité électoral avec Maniu, au prix de douze mandats. Le parti hongrois a gardé son activité indépendante, tandis que l'Union des Juifs roumains, a conclu un pacte avec les libéraux.

Il n'est nullement nécessaire de souligner que la politique de trahison de ces dirigeants les éloigne de plus en plus des masses. Leur bloc des minorités va rester sur le papier, car il n'a aucun contact avec les masses, ni avec l'idée de la formation d'un front national-révolutionnaire en Roumanie — idée qui gagne chaque jour de nombreux partisans parmi les masses nationales opprimées en Roumanie. Celles-ci comprennent de plus en plus la nécessité urgente d'une lutte indépendante révolutionnaire contre la politique de compromis avec l'oligarchie roumaine, d'un travail commun avec les organisations révolutionnaires des ouvriers et paysans roumains, ayant comme base le droit des peuples opprimés à disposer d'eux-mêmes, droit allant jusqu'à la formation d'un Etat indépendant en dehors du cadre de la Roumanie d'aujourd'hui. Le gouvernement Maniu commence son travail en un moment où les minorités nationales de Roumanie se rendent de plus en plus compte qu'il s'agit de porter un coup décisif à la politique de l'alliance. Déjà, les illusions sur la »nouvelle ère démocratique« se dissipent et le grand travail de préparation, tant en largeur qu'en profondeur, des luttes révolutionnaires des masses pour leur indépendance nationale commence en Roumanie.

Dobroudjansky

Le vrai visage des nationaux-tsaranistes

Ceux qui connaissent de près les conditions sociales et politiques de la Roumanie n'ont pas eu des motifs réels pour s'enthousiasmer du changement de gouvernement dans ce pays. Et nous étions de ce nombre. Mais même les plus sceptiques sont aujourd'hui surpris de la vivacité avec laquelle le gouvernement national-tsaraniste s'est lui-même empressé à venir donner raison aux méfiants: le gouvernement Maniu se dévoile non seulement comme un gouvernement à fond nettement réactionnaire, mais aussi comme un instrument des intérêts capitalistes et gros-agrariens.

Dans notre article antérieur, nous avons déjà montré comment le gouvernement Maniu, qui a supprimé la censure de la presse, a introduit à sa place tout bonnement la confiscation pure et simple de la presse ouvrière; comment ce gouvernement, qui a »rétabli les libertés publiques« interdit et empêche, par l'armée et la gendarmerie, les assemblées du Bloc Ouvrier-Paysan et des Syndicats Unitaires. Or, le gouvernement Maniu vient maintenant de compléter l'arsenal des moyens de répression dont s'étaient servis les gouvernements précédents libéraux et averescans. Ces gouvernements n'avaient point de large base sociale; ils s'appuyaient sur des catégories sociales bien restreintes: banquiers, gros-industriels et gros-agrariens. Par conséquent, ces gouvernements ne pouvaient pas mobiliser des mouvements populaires, des mouvements de masses, pour combattre et terroriser leurs adversaires et ennemis de classe — les couches de la petite bourgeoisie de la paysannerie, des travailleurs. Pour pouvoir maintenir leur domination et en imposer à leurs adversaires, ces gouvernements n'avaient à leur disposition que l'appareil de répression de l'Etat, soit: la police, la gendarmerie, les Sigourantsa, les prisons. La domination de ces gouvernements apparaissait donc nettement et ouvertement comme une domination basée sur la terreur blanche, sur la dictature franche, toute-nue. Les seuls mouvements plus larges, en quelque sorte, que ces gouvernements ont pu mettre sur pied (avec les fonds secrets du ministère de l'Intérieur) ont été les mouvements des étudiants antisémites, dirigés contre les minorités nationales, particulièrement contre les Juifs.

Tout autre est la situation du gouvernement national-tsaraniste. Outre les moyens traditionnels de répression, il est en mesure de et commence déjà à mobiliser, contre les travailleurs et la paysannerie pauvre et révoltée, des bandes de fils de kiabours (richards des villages), d'employés et d'autres éléments sociaux moyens, qui considèrent encore

le Parti National-Tsaraniste comme l'expression politique de leurs desiderata. En d'autres mots, le fascisme, ce péril social, cet instrument de répression à côté de l'appareil traditionnel de l'Etat, reçoit en les nationaux-tsaranistes la large base dont il a besoin pour pouvoir devenir un mouvement de masses. Les éléments sociaux moyens, qui luttent contre les libéraux et ne pouvaient donc pas répondre à l'appel de ceux-ci de venir grossir les rangs du fascisme dirigés par les libéraux, entrent maintenant en ligne pour »défendre« le gouvernement national-tsaraniste contre le danger de l'»anarchie« de gauche.

L'arsenal gouvernemental de répression s'enrichit donc par l'ascension au gouvernement des nationaux-tsaranistes. A côté de la police et de la gendarmerie, de la Sigourantsa et de la Jilava, qui continuent à »veiller sur l'ordre constitué«, nous voyons entrer dans l'arène publique différentes bandes »pour défendre l'ordre démocratique« et ces bandes voient leur mission dans la terrorisation des syndicats unitaires (comme dans la Vallée minière du Jiou), dans la dispersion des assemblées ouvrières (comme en Boukovine) et dans les attaques contre la population minoritaire (comme en Dobruodja du sud et en Bessarabie).

Quel est l'intérêt des nationaux-tsaranistes à organiser de telles bandes? Eux, qui ont rassemblé à peu près les quatre-cinquièmes des suffrages dans les élections, quel intérêt peuvent-ils avoir à réprimer avec une telle violence le mouvement ouvrier et les tressaillements spontanés de la paysannerie? Les nationaux-tsaranistes, qui ne sont parvenus au gouvernement qu'après avoir convaincu la Régence que le régime menacé d'en-bas ne pouvait être sauvé que par leur popularité, se voient forcés, dès le premier moment, d'empêcher tout mouvement qui pourrait inspirer des soucis à ceux desquels ils dépendent. Les nationaux-tsaranistes, qui sont venus au gouvernement par l'aide de la pression du capital étranger, sont forcés, dès le premier moment, d'étouffer tout mouvement radical ouvrier ou paysan, pour ne pas provoquer des méfiances chez les capitalistes étrangers dont l'argent leur est tellement nécessaire. Les nationaux-tsaranistes, qui sont venus au gouvernement par l'aide de l'impérialisme pour créer en Roumanie les conditions les plus favorables à la préparation de la guerre contre l'Union Soviétique, sont ainsi tenus de réprimer par tous les moyens, et mieux que les libéraux, tout mouvement radical d'en-bas susceptible de constituer un obstacle aux guerres et aux armements de guerre.

Mais le gouvernement national-tsaraniste est forcé

de recourir à l'étouffement à tout prix du mouvement ouvrier et des tendances radicales de la paysannerie surtout parce qu'il est un gouvernement capitaliste, quoique la presse européenne prétend que les nationaux-tsaranistes soient un parti «paysan». Le gouvernement national-tsaraniste est un gouvernement *capitaliste*, comme le prouve son programme de gouvernement, publié le 2 décembre dernier. Il n'est point question, même d'un seul mot, dans ce programme, des intérêts des travailleurs: ni de la garantie de la journée de huit heures, ni de l'assurance contre le chômage et le secours aux sans-travail, ni de la garantie du minimum de salaire, ni de la suppression des lois anti-ouvrières (comme les lois contre la grève et la libre association). Il n'y est non plus question de la réduction et de la restriction de la grande propriété, ni de la dotation des paysans sans terre ou ne possédant que des lopins de terre insuffisants pour vivre. Il n'y est non plus question de la suppression de la Sigourantsa et de la gendarmerie et de leur remplacement par un service de garde organisé par les paysans, ni de la suppression des lois exceptionnelles, ni de l'abolition de la loi électorale fasciste.

En échange, on y parle d'assurer la rentabilité du capital placé dans l'agriculture, c'est-à-dire le capital des gros propriétaires; on y parle de faciliter «la vente des terres des paysans», c'est-à-dire: la concentration des terres des paysans entre les mains des kiabours et des tchokoïs; de favoriser les branches des industries négligées jusqu'ici par les libéraux parce que les banques libérales avaient placé leurs capitaux dans d'autres branches industrielles; on y parle d'encourager et de développer les industries de guerre; de machiniser l'agriculture, c'est-à-dire la grande propriété, car c'est seule celle-ci qui peut se procurer des machines; et, enfin, de favoriser le capital étranger, pour l'attirer dans le pays.

Un programme capitaliste par excellence!

Mais le programme financier? Le budget prochain de l'Etat est déjà désigné comme un budget «d'expiation». Pour couvrir le déficit budgétaire de l'année courante, qu'il s'élève à sept milliards de leis (20% du budget total), le ministre des finances annonce qu'on aura recours à la perception «énergique», quoique «humaine», des impôts et qu'on les fixera et les répartira avec plus de vigilance. En plus, il annonce des économies, une réduction des employés «superflus» des divers ministères, et d'autres moyens analogues pour équilibrer et «assainir» les finances aux dépens des larges masses des contribuables, des couches pauvres de la population.

Telles sont les mesures que le ministre des finances annonce au moment où, dans de nombreux coins du pays, les paysans s'opposent par des voies de fait à payer les impôts actuels et chassent à coups de revolver les percepteurs d'impôts; au moment où la famine fauche la population dans des régions entières.

Venant avec un tel programme, le gouvernement national-tsaraniste sait fort bien à ce qu'il doit s'attendre de la part des masses populaires. Plus les espérances et les illusions éveillées chez les masses par le gouvernement national-tsaraniste ont été grandes, plus la désillusion et la révolte de ces masses seront sensibles.

Nul gouvernement roumain n'a su, jusqu'ici trouver d'autres moyens contre la misère des masses que la répression par les organes de l'Etat et la mise en ligne de bandes fascistes pour s'assurer contre les révoltes.

Le gouvernement national-tsaraniste a montré dans les premières huit semaines qui suivirent son arrivée au pouvoir, qu'il connaît fort bien ces moyens et qu'il est décidé à les employer, les uns et les autres. Il a montré ainsi son vrai visage maquillé du fard d'une fausse «démocratie» et d'une démagogie raffinée: réaction sociale, esclavage économique des masses, préparation de la guerre contre l'Union Soviétique et répression du mouvement ouvrier, de la paysannerie pauvre et des minorités nationales.

I. Mateescu

La terreur blanche sévit en Roumanie

Le régime de la terreur blanche, instauré il y a dix ans par la bourgeoisie roumaine, devient de jour en jour plus cruel et plus écrasant pour les masses ouvrières des villes et de la campagne. A la grande crise économique et financière, qui a précipité les masses productrices du pays dans la misère la plus noire, s'ajoute encore cette réaction barbare pour paralyser toute tentative révolutionnaire

de renverser la domination des capitalistes et des gros-agrariens roumains.

Le nouveau gouvernement roumain — le gouvernement national-tsaraniste — qui, pendant sa longue opposition faite aux libéraux, prononçait dans de belles harangues des phrases des plus démocratiques pour pouvoir gagner ainsi les masses dans sa lutte contre Bratianu, a maintenant non seulement oublié les promesses faites, mais continue plus énergiquement encore l'offensive contre l'avant-garde et les organisations révolutionnaires du prolétariat roumain.

Après le procès le plus réactionnaire du monde, celui des emprisonnés politiques de Jilava qui s'étaient révoltés contre le régime criminel des prisons roumaines, a eu lieu le procès et la condamnation de 23 jeunes ouvriers et ouvrières communistes, à Galatz, pour le seul fait qu'ils ont eu le courage d'affirmer hautement leur conviction communiste et leur décision de mettre toutes leurs forces au service des masses ouvrières et paysannes de la Roumanie.

Ce procès de Galatz, qui a commencé en décembre dernier et qui s'est terminé il y a quelques jours, a la même histoire que tous les autres procès intentés aux révolutionnaires roumains: un «complot» découvert à temps par la Sigourantsa, maltraitements tellement cruels qu'ils poussent les torturés au suicide ou qui les rendent infirmes pour toute leur vie — comme le cas de l'inculpé Buim Mihalovici, auquel on a fracturé la jambe «parce qu'il est un Juif» —, les mois de prévention en attendant le procès, et enfin le procès même devant la justice militaire qui s'empresse de servir les nationaux-tsaranistes aussi promptement qu'elle a servi les libéraux. D'après les lois roumaines, la détention préventive n'est pas comptée dans la peine prononcée par la justice civile ou militaire. On comprend donc aisément pourquoi cette détention préventive dure quelques fois des années.

Quels sont les délits que l'instruction militaire a découverts à la charge des inculpés de Galatz? L'acte d'accusation parle de l'activité communiste de Moses Kahane, de Grincenco et d'autres emprisonnés politiques de Doftana, qui, «quoique emprisonnés depuis quelques années pour d'autres délits communistes, militent aussi dans la prison pour la révolution sociale, en fondant une section du «Secours Rouge» ainsi que des cercles d'éducation révolutionnaire... Ces détenus politiques attirent aussi dans leurs cercles des délinquants de droit commun, pour les gagner pour leurs idées communistes. Le but de ces cercles est de former des éléments révolutionnaires qui, une fois en liberté, pourront travailler à la destruction de l'Etat...». Un autre passage de l'acte d'accusation constate que quelques accusés qui avaient passé le baccalauréat et qui se trouvaient soit inscrits à l'Université, soit déjà nommés comme professeurs dans une localité quelconque, ont abandonné leurs travaux pour se mêler aux masses ouvrières... «au-dessous de leurs conditions» et agiter pour la révolution communiste... «au lieu de faire des efforts pour atteindre une situation plus convenable pour leur intelligence...». Mais la majorité des inculpés a commis le grand crime de constituer des cercles d'éducation où on lisait les oeuvres de Gorki, le *Marxisme oligarchique* — le livre d'un social-démocrate roumain — et l'*Abécédaire communiste* de Boukharine... Ces suppositions — car ni la Sigourantsa, ni la justice militaire, en dépit de toutes les tortures cruelles infligées aux inculpés, n'ont pu les prouver, — ont suffi aux brutes galonnées pour prononcer des sentences des plus réactionnaires contre 23 révolutionnaires roumains.

Moses Kahane, écrivain, fut condamné à 7 années de prison, 15.000 leis d'amende et 500 leis pour frais et dépenses de l'Etat; C. Tirim, soldat, 8 années de prison, 15.000 leis d'amende et 500 leis pour frais et dépenses; Jenny Averbuch, blanchisseuse, 6 années de prison, 10.000 leis d'amende et 500 leis pour frais et dépenses; Jacob Lazar, 8 années de prison, 200 leis d'amende et 500 leis pour frais et dépenses; Andor Schwartz, 2 années de prison, 3000 leis d'amende et 500 leis pour frais et dépenses; Bassea Zisman, 6 mois de prison, 200 leis d'amende et 500 leis pour frais et dépenses; Andrei Grincenco, 5 années de prison, 12.000 leis d'amende, etc.; Uda Malamuth, 2 mois de prison, 200 leis d'amende, etc.; Haim Baras, 5 années de prison, 10.000 leis d'amende, etc.; Nicolas Devg, 5 années de prison, 10.000 leis d'amende, etc.; Voinéa Vasile, soldat, 5 années de prison, 10.000 leis d'amende, etc.; Ivan Teacenco, 2 années de prison, 3000 leis d'amende, etc.; Dumitru Socotitu, 6 années de prison 12.000 leis d'amende, etc.; Haim Gregor, soldat, 2 années de prison, 3000 leis d'amende, etc.; Serge U., 15 jours de prison, 200 leis d'amende, etc.; Alexandre Gurov, ingénieur, détenu à Doftana comme Kahane, condamné déjà à plusieurs années: 5 années de prison, 10.000 leis d'amende, etc.; Samuel Rabinovici, 15 jours de prison, 200 leis d'amende, etc.; Jacob

Haham, par contumace à 10 années de prison et 100.000 leis d'amende, etc.; George Russu, 15 jours de prison, 200 leis d'amende, etc.; BuŃu Mihalovici, commis, 15 jours de prison, 200 leis d'amende, etc.; (Six mois de détention préventive et une jambe de cassée pour un délit qui vaut, même aux yeux de la justice militaire, 15 jours de prison!); Joseph Abramovici, 15 jours de prison, 200 leis d'amende, etc.

Le procès a eu lieu dans une atmosphère antisémite et réactionnaire prononcée. Le président ne permit ni aux inculpés de développer leurs points de vue, ni à la défense de poser des questions aux détenus politiques des diverses prisons de la Roumanie, cités par elle comme témoins pour faire des dépositions sur le régime dans les prisons. Parmi les témoins se trouvait aussi, enchaîné, M. G. Bujor, enterré vivant à la Doftana par la bourgeoisie roumaine.

Un autre crime du gouvernement Maniu, c'est le rejet du recours en cassation de Boris Stéfanoff et de Zaharescu. Ces deux vaillants révolutionnaires roumains, condamnés, pour leurs opinions seulement, l'un à 8 années de prison et l'autre à 7 années, pourriront, enterrés vivants, dans les prisons roumaines qui détruisent l'organisme même le plus fort. Et il faut souligner le fait que ces combattants se trouvent déjà depuis trois années en détention préventive!

Il faut ajouter ici que les chefs nationaux-tsaranistes, lorsqu'ils se trouvaient dans l'opposition, se sont prononcés

contre la sentence militaire et pour la libération de Boris et de Zaharescu, en soutenant que leur procès n'était qu'un procès d'idées; mais à présent, ces mêmes personnes, nommées ministres par la grâce de la finance internationale, non seulement approuvent la sentence barbare de la justice militaire prononcée contre Boris Stéfanoff et Zaharescu, mais ont même fait remplacer le procureur général qui, en cassation, soutenait que le verdict de la justice militaire n'était fondé sur aucun texte de loi...

Ce ne sont pas là tous les procès qui ont eu lieu dernièrement contre la classe ouvrière roumaine. Nous n'avons cité que deux exemples pour démasquer ce gouvernement réactionnaire, laquai des libéraux et de la finance internationale, gouvernement qui est prêt à employer tous les moyens pour étrangler l'avant-garde révolutionnaire roumaine, la seule force en Roumanie qui lutte pour la paix avec les peuples balkaniques et avec l'Union des Soviets ainsi que pour le renversement des capitalistes et des boyards et pour la constitution d'un gouvernement des ouvriers et des paysans.

Les masses ouvrières des pays Balkaniques et de l'Europe, ainsi que les intellectuels démocrates doivent soutenir le prolétariat industriel et agricole roumain dans sa lutte acharnée contre ce régime de terreur blanche et pour le triomphe de la vraie démocratie prolétarienne.

N. Amaru

Sauvez Bujor! Sauvez Stéfanoff!

Amnistie générale pour les condamnés politiques!

Au reçu quotidien de précisions sur l'activité du «nouveau régime de liberté» qui serait substitué en Roumanie au satrapisme des Bratianu, on se demande si ce changement de décor n'est pas une dérision lancée à la face de tous ceux qui, ayant le plus atrocement souffert sous les libéraux et consorts n'avaient mis leur espoir qu'en un changement de gouvernement. La Sigourantsa remplissait sa besogne macabre, les cours martiales exécutaient avec sadisme les ordres reçus, et Doftana et Jilava regorgeaient de condamnés politiques. M. Maniu, lorsque dans l'opposition, criait à la tyrannie féroce, à la barbarie. Et les malheureux pourrissant dans les geôles croyaient en lui, attendaient leur libération de son arrivée au pouvoir. La vérité, nue, cruelle, ne tarda pas à leur montrer que M. Maniu, faisant bois de toute flèche, n'avait fait qu'exploiter leur affreuse situation pour les besoins de son opposition. Il ne s'était érigé en défenseur des opprimés que pour avoir une corde de plus à son arc. Les condamnés politiques gémissent toujours dans leurs cachots. Et ils connaissent, maintenant, la détresse de la cruelle déception.

L'opinion publique européenne s'est émue de cet état des choses. Des protestations s'élèvent de partout. On demande, de tous les pays, la mise en liberté des condamnés politiques. Et, de ceux-ci, deux noms flottent sur toutes les bouches: *Bujor* et *Stéfanoff*. Car ces deux noms relatent toute la tragédie de la «justice» des boyards roumains. Et Bujor et Stéfanoff maintenus en prison constituent le plus formidable réquisitoire contre l'ère de liberté inaugurée par M. Maniu.

Boris Stéfanoff, ancien député de Dobroudja, maintenu pendant plus de deux ans, en détention préventive, a été condamné par un tribunal que M. Maniu lui-même, lors de sa lutte dans l'opposition, avait qualifié d'illégal, et dont la sentence avait été proclamée illégale par le procureur-général lui-même. *M. Maurice Junker*, avocat à la Cour d'Appel de Paris, qui s'était rendu à Bucarest pour coopérer à la défense de Stéfanoff, mais qui en avait été empêché par la Sigourantsa, vient de protester contre la condamnation de Stéfanoff par les termes suivants dans une lettre ouverte adressée à M. Maniu:

«Les échos de l'affaire, passant les frontières de votre pays, ont inquiété l'opinion de l'Europe occidentale. En Allemagne, comme en France, comme en d'autres pays encore, des parlementaires, des juristes, des savants, des artistes ont élevé leur voix en faveur de M. Boris Stéfanoff. L'étude attentive du dossier m'a confirmé dans l'opinion que cette émotion était légitime. J'ai la conviction que M. Boris Stéfanoff souffre une rigoureuse incarcération uniquement à raison de ses opinions. Il est la victime de ce qu'un de mes compatriotes appelait l'odieuse raison d'Etat.

«Dès mon arrivée à Bucarest, je sollicitai une audience de Monsieur le Ministre de l'Intérieur. Sous couleur de m'introduire auprès de lui, un policier me conduisit à la Sûreté Générale. Je fus invité à quitter la Roumanie et placé, jusqu'à mon départ, sous la surveillance de la Sigourantsa. Je veux

ne pas me souvenir d'un acte discourtois; je ne puis pourtant oublier l'atteinte grave aux droits de la défense. Les juges n'ont pas connu les documents dont j'étais porteur. Je ne suis pas même certain qu'ait été versée au dossier ma protestation, adressée à Monsieur le Président du Conseil de Guerre, assortie de diverses pétitions que j'avais charge de présenter. Une lourde condamnation a été prononcée sans que le tribunal ait été saisi de tous les éléments de la cause.

Le fait est d'autant plus grave qu'il s'agit d'un tribunal d'exception. Sa compétence se fonde sur l'état de siège dont la légitimité est fort contestée. Je ne saurais incriminer la conscience des juges. J'ai par contre le droit de dire que, dans ces circonstances spéciales, leur justice n'est pas de celles devant lesquelles on doit s'incliner.»

Et BUJOR!

M. Herwarth Walden, directeur de la revue *Sturm* de Berlin, écrit dans une lettre ouverte de protestation qu'il vient d'adresser à M. Maniu:

«Bujor, un vieux socialiste, endure depuis huit années des souffrances indicibles dans son cachot. Dans les *Informations Internationales*, organe de la II. Internationale, Zurich, du 24 février 1928, nous lisons: «M. Brudariu, Lupiste, fit au Parlement une interpellation relevant, entre autres, que les débats au procès contre Bujor avaient eu lieu dans une atmosphère agitée, et que l'accusateur public d'alors, le major Cernat, avait été depuis arrêté et incarcéré pour fraudes et détournements au détriment de l'Etat...». Et le professeur d'Université Dr. C. Radulescu, ancien directeur-général des prisons de Roumanie, a publié dans *L'Adeverul* une lettre ouverte au ministre de la Justice, dans laquelle il est dit:

«Bujor a été condamné aux travaux forcés. Il aurait donc dû être interné à Ochne'a-Mare ou Sargu-Oena. Pourtant, Bujor a été emprisonné à Doftana, en cellule. C'est là un abus de pouvoir, et le ministère de la Justice pourrait, de ce chef, être mis en accusation.»

Et M. Herwarth Walden, après avoir relevé avec les termes les plus énergiques l'illégalité commise à l'égard de Bujor et de Boris Stéfanoff, écrit dans sa lettre ouverte à M. Maniu:

«Et vous, Monsieur le Président, vous n'intervenez pas! Ce qui se passe en Roumanie est une honte éternelle pour l'humanité. L'émotion provoquée par l'attitude du nouveau gouvernement, est profonde. L'Europe occidentale voit de plus en plus que vous avez été nommé par Bratianu, et que vous n'agissez toujours que dans son esprit.»

Ces voix, s'élevant de partout pour protester contre le féroce régime qui continue de sévir en Roumanie, auront-elles leur effet avant qu'il ne soit trop tard?

Sauvez Bujor! Sauvez Stéfanoff!

Amnistie générale pour les condamnés politiques!

L. M.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Die offene Diktatur der militaristischen Hof-Clique Der Absolutismus König Alexanders führt uns in die Epoche des Sultans Abdul Hamid zurück

Die verschleierte Diktatur der großserbischen Hegemonisten hat die Maske fallen lassen und ist jetzt offen aufgetreten. Am 5. Januar riß die großserbische Hof-Offiziersorganisation die gesamte Staatsmacht an sich. König Alexander, das Haupt der allmächtigen Offiziersclique — der sogenannten *Weißer Hand* — hat die Staatsverfassung aufgehoben, das Parlament aufgelöst und sich selbst als absoluten Monarchen mit unbegrenzter legislativer und exekutiver Macht proklamiert. An die Spitze der Regierung, die nur seine Befehle auszuführen hat und nur ihm verantwortlich ist, hat er den Kommandanten seiner Leibgarde, den General Petar Zivkovic, den Chef der *Weißer Hand*, gesetzt.

In seiner feierlichen Proklamation erklärt der absolutistische Herrscher Jugoslawiens, dem Volk keinerlei Machteinfluß mehr gewähren zu wollen und alle Hindernisse, die sich diesem Ziel in den Weg stellen würden, zu beseitigen, nämlich: die Verfassung, das Parlament, die vom Volke gewählten Vertreter der Gemeinde-, Bezirks- und Gebietsverwaltungen. Sein Ministerpräsident und Innenminister, der General Zivkovic, wird der Exekutor seines diktatorischen Willens, der alle diese Posten mit »zuverlässigen« und königstreuen Männern besetzt.

Die Errichtung der offenen Diktatur durch die großserbische militaristische Hofclique geschieht gerade in dem Augenblick, wo die Lösung der kroatischen nationalen Frage — und in Verbindung mit dieser wieder die Lösung der Staatskrise und der Nationalitätenprobleme anderer unterdrückter Nationen in Jugoslawien — auf der Tagesordnung stand. Die großserbischen Hegemonisten haben hierdurch gezeigt, wie sie sich die Lösung der kroatischen und anderer Nationalitätenfragen vorstellen. Durch die feierliche Proklamation des großserbischen Königs sagen sie: Alles was die Festigung der gegenwärtigen großserbischen Hegemonie nicht fördert, muß zertreten werden. »... Statt den Geist der nationalen und staatlichen Einheit zu entwickeln und zu stärken, beginnt der Parlamentarismus . . . zu geistigem Verfall und zu nationaler Entzweiung zu führen« — heißt es in der Proklamation. »Es ist meine heilige Pflicht«, ruft der erste und größte Vertreter der großserbischen Diktatur aus, »mit allen Mitteln die staatliche und nationale Einheit zu wahren, und ich bin entschlossen, diese Pflicht ohne Schwanken bis zum Letzten zu erfüllen«. »Die bisherigen Methoden der Festigung des gegenwärtigen Regimes waren nicht genügend sicher«, fügt er hinzu, »deshalb müssen wir neue Arbeitsmethoden finden und neue Wege beschreiten«.

Und die allmächtigen Herrscher über 12½ Millionen Menschen, nämlich die Offiziersclique und ihr Exekutivorgan der König, handelten gleich nach diesen neuen Methoden, mit voller Unterstützung einer gehorsamen Regierung.

Alle bisher gesetzmäßig verankerten Bürger-Rechte und -Freiheiten wurden mit einem Schlag aufgehoben; einzig bestehen blieb, als Grundstein des neuen Regimes, nur das »Gesetz zum Schutze des Staates«. Die wohlbekannten drakonischen Vorschriften wurden noch — und zwar mit rückwirkender Kraft — verschärft.

Das in ganz Europa reaktionärste famose Pressegesetz wurde ebenfalls durch neue Abänderungen verschlechtert. *Alle Parteien auf nationaler oder religiöser Basis sind überhaupt für immer verboten. Die bestehenden Parteien sind aufgelöst. Die Gründung der neuen Parteien und ihre gesamte Tätigkeit — Versammlungen, Konferenzen, Sitzungen, Beratungen, etc. — werden unter Polizeikontrolle gestellt und von polizeilicher Genehmigung abhängig gemacht. Jede Kritik des bestehenden Regimes, ebenso wie Kommentare und Anspielungen der Presse, die irgendwie der Autorität der neuen Regierung nachteilig sein könnten, sind untersagt. Ueber die Presse wird die strengste Zensur verhängt* und praktisch skrupellos durchgeführt. Die aufgelösten Gemeinde- und Gebietsverwaltungen werden von dem Polizeipräsidenten neu besetzt und an deren Spitze die Polizeikommissäre gestellt.

Die neue diktatorische Regierung Zivkovic hat, außer den Ausführungsbestimmungen zur Anwendung des »Gesetzes zum Schutze des Staates«, schon eine ganze Reihe neuer Gesetze vorbereitet. So das Gesetz über den Staatsgerichtshof »zur tatsächlichen Regelung des gesamten Justizwesens« — Aufhebung der Unabhängigkeit und Unabsetzbarkeit der Richter, etc. — das Gesetz »der Hauptkontrolle«, die jetzt vom König, nicht wie bisher vom Parlament, bestimmt wird, usw. usw.

Bei der Durchführung des »Gesetzes zum Schutze des Staates«, werden den Polizeibehörden die rücksichtslosesten Maßnahmen, der rücksichtsloseste Gebrauch der Militärmacht anempfohlen. Besonders strenge Befehle zur Unterdrückung jedweder antinationaler Handlung erhielten die Behörden im Süden, in Mazedonien und Kossowo.

Stellt man nun die Frage, was das gegenwärtige Regime bedeutet, so ist die Antwort bereits vor den ersten Akten eben dieses Regimes gegeben worden, nämlich schon durch die Zusammensetzung der diktatorischen Staatsverwaltung selbst.

Der oberste Herr der neuen Regierung, König Alexander Karageorgewic, war schon immer als Mensch mit stärksten absolutistischen Gelüsten und hegemonistischen Tendenzen für den Balkan bekannt. Sein Ministerpräsident ist gleichzeitig Chef der Offiziersclique, die die Regierungen des Uzunovic, Wukitschewic, Korosec von jeher nach Belieben aufgestellt und wieder verjagt hat. Er ist der Chef jener Organisation, die seit einigen Jahren rücksichtslos dem Staat ihren Willen diktiert, die blutgierige Offiziere zu Kommandanten und Obergespanen in Mazedonien, Kossowo, Montenegro und Kroatien ernannt hat. Er und seine Organisation, die »Weißer Hand«, sind die Protoktoren aller anderen großserbischen faschistischen Organisationen.

Die jetzigen Regierungsglieder sind die Führer der beiden großserbischen Parteien: der radikalen und der demokratischen; sie sind die Vertreter der unversöhnlichsten großserbischen Kreise, mit Marinkovic an der Spitze, der brutalsten Gewalttäter am kroatischen Volke, wie Boza Maksimovic. Mit ihnen zusammen amtierend: der Vertreter der slowenischen Wukitschewic, ebenso wie in der letzten famosen Vierer-Klerikalen, Dr. Korosec, der auch in der vorletzten Regierung koaliti on saß; ferner: die Vertreter der kroatischen Bankgewaltigen (Sweljuga) und desjenigen Teiles der kroatischen Großbourgeoisie und der Intellektuellen (Drinkowic und Franges), die mit der serbischen Bourgeoisie durch gemeinsame Geschäfte verbunden sind und diese gemeinsamen Geschäfte — besonders in Bezug auf neue große ausländische Anleihen und Kredite — noch zu erweitern beabsichtigen. In der augenblicklichen Regierung sitzen also die Vertreter von drei Parteien der letzten Regierungskoalition, und man erwartet in kürzester Zeit noch den Eintritt des Spaho, das heißt des Vertreters der vierten Koalitionspartei, des Beschützers und Interessenvertreters der Feudalherren aus Bosnien und der Herzegowina.

Kann man denn auch nur einen Augenblick lang so naiv sein, zu glauben, daß diese Regierung eine andere, eine von der vorigen verschiedene Politik in Bezug auf die Nationalitätenfrage, besonders aber der der Kroaten und ihrer Forderung der vollen nationalen Unabhängigkeit, führen könnte? Kann man das glauben, wo schon die Mitglieder dieser Regierung und ihre Parteien die Vorschläge der B.-D.-Koalition kategorisch und ohne Diskussion abgelehnt haben?!

Es muß jedem klar sein, daß die heutigen Minister in allen nationalen Fragen die alte großserbische, hegemonistische Politik unter Fußstapfen der Königs- und Offiziersstiefel weit schürfer und brutaler fortsetzen werden!

Wie könnte man sich denn sonst die Tatsache erklären, daß doch die Vertreter der alten »parlamentarischen« Parteien so leicht und schnell sich für die Militär- und Königsdiktatur entschlossen haben, ja sogar aktiv an einer Regierung teilnahmen, wenn nicht damit, daß diese Regierung ihnen die Erfüllung ihrer großserbischen Tendenzen garantiert?

Ein zweites Charakteristikum der gegenwärtigen Regierung ist, daß sie alle einflußreichen Kreise des Bank- und Wirtschaftskapitals um sich sammelt. Die ersten, die die Diktatur und das »neue Regime der Ordnung, Arbeit und Gesetzlichkeit« begeistert begrüßten, waren Teile der Groß- und Mittelbourgeoisie, die Exporteure und Importeure und die Industriellen. *Die Diktatur wurde im Einverständnis mit den Vertretern des englischen und französischen Kapitals errichtet, das in Jugoslawien investiert ist;* dabei repräsentiert der Minister Svrljuga das englische und Marinkovic das französische Kapital. Sie sollen den vereinigten Kapitalisten der drei jugoslawischen Nationen die unbegrenzte Ausbeutung der Volksmassen garantieren und neue Kredite aus England und Frankreich heranziehen; diese zwei Mächte aber werden den sicheren und rentablen Geldmarkt zum Placieren ihrer Kapitalien ausnützen.

Des weiteren hat sich bereits klar gezeigt, daß das *gegenwärtige diktatorische Regime in vollem Einverständnis mit den englischen und französischen Imperialisten und mit dem Ziel der Gründung eines Antisowjet-Blockes auf dem Balkan errichtet wurde.*

So hat die gesamte französische und englische Regierungspresse die Errichtung der Diktatur der »Weißen Hand« freudig begrüßt, erwarten doch ihre Auftraggeber, die englischen und französischen Imperialisten, daß bei der ersten Menschenblütere des kommenden Krieges bereitwilligst eine Million jugoslawischer Soldaten für die Interessen des anglo-französischen Imperialismus und gegen die Sowjet-Union hingemordet werden! Wohl niemand ist die Idee unbemerkt geblieben, mit der in den letzten Wochen und Monaten England und Frankreich versuchten, alle kleineren Staaten Zentral-Europas und des Balkans in ihre Anti-Sowjetfront zu ziehen. Da der Balkan bisher wegen seiner vielen ungelösten Fragen im Verhältnis seiner Einzelstaaten untereinander, ferner wegen der zerrütteten Finanzverhältnisse und der innerpolitischen Zerrissenheit des stärksten Balkanstaates — Jugoslawien — kein besonders zuverlässiger und starker Bundesgenosse im kommenden Krieg zu sein schien, halten sie den »kurzen Weg«, den König Alexander ging, für die beste Lösung der inneren Probleme Jugoslawiens und stimmen ihr freudig zu.

Das Belgrader Regime, dem die moralische und finanzielle Hilfe Englands und Frankreichs für die Fortsetzung der großserbischen Politik zugesichert ist, muß als Äquivalent, nach deren Diktat, die freundschaftlichen Abkommen mit Italien, Bulgarien und Ungarn, sowie einen Militärvertrag mit Rumänien schließen, um — je früher je besser — mit Millionen von Leben das von Frankreich und England geleiene Kapital zurückzuzahlen.

Aber die Diktatur des Königs Alexander hat nicht nur zum Ziel Jugoslawien in den Dienst des anglo-französischen Imperialismus zu stellen. Eines ihrer Hauptziele ist, *alle Massenbewegungen, die der großserbischen Hegemonie einen Widerstand entgegensetzen und entgegensetzen könnten, von Grund auf zu zerstören:* die revolutionäre Arbeiterbewegung zu vernichten; die nationalen und revolutionären Bewegungen der unterdrückten Nationen mit Gewalt auszurotten, um dadurch die Hindernisse wegzuräumen und durch die rücksichtsloseste Ausbeutung und Aussaugung der werktätigen Massen aller Nationen in Jugoslawien das Regime vor der wirtschaftlichen und finanziellen Krisis zu retten.

Nach der Errichtung der Diktatur stehen also alle Nationen Jugoslawiens vor einer klaren Perspektive: Rückstandsloses Zerbrechen aller staatsbürgerlichen und politischen Rechte durch den Militärstiefel; Unterdrückung aller nationalen Bestrebungen der geknechteten Nationen, die eine Schwächung »der staatlichen und nationalen Einheit« herbeiführen könnten, mit Gendarmeriesäbel und Militärf Faust, (letzteres auf Grund des »Gesetzes zum Schutze des Staates«); sodann sinnloses Verschleudern von Milliarden Volksgeldes für Kriegsrüstungen; und nicht zuletzt: das Opfern von Millionen Söhnen der unglücklichen Balkanvölker für die Interessen des anglo-französischen Imperialismus.

Diese Perspektive sagt uns, daß ein wichtiger und schicksalsschwerer Moment nicht nur für die Nationen Jugoslawiens, sondern für alle Balkannationen gekommen ist. *Die Diktatur in Jugoslawien bedroht und stellt die Freiheit aller Balkanvölker in Frage.*

Diese Perspektive ist so klar, springt so in die Augen, daß wir uns wundernd fragen müssen, wieso die Führung der kroatischen Bauernpartei (Radice's) auch nur für einen Augenblick der Diktatur der militaristischen Hofelique und der großserbischen Hegemonisten die moralische Unterstützung geben konnte und noch dazu die Hoffnung hegte, daß »durch die hohe Königsweisheit« das Ideal des kroatischen Volkes verwirklicht werden könnte: der Kroat werde »Herr in seinem eigenen Heim, in seinem freien Kroatien« sein! Eine solche Einstellung der Führung in den ersten Tagen der Diktatur kommt einem Verrat des nationalen Kampfes gleich, ist ein unglückseliges, durch die durchsichtig verlogenen »Hoffnungen« genährtes Einschlafen der aufgestandenen kroatischen Massen! Es bedeutet das Aufgeben der gerechten nationalen Sache, nicht nur der kroatischen, sondern auch aller anderen unterdrückten Nationen in Jugoslawien!

Wir stellen mit Genugtuung fest, daß die breiten Massen des kroatischen Volkes nicht einen Augenblick Hoffnung auf die Diktatur hegten, und daß die Führer, unter dem Drucke der Massen, ihre fehlerhafte und gefährliche Haltung korrigieren mußten. Das beweist, daß die Diktatur nicht imstande sein wird, weder das kroatische Volk zu schrecken, noch dessen Kampf um die Freiheit zu brechen, daß sich die kroatischen Volksmassen in diesem Kampfe bis zum Siege nicht aufhalten lassen werden — mögen seine Führer sich auf halbem Wege aufhalten.

Die *Balkan-Föderation* hat, wie sie es für alle Organisationen der unterdrückten Balkanvölker getan hat, den Freiheitskampf des kroatischen Volkes stets unterstützt und ihm ihre volle moralische Hilfe geliehen. Der Kampf des kroatischen Volkes ist unser eigener Kampf, sein Sieg ist unser gemeinsamer Sieg. Aber die *Balkan-Föderation* hat immer auf eine große Wahrheit hingewiesen, die für alle Balkanvölker, besonders nach den vieljährigen und reichlich teuer bezahlten Erfahrungen, heilig sein muß: *Die Sklaverei der Balkanvölker kann nur durch die vereinigten Kräfte aller unterdrückten Balkanvölker aufgehoben werden.* Das kroatische Volk, als das stärkste und am besten organisierte, hat die Pflicht, die Initiative zur Vereinigung der Kräfte aller unterdrückten Völker in Jugoslawien zu ergreifen, der Gründer der Einheitsfront gegen die großserbische hegemonistische Diktatur zu sein. Es hat die Pflicht, dies zu tun — heute mehr als früher — weil sich das kroatische Volk und die anderen Völker Jugoslawiens heute in größerer Gefahr befinden als jemals früher, nämlich: voll und ganz die Beute der imperialistischen Bestrebungen der Dynastie Karageorgewic und der Militärclique zu werden, um als Kanonenfutter für die imperialistischen Ziele der englischen und französischen Kapitalisten gegen die Freiheit der Völker in der Sowjet-Union und des Balkans zu dienen.

Die kroatischen Volksmassen sind verpflichtet, den anderen unterdrückten Nationen offen zu sagen, *daß sie nie vergessen werden, auch das Selbstbestimmungsrecht aller dieser unterdrückten Nationen zu fordern:* der Montenegriner, Mazedonier, Albaner, Deutschen, Ungarn, Rumänen. Wenn auch die Führer der kroatischen Bewegung, ihre opportunistische Politik treibend, ihr eigenes Volk und die anderen Völker Jugoslawiens der Willkür der serbischen Hegemonisten ausliefern, sind wir überzeugt, daß die kroatischen Volksmassen dies nie tun werden, sondern entschieden ihre eigenen Forderungen und diejenigen der anderen Nationen zusammen aufstellen und mit allen Kräften zur Vereinigung aller Unterdrückten gegen das Regime der großserbischen Hegemonie arbeiten werden.

Die vereinigten Kräfte von 8 Millionen unterdrückter Volksmassen in Jugoslawien werden imstande sein, mit Erfolg jede Absicht, wie die der Belgrader, so auch die der Londoner und Pariser Imperialisten, zuschanden zu machen!

Sie werden auch imstande sein, die breiten Massen der anderen Balkanvölker in ihren Ring zu ziehen und, anstatt des imperialistischen Anti-Sowjetblockes des Balkans, einen Balkanblock zur Vernichtung aller einheimischen und fremden Unterdrückter zu schaffen, zur Errichtung der Föderation der freien nationalen Republiken des Balkans!

Die Redaktion

Das fortschrittliche Europa gegen die faschistische ORIM und gegen die bulgarische Militärregierung

Für die Befreiung Mazedoniens — Für den Frieden auf dem Balkan — Für eine internationale
Enquete in den drei Teilen Mazedoniens

Die Verbrechen, die die mazedonischen Faschisten tagtäglich gegen die Petritscher mazedonische Bevölkerung und gegen die mazedonische Emigration in Bulgarien verüben, die Ermordungen mazedonischer Kämpfer und Revolutionäre, die Provokationen in Mazedonien unter dem Joche der serbischen und griechischen Chauvinisten und Imperialisten, die Mittäterschaft der bulgarischen faschistischen Regierung an diesen Verbrechen, verursachten in der gesamten zivilisierten Welt eine Welle der Entrüstung. Diese Entrüstung loderte jedoch hell auf, als die faschistische ORIM, mit der aktiven Hilfe der bulgarischen Militär-Liga, die mazedonischen Kämpfer, Bauern, Arbeiter, Handwerker, Kaufleute und Intellektuelle in der Petritscher Gegend und in Bulgarien massenweise niederzumetzeln anfang. Die inneren Feinden dieser Organisation, deren Signal die am 7. Juli 1928 verübte Ermordung des blutgerigen Generals Protogeroff bildete, waren für die mazedonischen Faschisten willkommene Vorwände für ihre Massenschlachten friedlicher Mazedonier, die, entrüstet über die verräterische und brutige Rolle dieser »Autonomen«, sich entschieden weigerten, an deren Organisationen teilzunehmen. Nach der konservativen englischen Zeitung Times wäre die Zahl der ermordeten Mazedonier: 400; nach unseren Erkundigungen jedoch erreicht die Zahl der Opfer der letzten sechs Monate die ungeheure Ziffer von 1000. Tausend Mazedonier wurden in sechs Monaten in Mazedonien unter bulgarischem Joch niedergemetzelt, von einer Bevölkerung von kaum 200.000! Und die Zahl der vor diesen neuen Metzereien ermordeten Mazedonier betrug schon mehr als 1100!

Diese Verbrechen der blutrünstigen Bande, die die blutige faschistische ORIM leitet, und der bulgarischen Faschisten und Militaristen, erweckten die energischen und entrüsteten Protestationen der europäischen Demokratie.

Hervorragende Wissenschaftler, Freiheitskämpfer, Schriftsteller, Abgeordnete, Senatoren, Bürgermeister, Stadt- und Gemeinderäte, Journalisten, Aerzte, Rechtsanwälte in Frankreich ergriffen die Initiative einer großartigen Protestation vor der öffentlichen Meinung Europas gegen diese furchtbaren Verbrechen der mazedonischen Henker und der blutgerigen bulgarischen Diktatoren, und verlangten mit erhobener Stimme die Aufhebung des gegenwärtigen Regimes in Mazedonien und die Errichtung eines Regimes der Freiheit und der Gerechtigkeit in diesem unglücklichen Lande. Sie schlugen zu diesem Zwecke eine internationale Enquete in den drei Teilen Mazedoniens vor. Dieser Initiative der französischen Intellektuellen haben sich hervorragende italienische und ungarische Freiheitskämpfer, Schriftsteller und Journalisten angeschlossen sowie hervorragende Intellektuelle in Deutschland, Oesterreich, Belgien, Holland, Schweiz, Tschechoslowakei usw. Der Protest hat einen internationalen Charakter angenommen. Er wurde schon veröffentlicht in den französischen Zeitungen *La Volonté*, dem großen radikalen Organ; *Le Soir*, dem radikal-sozialistischen Organ; *Le Populaire*, dem Zentralorgan der französischen sozialistischen Partei; *Le Cri des Peuples*, dem Organ der nationalen Minderheiten, und in den deutschen Zeitungen *Vorwärts*, Zentralorgan der sozialdemokratischen Partei, und der *Vossischen Zeitung*, dem großen demokratischen Organ.

Die Aktion wird fortgesetzt.

In dieser Nummer unserer Zeitung veröffentlichen wir diesen internationalen Protest mit den bisherigen Unterschriften. Wir haben ihn der französischen Tageszeitung *La Volonté* entnommen (*La Volonté* vom 26. Dezember 1928).

Die mazedonischen Faschisten sind von der europäischen Demokratie an den Pranger gestellt. Sie sind von der Kulturwelt als Mörder ihres eigenen Volkes, als Agenten fremder Interessen und als Verräter an dem mazedonischen Freiheitskampf gebrandmarkt. Die bulgarischen Faschisten und Imperialisten, diese Anstifter der Verbrechen der faschistischen ORIM, sind gebrandmarkt als die Feinde des mazedonischen Volkes.

Dieser Protest hat gezeigt, daß die zivilisierte Welt die Leiden des mazedonischen Volkes und dessen Freiheitskampf sich zu Herzen genommen hat und daß sie ohne Zweifel dem Kampfe gegen seine Unterdrücker und deren Söldlinge einen neuen Antrieb geben wird. Und dieser Kampf wird uns unbedingt zur Befreiung und Vereinigung Mazedoniens und zur Föderation der freien Balkanvölker führen.

Die Redaktion

Für den Frieden auf dem Balkan

Die Unterzeichneten betrachten es als ihre Pflicht, die Aufmerksamkeit der öffentlichen Meinung auf die grauenvollen Ereignisse zu lenken, die sich gegenwärtig auf bulgarischem Gebiet zwischen den mazedonischen Fraktionen abspielen.

Die Tötung General Protogeroffs, am 7. Juli 1928, auf Befehl seines Rivalen Iwan Michailoff, gab den unmittelbaren Anlaß zu diesen grauenvollen Einzel- und Massenmorden. Die Anhänger Protogeroffs und Michailoffs in Sofia und in der bulgarischen Zone Mazedoniens, morden sich seither gegenseitig. Die Zahl der Gefallenen beträgt bereits 1000.

Der Ermordung Protogeroffs ging aber eine lange Reihe von Morden, Anschlägen und Ueberfällen bewaffneter Komitatschi-Banden voraus. Die Verantwortung für alle diese blutigen Taten trägt die »Innere Mazedonische Revolutionäre Organisation« (O. R. I. M.), seitdem diese ehemals von Befreiungsidealen beseelte Organisation in die Hände der bulgarischen reaktionären und faschistischen Annektonisten fiel.

Die Komitatschis, die sich heute gegenseitig morden, beteiligten sich an allen Greueln des Weißen Terrors in Bulgarien, dem von 1923 bis 1928 mehr als 25.000 Menschen zum Opfer fielen.

Bevor diese inneren Kämpfe zum Ausbruch kamen,

hatten die Komitatschis schon Hekatomben von Leichen bulgarischer und mazedonischer Antifaschisten aus allen Parteien angehäuft. Ihre Mittäter sind die bulgarischen Regierungen, Organisatoren des Staatsstreiches. Die eine der beiden sich bekämpfenden mazedonischen Fraktionen hält es mit Herrn Liaptschew, dem General Wolkoff und dem König, die andere steht im Dienste der Herren Zankoff und General Russeff. Die beiden Fraktionen schlagen sich für die beiden Klans des bulgarischen Faschismus.

Das bulgarische und das mazedonische Volk, durch die Friedensverträge unter Bulgarien, Jugoslawien und Griechenland aufgeteilt, ist das Opfer dieser Zustände.

Die internationale öffentliche Meinung muß ihnen zu Hilfe eilen, umso mehr als die bulgarisch-mazedonischen Wirrnisse eine dauernde Kriegsgefahr für den Balkan und die ganze Welt bedeuten.

Indem die Unterzeichneten gegen die von den mazedonischen Faschisten begangenen Greueln protestieren, erklären sie, daß die mazedonische Frage nur auf der Grundlage der Gerechtigkeit und der Freiheit gelöst werden kann. Sie fordern, daß eine internationale Enquete mit voller Garantie der notwendigen Unparteilichkeit in den drei Teilen Mazedoniens organisiert werde, um diese für die Befreiung des Balkans unerläßliche Lösung der mazedonischen Frage vorzubereiten.

Victor Margueritte, Luc Durtaine, René Maran, Paul Louis, H. Bellany, Raoul Nicole, R. Valfort, Léon Bazalgette, Léon Werth, Habaru, Léon Moussinac, Maurice Parijanine, Jacques Mesnil, Schriftsteller; Victor Basch, Präsident der Liga für Menschenrechte; F. Challaye, Professor; Emile Kahn, Professor; Ferdinand Corcos, Rechtsanwalt, Mitglied des Zentral-Komitees der Liga für Menschenrechte; Charles Brun, Professor; Frau Duchêne, Vize-Präsidentin der Internationalen Frauenliga für den Frieden und Freiheit; Frau Camille Drevet, Frau Armen Chanian, Schriftstellerinnen; Marcel

Cachin, Abgeordneter; P. Vaillant-Couturier, ehemaliger Abgeordneter; Jacques Doriot, Abgeordneter; Semard, Generalsekretär der K. P.; Gabriel Péri; P. Bouthonnier, Sekretär der K. P.; Letrange, Rechtsanwalt; P. Quilici; M. Dejean, Rechtsanwalt, Vize-Bürgermeister von Malakoff; A. Rollin; A. Seratzky; Perrot, Bezirksrat von Levallois; L. Roger, Rechtsanwalt, Mitglied der Zentral-Komitees der Sozialistischen Kommunistischen Partei; M. Perussia, Sekretär der Föderation der Seine der S. K. P.; J. Poirier, Kassier der S. K. P.; P. Moulouguet, Bezirksrat von Kremlin-Bicêtre; G. Gérard, Bürgermeister von Kremlin-Bicêtre; Ternaux, G. Muller, ehemalige Abgeordnete; Truchaux, Stadtrat; Bachelet, Senator der Seine; Lesesne, Abgeordneter von Seine; F. Albertin, Abgeordneter von Bouches-du-Rhône; J. Zyromski; P. Collielle; Emile Frinet; Bracke, Abgeordneter; Léon Osmin, Jean Longuet, M. Delepine, Mitglieder der C. A. P. der Soz. Partei; J. Deguise, Abgeordneter von Aisne; Delcourt, Abgeordneter von Nord; A. Rivière, Abgeordneter von Vendôme; A. Luquet, Abgeordneter und Gemeinderat von Paris; A. Besombes, Chausse, André Le Troquer, Gemeinderäte von Paris; Roussel, Generalsekretär des Lehrersyndikates; M. Gibard, Generalsekretär der Konföderierten Postler-Föderation; Coudun, Sekretär der Konf. Eisenbahner-Föderation; Antonio Cohen, P. Gibaud, Robert Foissin, Maurice Frezals, Rechtsanwälte am Appellations-Gerichtshof; Maurice Junker, Rechtsanwalt am Appellations-Gerichtshof; René Delbert; Suzanne Lévy; Broussard; Unité Ouvrière; A. Jamot; Louis Lévy, Redakteur des Populaire; René Delbert; Suzanne Lévy; Broussard; Barquisseau; F. Turati, C. Facchinetti, C. Treves, N. Baldini, F. Amedeo, ehemalige Abgeordnete am italienischen Parlament; E. Chiesa, ehemaliger Minister; Bouozzi, ehemaliger italienischer Abgeordneter und Generalsekretär der italienischen General-Arbeits-Konföderation; P. Nenni, ehemaliger Direktor der italienischen Liga für Menschenrechte; A. Balabanoff, Generalsekretär der italo-gialdo; L. Campolongo, Präsident der italienischen Liga für Menschenrechte; A. Balabanoff, Generalsekretär der italienischen Maximalistischen Partei; G. Salvi, Sekretär der italienischen Republikanischen Partei; A. Natoli, M. Pistocchi, Journalisten, Mitglieder des Direktions-Komitees der italienischen Republikanischen Partei; M. Ingarno, Ingenieur; Frau H. Roland-Holst; Sabiani, Abgeordneter von Marseille; Aimé Méric, Chef-Redakteur der Volonté; Jean Luchaire, politischer Redakteur der Volonté, Direktor der Notre Temps; Georges Pioch, Schriftsteller; Bernard Lecache, Direktor des Crides Peuples; Fernand Decis, Redaktionssekretär der Volonté; R. G. Réau, Albert Noret, Emile Dizard, Journalisten. (Fortsetzung folgt.)

Die „Weiße Hand“ am Ruder

Der Staatsstreich des Königsdiktators hat offen und gefahrlos jene Lage hergestellt, welche im Geheimen hinter den Kulissen schon seit zehn Jahren in Jugoslawien herrscht und mit Hilfe der Bajonette so viele unterdrückte Völker in diesem Völkerkerker in Gewalt hält.

Wie in einer Operette ist über Nacht die Maske der Demokratie der Verfassung und Gesetzmäßigkeit gefallen und tauchte die Militärdiktatur offen in ihrer ganzen Primitivität und Nacktheit auf.

Die Bourgeoisie in Jugoslawien — die kroatische, die serbische und die slowenische — fühlte sofort instinktmäßig, daß dies ihr Regime ist und begrüßte deswegen mit großem Jubel die große Tat des Königsdiktators und verherrlichte mit aufrichtiger Begeisterung die erlösende Tat des Verfassungs- und Eidbruches des jetzigen Beschützers ihrer Rechte.

An solchen Lobeshymnen steht die Belgrader Presse den Agrar bürgerlichen Zeitungen nicht nach. Die Pravda, Organ der demokratischen Partei, freut sich, daß das Königswort in Jugoslawien ein neues Zeitalter und einen neuen Typus des jugoslawischen Bürgers und Patrioten schaffen wird, hauptsächlich aber deswegen, weil der Staatsstreich des Königs das Land von der Herrschaft des Pöbels befreit hat.

Der neue Führer der kroatischen Bauernpartei, Doktor Wladimir Macek, soll auf die erste Nachricht, daß der König Alexander die Vidovdan-Verfassung aufgehoben und außer Kraft gesetzt hatte, erklärt haben, daß er volles Vertrauen in die Weisheit des Königs setze, und daß er vollkommen überzeugt sei, daß es gelingen werde, das große Ideal des kroatischen Volkes zu verwirklichen, daß der Kroat sein eigener Herr im freien Kroatien werde.

Auf diese großartige staatsmännische Erklärung des kroatischen Führers folgten rasch und prompt die besten Beweise der gewaltigen und tief sinnigen Weisheit des Königsdiktators: die Aufrichtung der absoluten Monarchie, die Uebergabe der zivilen Macht in die Hände der bewährtesten Generale, die bindende Erklärung: die einzige Quelle jeden Rechtes ist der Wille des absoluten Monarchen, das Gesetz ist der königliche Ukas. An die Stelle der aufgehobenen Vidovdan-Verfassung setzte der Putschkönig einen neuen Zustand in der Form der erneuten Obznana ein, ein neues Gesetz zum Schutze des Staates — ein blutiges Sammelwerk der Strafandrohungen, wo jedes freiere Wort, jeder sichtbare Gedanke der Empörung, jede Geste des Unwillens mit dem Tode oder 20 jährige Zuchthausstrafe bestraft wird. Auf Grund dieser neuen Verfassung des volksliebenden Königs wurden alle Parteiorganisationen aufgelöst, die neuen dürfen nur mit Bewilligung des Obergespanns gegründet werden. Damit das Volk auch nicht die Gelegenheit hätte sich über solche Beweise der tiefen Liebe seines Königs dankbar zu äußern, werden auch alle autonomen Körperschaften — die Gemeinderäte und die Distriktsvertretungen, von den Gewerkschaften und Arbeiterorganisationen zu schweigen, aufgelöst. Ein neues drakonisches Pressegesetz gibt der Regierung genügend Möglichkeit die unliebsamen Zeitungen einzustellen, soweit sie nicht anders über die Organe der Presse verfügen kann, wie dies in Agrar schon der Fall ist. Die Regierung hat die Zeitungen des Typograzhiekonzernes, die verbreitetsten bürgerlichen Zeitun-

gen »Obzor«, Jutanji List« und »Vecer«, um eine Summe von 30.000.000 Dinar gekauft, nachdem schon früher die Agrar Tageszeitungen »Jugoslovenski Lloyd«, Zagreber Morgenblatt« und »Novosti« in ihren Besitz übergegangen sind.

So wurde Wirklichkeit, was wir ununterbrochen, unermüdlich und leider erfolglos der politischen Welt der unterdrückten Völker in Jugoslawien klar gemacht haben, daß die Militärdiktatoren im geeigneten Momente die Macht ergreifen werden, um mit Hilfe der Bourgeoisie aller Völker im SHS-Staate die Befreiungsbewegung gewaltsam aufzuhalten, in erster Linie aber die kroatische Bauernbewegung zu zerstören, weil diese in erster Reihe eine soziale Bewegung war und gegen ihre bürgerlichen Ausbeuter gerichtet war und höchste Gefahr drohte, daß diese lawinenartige Bauernbewegung nach einigen Zickzackzügen und gänzlichem Versagen ihrer Führer ihre Fortsetzungen in den gemeinsamen Reihen der Arbeiterbewegung finden wird.

In hunderten Artikeln haben wir in der »B. F.« bewiesen, daß die bürgerliche Führung der HSS, in ihrer Politik der haltlosen Kompromisse, unbedingt Schiffbruch erleiden wird, weil die Bauern und Arbeiter, immer mehr und entschlossener die gänzliche und vollständige Lösung suchen werden, die kroatische Bourgeoisie aber — ihrem Wesen und ihren Zielen nach — eine solche Lösung nicht will und nicht kann.

Wir haben immer auf den einzigen gangbaren Weg zur Lösung der kroatischen nationalen Frage, sowie anderer nationalen Fragen am Balkan hingewiesen, weil alle diese Fragen miteinander enge verknüpft sind. Wir haben gezeigt, daß der einzige Weg — die Bildung der Föderation der freien Republiken ist, daß das einzige Mittel — der gemeinsame revolutionäre Kampf der Bauern und Arbeiter ist, die einzige Möglichkeit zum Ziele zu gelangen — die einheitliche Front aller unterdrückten Völker am Balkan.

Auf all dies ist die offizielle Führung HSS taub und stumm geblieben. Sie wartete auf das Kompromiß und glaubte an »König und Volk«. Da aber die Volksmassen immer heftigere Forderungen an die Führung der Opposition stellten, diese aber zögerte und untätig blieb, steigerte sich die politische Spannung von Tag zu Tag; die revolutionäre Stimmung wuchs zusehends, die SDK fiel immer ärger in die Sackgasse ihrer verfehlten und oberflächlichen Politik.

Als es schien, daß die politische Aktion der Viererkoalition der Regierung und der angeblich oppositionellen SDK an den toten Punkt gelangt ist, trat der einzige Herr und Souverän in Jugoslawien — die Weiße Hand — in Aktion und ihre »manus longa«, der König Alexander, vollbrachte den Staatsstreich, führte die Militärdiktatur ein und vertraute die ganze Macht seinen Lieblingen und Günstlingen an.

Wie kam es zur Aktion?

Die weiße Hand — die geheime Organisation der höheren serbischen Offiziere war trotz ihrer straffen Organisation doch in zwei Flügel gespalten. Der Grund der Spaltung waren auseinandergehende Ansichten über die Organisation des neuen Staates. Eine Strömung wollte den Staat rein serbisch erhalten, ihr Ideal war Großserbien und deswegen war sie für die Amputation der rein kroatischen Gebiete. An der Spitze dieser Strömung stand der General Kostić, Kriegsminister General

Hadžić, Hofminister Dragutin Janković. An der Spitze der zweiten Strömung, welche aus rein militaristischen Gründen nichts von der Amputation hören wollte, stand der General Peter Zivković, der Kommandant der königlichen Garde und der persönliche Freund des Königs Alexander. Je nachdem, welche von diesen Strömungen innerhalb der Organisation der Weißen Hand die Oberhand gewann, wechselten die Regierungen in dem angeblich demokratisch und parlamentarisch regierten SHS-Staate. Hinter allen Regierungen des N. Pasić und V. Vukicević stand die erste Gruppe und die Generale Kostić und Hadžić, hinter allen sechs Regierungen des N. Uzunović stand die zweite Gruppe und Gardegeneral Zivković mit seinem »eisernen Božak«, dem Kolbenminister Boža Maksimović.

Jetzt haben sich die beiden Gruppen auf ein Programm geeinigt — deshalb sind die Männer beider Gruppen in der Regierung der Militärdiktatur gleich vertreten. Die stärkste Stütze fand die Militärdiktatur natürlich in der kapitalistischen und in den Kreisen der kleinbürgerlichen Intelligenz. Deswegen brüstet sich ihr Agrarorgan »Jugoslavischer Lloyd« mit seiner »Weitsichtigkeit« im Voraussehen der Ereignisse und schreibt in seinem Leitartikel: »Auf dem richtigen Wege: Wir sind glücklich und stolz, daß die mit irgendwelchen Gummikugeln gewählten Menschen nicht das Schicksal unseres Staates und Volkes entscheiden können und dürfen. Im ähnlichen Ton schreibt die ganze übrige bürgerliche Presse und betont mit voller Zufriedenheit, daß das ganze Land den energischen Schritt des Königs guthießt und dankt dem König, daß er das Land vom Parlamente befreit hat, welches Sammelstelle aller möglichen Individuen, welche die demagogische Nachkriegszeit an die Oberfläche gebracht hat, geworden war.

Wie die Weiße Hand und das internationale Kapital gut die Verräterrolle der kroatischen Bourgeoisie begreifen, sieht

man daraus, daß sie den wichtigen Posten eines Finanzministers dem Vertreter der kroatischen Kapitalisten Dr. Stanko Svrljuga, dem Vizepräsidenten der Agrar Bourse und dem Präsidenten der Jugoslavischen Unionbank, früheren kroatischen Escomptebank, des stärksten Geldinstituts in Jugoslawien, in welchen aber das englische Kapital vorherrschend ist und in dessen Verwaltungsrate die englischen Bankiers sitzen, anvertraut haben. Kann uns dann die Forderung der Londoner »Times«, welche schon am 21. November vorigen Jahres die Militärdiktatur und gerade diesen Peter Zivković verlangte, wundern? Mit dieser Diktatur ist im Zusammenhange auch die Reise des englischen Gesandten Kennard nach Agrar, wo er im Fühlungnehmen mit politischen und wirtschaftlichen Kreisen das Terrain für den Beitritt in den Antisovietblock prüfen sollte.

Diese Prüfung, wie wir sehen, ist gut ausgefallen und die kroatische Bourgeoisie war froh, sich des unbequemen Bundesgenossen zu entledigen und — nach ihrer Meinung — so der Bauernbewegung den Todesstoß zu versetzen.

Neben den Kapitalisten und Generälen sitzen in dieser Regierung einige angebliche kroatische Intellektuelle, die Doktoren Alaupović, Drinković, Surmić und Franges, altbewährte Anhänger der Hofkamarilla, welche niemanden vertreten und hinter sich nur die Bajonette ihrer Auftraggeber haben.

Die Politik der BDK hat vollständig Schiffbruch erlitten und ist auch hoffentlich dem Balkan klar, welchen Weg wir gehen müssen und welche Mittel wir anzuwenden haben, um unser Ziel zu erreichen.

Diesen Weg zeigt uns unsere »Balkan-Föderation« seit dem ersten Tage ihres Bestandes!

Zagreb, den 10. Jänner 1929.

Krešimir Ivačić

Allgemeiner Hungerstreik der politischen Gefangenen Bulgariens

Statt Amnestie zu gewähren, antwortete die terroristische Regierung Liaptscheff auf die immer mehr steigende Amnestiebewegung mit einem Begnadigungsschwindel. Dem Ausland gegenüber, wo die Sympathien für eine Amnestie in Bulgarien schon oft manifestiert wurden, verbreitete die Bulgarische Telegraphenagentur die Lüge von einer »Neujahrsamnestie« in Bulgarien. Tatsächlich wurden 195 Gefangene zur Begnadigung vorgeschlagen, darunter 60 Personen, die auf Grund des Staatsschutzgesetzes verurteilt sind, das heißt politische Gefangene. Dabei gibt es nicht weniger als 1200 politische Häftlinge in Bulgarien. Es sei noch bemerkt, daß während von den 60 politischen Häftlingen nur 10 voll begnadigt sind und in Freiheit gesetzt werden sollen und bei 50 bloß eine Strafermäßigung eintritt, bei den übrigen kriminellen, nichtpolitischen Gefangenen das Verhältnis umgekehrt ist.

Die politischen Gefangenen reagierten sofort auf dieses Regierungsmanöver mit einem einmütigen Verzicht auf die Begnadigungen. So haben gemäß Meldung des Regierungsblattes »Zora« von den über 150 politischen Gefangenen des Sofioter Zentralgefängnisses alle einzeln schriftlich der Direktion ihren Verzicht zur Kenntnis gebracht und bloß zwei bis drei Personen haben angeblich nicht verzichtet, die dann auch sofort zur Begnadigung vorgeschlagen wurden. In anderen Gefängnissen, wie im Kreisgefängnis Tirnowo, wurde am 27. Dezember der Hungerstreik als Protest gegen den Begnadigungsschwindel proklamiert. Der Hungerstreik griff auch spontan auf die übrigen Gefangenen über. Am 27. Dezember schrieb »Pladne«, eine Tageszeitung des Bauernbundes, daß bereits über 800 politische Gefangene sich im Hungerstreik befinden, und daß ein allgemeiner Hungerstreik sämtlicher politischer Gefangener bevorstehe. Diese Nachricht wurde am nächsten Tage von der Arbeiter- und Gewerkschaftspresse bestätigt.

Die Regierung und die sogenannte legale oppositionelle, zum Teil auch die sozialdemokratische Presse verschweigen bis heute noch diesen mächtigen und grauenvollen Protest der politischen Häftlinge, der eine Tatsache ist, die auch von den ausländischen Telegraphenagenturen mitgeteilt wurde.

So brach der allgemeine Hungerstreik aus und zwar als Protest gegen den Begnadigungsschwindel der Regierung und gegen ihre Weigerung, den seit 1½ Jahren eingebrachten Gesetzentwurf über die Amnestie seitens der Arbeiter- und Bauernpartei im Parlament zur Behandlung zu stellen.

Die Frage der vollen politischen Amnestie ist in Bulgarien die volkstümlichste Forderung geworden. Seit Jahren laufen bei den Regierungsbehörden schriftliche Gesuche und Appelle ein mit tausenden von Unterschriften, oft unterschrie-

ben von den Einwohnern ganzer Dörfer, von den Mitgliedern städtischer Gemeinderäte (Wratza, Ferdinand), worin volle bedingungslose politische Amnestie verlangt wird. Trotz der Regierungsrepräsentationen nimmt diese Protestbewegung sogar organisatorische Formen an. Vor mehr als 1½ Jahren wurden die sogenannten Allgemeinen Amnestiekomitees in einer Reihe von Städten gebildet. Den Kern dieser Komitees bilden die Frauen, Mütter und Angehörigen der politischen Häftlinge und politischen Emigranten, sowie die Vertreter der Arbeiter- und Bauernorganisationen (Partei, Jugend, Gewerkschaft).

Im letzten Monat wurde von diesen Allgemeinen Amnestiekomitees eine Kampagne für die Amnestie veranstaltet. Es wurden auch anlässlich des Sessionsbeginnes des Parlaments am 25. November v. J. in vielen Orten Amnestieversammlungen veranstaltet (zum Beispiel u. a. in Sofia, Warna, Russé, Dupnitsa usw.). Kennzeichnend für die Stärke der Amnestiebewegung ist die Amnestieversammlung in der Stadt Russe, wo sich die Vertreter der oppositionellen bürgerlichen Parteien gezwungen gesehen haben, sich für die Amnestie zu erklären.

Heftige Debatten über die Amnestie gab es auch im Parlament, besonders aus Anlaß der sogenannten »Antwort auf die Thronrede«. Es gelang jedoch Liaptscheff, die Amnestieforderung des Bauernbundes und der Sozialdemokraten mit Versprechungen abzulehnen, während der Abgeordnete der Arbeiterpartei, Genosse Avram Stojanoff, wegen seines energischen Auftretens für die sofortige volle bedingungslose Amnestie auf die Dauer von drei Sitzungen ausgeschlossen und vom Justizminister mit dem Gefängnis bedroht wurde. Kurz darauf erfolgte auch tatsächlich seine Verhaftung.

Am Vorabend des allgemeinen Hungerstreiks der politischen Gefangenen wurde eine Demonstration vor dem Parlament, am 27. Dezember v. J., veranstaltet. Diese Demonstration war von Delegierten aus dem ganzen Lande — laut Regierungsmeldungen aus 15 Kreisen — beschickt. Diese war der Höhepunkt der seit einem Monat mitten unter dem Wüten des Weißen Terrors entfalteten Amnestie- und Antiterrorkampagne. Die Demonstranten verbreiteten Amnestieaufrufe und Proteste gegen die seit September v. J. andauernden Massenverhaftungen und die Drohungen mit der Auflösung der klassenbewußten legalen Arbeiterorganisationen Bulgariens (Arbeiterpartei, Jugend und unabhängige Gewerkschaften). Die Demonstration wurde von der Polizei auseinandergetrieben, viele wurden verhaftet, darunter 28 Delegierte aus der Provinz.

Am nächsten Tage brach der allgemeine Hungerstreik der politischen Gefangenen aus. Der Standpunkt der politischen Parteien im Lande gegenüber der Amnestiefrage ist folgender:

Die sogenannte bürgerliche legale Opposition, inbegriffen die Sozialdemokraten, sind durch die mächtige Volksbewegung gezwungen, sich für die Amnestie auszusprechen. Während aber das ganze werktätige Volk von Stadt und Land, mit der Arbeiterpartei und der illegalen KPB. an der Spitze, die volle bedingungslose Amnestie verlangen — schwankt die Bauernpartei bei der Erhebung und Verteidigung dieser Forderung. So sind sie gegen die Amnestierung der ins Ausland geflüchteten Arbeiter- und Bauernführer. Und die bulgarischen Sozialdemokraten verlangen in vollkommen jesuitischer Weise eine »ziemlich breite« (also nicht volle!) Amnestie, für die sie sich im Parlament ausgesprochen haben (Sakasoff).

Jedenfalls ist die legale und kleinbürgerliche Opposition für eine Amnestie — obzwar nicht für volle und bedingungslose — als für eine »Staatsnotwendigkeit«, das heißt zur Beruhigung des Landes.

Die Regierungspartei lehnt noch immer hartnäckig die Amnestie ab. Nur von Fall zu Fall unter dem Drucke der breiten Amnestiebewegung und zur Ablenkung vom bürgerlichen oppositionellen Amnestiegesetzentwurf befaßt sie sich mit der Ausarbeitung eines eigenen Amnestiegesetzes (letzte Aeußerung der Regierung Liaptscheff). Die Regierungsargu-

mente gegen die Amnestie sind folgende: Bis jetzt seit 1923 seien sechs Amnestien von der Regierung gewährt worden. (jedoch hauptsächlich für die Massenmörder: für Polizisten und »unverantwortliche« Elemente — D. Iw.). Ihre Resultate seien nicht die Vernichtung, sondern Wiederbelebung der »Konspiration«, das heißt der KPB und der legalen klassenbewußten Arbeiterorganisationen. Darum zieht die Regierung Begnadigungsakte einer Amnestie vor. Bekanntlich werden nur die Zusammengebrochenen begnadigt, die Reue zeigen, politische Gefangene bis jetzt bloß in vereinzelt Fällen. Da aber die politischen Gefangenen auf ihre politischen Grundsätze nicht verzichten und bei verschiedenen Anlässen ihren nicht gebeugten Kampfwillen demonstrieren (1. Mai, Hungerstreik und Forderungen um Amnestie usw.), erklärt die Regierung gegenüber der bürgerlichen Opposition, daß eine neue Amnestie keine Staatsnotwendigkeit, sondern eine Staatsgefahr sei.

Am gebräuchlichsten und niederträchtigsten ist das Regierungsargument, daß es in den Gefängnissen keine politischen Gefangenen gebe, sondern nur mehr gemeine Verbrecher, Mörder und dergleichen. Wir führen hier zur Widerlegung dieser Klassenhaß atmenden Regierungslüge die folgende Tabelle politischer Gefangener an:

| Nummer | Kreisgefängnis in | Gesamtzahl der Gefangenen | Zum Tode Verurteilte | Lebenslänglich | Zahl der Kerkerjahre | Arbeiter und Bauern | Intellektuelle | Frauen | Verheiratete mit Kindern | Jugendliche |
|--------|----------------------------------|---------------------------|----------------------|----------------|----------------------|---------------------|----------------|--------|--------------------------|-------------|
| 1 | Warna | 25 | 17 | — | 65 | 15 | 10 | — | 14 | 1 |
| 2 | Widin | 21 | 6 | 1 | 95 $\frac{1}{2}$ | 13 | 8 | — | 7 | 4 |
| 3 | Plovdiv | 92 | 25 | 5 | 242 | 75 | 17 | 11 | 30 | 7 |
| 4 | Sliven | 122 | 2 | 69 | 537 | 96 | 26 | 6 | 48 | 16 |
| 5 | Sofia | 148 | 39 | 8 | 548 | 115 | 33 | 6 | 46 | 10 |
| 6 | Tatar-Pazardjik | 69 | 4 | 1 | 494 $\frac{1}{2}$ | 58 | 11 | — | 46 | 9 |
| 7 | Haskovo | 41 | 11 | — | 176 | 31 | 10 | — | 27 | — |
| 8 | Vratza | 63 | 4 | 20 | 385 $\frac{1}{2}$ | 33 | 30 | — | 27 | 18 |
| 9 | Lovetsch | 37 | 4 | 1 | 168 | 34 | 3 | 3 | 16 | — |
| 10 | St. Zagora | 21 | — | 4 | 116 | 19 | 3 | — | 7 | — |
| 11 | Küstendil | 16 | — | — | 93 $\frac{1}{2}$ | 14 | 2 | — | 12 | — |
| 12 | Russe | 15 | — | — | 112 $\frac{1}{2}$ | 10 | 5 | — | 8 | 1 |
| 13 | Schumen | 12 | 7 | 1 | 47 $\frac{1}{2}$ | 10 | 2 | — | ? | — |
| 14 | Pleven | 9 | 2 | — | 56 $\frac{1}{2}$ | 6 | 3 | — | 2 | 2 |
| 15 | Tirnowo | 21 | — | 4 | 180 | 11 | 10 | 1 | 4 | 5 |
| 16 | Sevlievo | 12 | — | — | 98 | 7 | 5 | — | 1 | 2 |
| 17 | In noch 6 Gefängnissen | 400 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | Zusammen | 1124 | 121 | 114 | 3415 $\frac{1}{2}$ | 547 | 177 | 27 | 288 | 75 |

Es ist dies eine Statistik nicht aller politischen Gefangenen Bulgariens, die wir zurzeit in Händen haben.

Wir haben schon oftmals das grauenhafte Regime in den politischen Gefängnissen, unter denen die politischen Gefangenen leiden, geschildert. Dieses Regime ist schlechter als das der Kriminellen. So ist das Zeitunglesen verboten, Korrespondenz und Besuchempfang werden oft infolge Disziplinarmaßregelung auf Monate entzogen. Mit einem Wort, das Regime ist ein System für physische und politische Vernichtung der politischen Gefangenen. Die Zahl der Todesfälle der politischen Gefangenen steigt. In Sofia 2, in Sliwen 4, in Haskowo 3 und so fort. Die meisten der politischen Gefangenen sitzen bereits seit 3, 4 und 5 Jahren.

Die ganze Grausamkeit der Regierung ist am besten zu erkennen im Verbot der Unterstützung sowohl politischer Verhafteten als auch ihrer Familienangehörigen. Diese internatio-

nale proletarische Solidarität, gegen welche sich nicht einmal das drakonische Staatsschutzgesetz richtet, wird dennoch verboten.

Erst vor einigen Tagen hielt Liaptscheff eine »große« politische Rede gegen die Arbeiterpartei und die unabhängigen Gewerkschaften. Als »Argumente« für die terroristische und staatsgefährliche Tätigkeit dieser Arbeiterorganisationen führt Liaptscheff einige MÖPR-Patenschaftsbriefe an die politischen Gefangenen Bulgariens an. Dies hatte auch den Zweck der Ablenkung gegenüber den bürgerlichen und kleinbürgerlichen Parteien!

Es ist zu erwarten, daß der allgemeine Hungerstreik der politischen Gefangenen Bulgariens — der Ruf der lebendig Begrabenen! — vom internationalen Proletariat aufgenommen wird mit einer mächtigen Protestbewegung, mit der Forderung nach sofortiger voller bedingungsloser Amnestie und Abschaffung des Staatsschutzgesetzes.

D. Iwanoff

Die wirkliche Lage in Griechenland

Wir werden uns in diesem Artikel nicht mit Fragen von »hoher politischer Bedeutung« beschäftigen, wir werden eher versuchen, kurz ein Bild über die innere Lage und zwar hauptsächlich über die zuletzt immer deutlicher hervortretende Linksorientierung sowohl der Arbeiter als auch der Bauernmassen Griechenlands zu geben. Dabei werden wir in erster Linie jene kleineren oder größeren, mehr spontanen als organisierten Aufstände der Bauernschaft, sowie auch die zahlreichen Streiks, die heute in Griechenland an der Tagesordnung stehen, anführen, weil sie am Besten das Bild der heutigen Lage in Griechenland charakterisieren; umsomehr, als der europäischen Öffentlichkeit sehr wenig darüber bekannt ist, erstens, weil

die bürgerlichen Zeitungen glatt darüber hinweggehen, oder höchstens in kleinen Notizen darüber berichten, und zweitens, weil die griechischen Behörden dafür Sorge tragen, daß diese Ereignisse nur in einem ganz engen Kreise bekannt werden. Selbstverständlich werden wir nicht vergessen in Beziehung damit auch die Haltung der Behörden gegenüber den sich auflehrenden Massen, welche durch die Entfaltung eines wilden Terrors zum Ausdruck kommt, zu illustrieren.

Damit wir nicht sehr weit zurückgreifen müssen, werden wir mit der Rückkehr Venizelos zum »politischen Leben« beginnen. Bekanntlich ist Venizelos in einem sehr kritischen Moment für die Bourgeoisie Griechenlands aufgetreten.

Er hat die Gegensätze zwischen den zwei großen kapitalistischen Institutionen ausgenützt und hat mit einem Schlage die berühmte Koalitionsregierung vertrieben. Dazu hat noch

die damals sehr erregte Stimmung der Volksmassen zu seinen Erfolgen beigetragen. Es war nämlich die Zeit, da die großen Streikkämpfe in Mazedonien und Thrazien und teilweise auch in Alt-Griechenland auf der Tagesordnung standen. Er hat diese ganze Gelegenheit in geschickter Art und Weise ausgenutzt und hat die Wahlen vom 19. August inszeniert, welche selbstverständlich zu seinem Vorteil ausgefallen sind.

Als er an's Ruder kam, hat er ein »großartiges« Programm der wirtschaftlichen Wiederherstellung Griechenlands ausgearbeitet. Er hat den Massen das himmlische Paradies versprochen, er hat sich sogar für die Lage der Arbeiterklasse interessiert, usw. Seine erste Tat war die Erwürgung der großen Streikwelle im Juli dieses Jahres mit Hilfe der sozialfaschistischen Gewerkschaftsführer. Dann sind die Wahlen gekommen und die Massen haben auf die »goldene Zeit« gewartet. Zwar hat er für die Durchführung seines Programmes, das heißt für die »Erneuerung Griechenlands« eine Zeitdauer von vier Jahren verlangt, aber die Folgen der »Erneuerung« werden schon von den breiten Massen gespürt. In seiner programmatischen Rede bei der Eröffnung des Parlamentes hat er kurz folgendermaßen die Erneuerung illustriert: »Endgültige Regelung der politischen Lage des Landes, Sicherung des Gleichgewichtes des Budgets, Stabilisierung der Valuta, usw.« Was bedeutet das? Es bedeutet, daß Venizelos denselben Weg geht, welchen die oikomenische Regierung und ihre Nachfolger beschritten haben. Wir sollen nicht vergessen, daß die Grundlinien des Programmes der oikomenischen Regierung, welche bis zur »Rückkehr« Venizelos fest eingehalten wurden, genau dieselben waren. Auch sie wollte die politische Lage im Innern regeln, auch sie hatte sich als Ziel das Gleichgewicht des Budgets, die Stabilisierung der Valuta, usw., gesetzt. Wo liegt nun der Unterschied zwischen ihr und Venizelos? In der besseren Anwendung der Demagogie.

Mit Hilfe der Demagogie hat er die Massen irregeführt, mit ihrer Hilfe hat er den »Triumphsieg« vom 19. August davon getragen. Aber auch die Demagogie nützt nicht ewig. Dort, wo die Demagogie nicht mehr wirkt, wird die Faust angewendet. Und so sehen wir Venizelos, wie er durch die Ereignisse gezwungen ist, seine Maske abzulegen und mit dem Terror zu antworten.

Wir haben schon erwähnt, daß er als eine seiner Hauptaufgaben die Herstellung des Budgetgleichgewichtes bezeichnet hat. Was bedeutet das? Es bedeutet einen größeren Druck auf die Bauern, damit sie regelmäßig ihre Steuern zahlen, es bedeutet weiter neue Steuern und neue Zölle, d. h. die Teuerung. Dies ist auch wirklich eingetreten in der kurzen Zeit, welche seit den Wahlen vergangen ist, die Preise der lebenswichtigsten Artikel sind in die Höhe gegangen, die Bauern und im allgemeinen die Steuerzahlenden werden mit allen möglichen Mitteln schikaniert, damit sie ihre Abgaben regelmäßig zahlen. Und die breiten Massen? Sie sind enttäuscht. Sie sehen erst jetzt ein, was für einen Menschen sie in die Regierung geschickt haben, sie sehen, daß die versprochene »goldene Zeit« für immer ausbleibt. Sie spüren den Gendarm in ihrer Nähe, welcher die Steuerbeamten bei der Einhebung begleitet, sie sehen die Teuerung und alles übrige und beginnen zu murren. Sie beginnen mit der Verweigerung der Steuern, um bald ihre Entrüstung klarer zum Ausdruck zu bringen, u. zw., gewöhnlich durch eine bewaffnete Demonstration. Den ersten Schritt haben die Bauern von Eurytanien gemacht. Sie haben am 25. September die Steuerbeamten mit der Waffe in der Hand davongejagt. Ihnen sind zwanzig Tage später, also am 16. Oktober, die Bauern der Umgebung von Aregolis gefolgt, und zwar im Oitylos, welche ebenfalls die Steuerbeamten davongejagt haben. Sie sind aber weiter gegangen, sie haben eine bewaffnete Demonstration organisiert, das Steueramt gestürmt und alle Archive vernichtet. Zwei Tage später haben bewaffnete Bauern in der Umgebung von Lewadie, also ganz in der Nähe von Athen, das Gut eines Klosters besetzt. Es ist aber auch nicht dabei geblieben. Nach einer Woche haben die Bauern des Dorfes Muntein, bei Patras, ebenfalls die Steuerbeamten und die sie begleitenden Gendarmen davongejagt. Letztere konnten mit Mühe ihr Leben vor der Entrüstung der Bauern retten, indem sie in die Kirche flüchteten. Selbstverständlich haben die Behörden ihre Maßnahmen getroffen, Gendarmerie und Militär wurde mobilisiert. Beinahe wäre es zu größeren Zusammenstößen gekommen. In Lewadie z. B., haben die Gendarmen bei einem Zusammenstoß eine Frau schwer verwundet. Verhaftungen wurden vorgenommen, Deportationen angeordnet, usw. In Oitylos wurde der Rechtsanwalt Kamonas, welcher von der Arbeiterhilfe geschickt wurde, um den verhafteten Bauern gerichtliche Unterstützung zu leisten, verhaftet und deportiert. Und Venizelos? Er wußte nichts anderes zu erklären, als daß die »Ordnung« hergestellt und die Urheber exemplarisch bestraft werden müssen. Den Arbeitern geht es nicht besser. Seit den Wahlen werden täglich seitens der Unternehmer Versuche unternommen,

die Löhne herabzusetzen oder die Arbeitszeit zu verlängern. Dabei stehen in der ersten Reihe die Unternehmungen, in welchen fremdes Kapital steckt, oder die überhaupt ausländischen Kapitalisten gehören. Die Folge davon ist eine immer mehr zum Ausdruck kommende Entrüstung der Arbeiter, welche sich täglich in kleineren oder größeren Streiks auswirkt. Es genügt, nur auf den Streik der Straßenbahnen von Athen hinzuweisen. Es genügt, nur zu erwähnen, daß heute die Arbeiter von drei Schuhfabriken in Piräus, die Textilarbeiter von Naussa, die Tabakarbeiter von Hanotina, usw. streiken. Es stehen aber auch andere Kämpfe bevor. Die Straßenbahner von Saloniki stehen vor einem Kampf, ebenso die Hafendarbeiter von Piräus und die Tabakarbeiter in vielen Städten. Schließlich wäre noch zu erwähnen, daß gemäß der letzten telegraphischen Nachrichten die Bäckerarbeiter von Athen-Piräus sich im Aufstand befinden. Und was macht die Regierung? Entweder versucht sie mittels Versprechungen und mittels Hilfe von Sozialfaschisten diese Streiks abbrechen, was ihr auch oft gelingt. Beispielsweise der Straßenbahnerstreik von Athen, welcher auf Grund der Regierungsversprechung durch die reformistische Gewerkschaftsleitung abgebrochen wurde. Oder, wenn sie dabei kein Glück hat, dann wird der offene Terror angewendet. Es werden die Streikführer verhaftet oder deportiert, damit die Arbeiter gezwungen werden, den Streik aufzugeben. Oft wird mit noch gemeineren Mitteln gearbeitet. Es werden z. B. die Mieterschutzbestimmungen für alle Streikenden abgeschafft, sodaß die Gefahr nahe liegt, daß alle Familien der Streikenden durch die Hausbesitzer auf die Straße geworfen werden, oder, es werden (wie beim jetzigen Bäckerarbeiterstreik) die Streikenden mobilisiert. Wehe dem, der nicht zur Arbeit erscheinen wird; es droht ihm Kriegsgericht, usw.

Die Lage der Flüchtlinge ist noch ärger. Sie haben noch schwerere Lasten zu tragen. Sie haben mit mehreren Feinden zu kämpfen und in erster Linie gegen das berühmte Siedlungskomitee des Völkerbundes, welches Hand in Hand mit der Regierung den Flüchtlingen auch noch den letzten Tropfen Blut aussaugt. Als ein charakteristisches Beispiel möchten wir folgendes erwähnen, welches sich Mitte Oktober in Xanthi abgespielt hat. Es wurden nämlich in einer Flüchtlingsansiedlung bei Xanthi, 17 Flüchtlinge, durchwegs Familienväter, verhaftet und eingesperrt, weil sie die Miete für ihre Hütten, welche ihnen durch das Ansiedlungskomitee als Wohnungen gegeben wurden, nicht rechtzeitig gezahlt haben. Nach zwei Tagen sind aber ihre verzweifelten Frauen auf die Wachstube gezogen, haben dort alles demoliert und ihre Männer befreit. Aber auch die Naturkräfte stehen ihnen nicht freundlicher gegenüber. Vorige Woche z. B., hat es in Piräus so stark geregnet, daß eine ganze Ansiedlung in einen See umgewandelt wurde. Die Häuser, welche nicht einmal für Ställe geeignet sind, sind eingestürzt und mehrere Hundert Flüchtlinge mit Frauen und Kindern sind obdachlos geblieben. Nur einem Zufall ist es zuzuschreiben, daß keine Menschenopfer zu beklagen waren. Ein anderes Mal hat der Sturm die Dächer von über 30 Flüchtlingshäusern fortgerissen. Usw. So sieht also die Ansiedlung der Flüchtlinge aus, welche nicht nur von der Regierung sondern auch vom Völkerbund gelobt wird. Man könnte tausende von ähnlichen Fällen anführen. Man könnte stundenlang über die Lage dieser ärmsten Kriegsoffer schreiben. Das würde aber zu weit führen. Es wäre vielleicht besser, speziell über ihre Lage zu schreiben.

Schließlich wäre noch die Lage der nationalen Minderheiten zu erwähnen. Auch hier können wir nicht auf Details eingehen, weil der Platz zu eng ist. Es ist aber auf die verschärfte Verfolgung der Minderheiten in Mazedonien und besonders in der Umgebung von Florina hinzuweisen. Charakteristisch ist die Begründung des Terrors seitens der Behörden. Es werden z. B. in den um Florina liegenden Dörfern, welche durchwegs von Mazedoniern bewohnt sind, die Bauern mit allen Mitteln des Terrors verfolgt, weil dort bei den Wahlen Stimmen für die kommunistische Partei abgegeben wurden. Das ist also die versprochene »Goldene Zeit« Venizelos. Statt der versprochenen Erleichterungen, höhere Steuern, statt der Verbilligung, Teuerung, statt der »staatlichen Hilfe«, Terror. Die Massen, welche Venizelos in dem Glauben gewählt haben, daß er eine bessere Zeit bringen wird, sind enttäuscht, sie sehen statt dessen, daß Venizelos genau dieselbe Politik der Steuern, der Teuerung, des Terrors und der Unterjochung durch fremde Imperialisten verfolgt, wie seine Vorgänger, und erheben sich. Beweise hierfür sind die Bauernaufstände und Streiks der Arbeiter, welche zwar momentan klein sind und einen spontanen Charakter haben, welche sich aber täglich wiederholen und so von größter Bedeutung sind, weil sie das Signal zu einer allgemeinen Revolution darstellen.

Der »Triumph« vom 19. August wird nicht lange dauern, sein Ende naht, die Massen haben das Wort!

Mavros

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Otvorena diktatura dvorsko-militarističke klike Apsolutizam kralja Aleksandra vraća nas u doba Sultana Abdul-Hamida

Prikrivena diktatura veliko-srpskih hegemonista skinula je masku i otvoreno istupila. Na 5. januara veliko-srpska dvorsko-oficirska klika uzela je svu vlast u svoje ruke. Kralj Aleksandar kao pokrovitelj svemoćne oficirske klike, zvane »Bela Ruka«, ukinuo je ustav, raspustio parlamenat i proglasio se apsolutnim monarhom sa neograničenom zakonodavnom i izvršnom vlašću. Na čelo vlade, koja ima da izvršuje samo njegova naredjenja i samo njemu odgovara, postavio je komandanta svoje garde generala Petra Živkovića, šefa oficirske organizacije t. zv. »Bele Ruke«.

U svojoj svečanoj proklamaciji apsolutni gospodar Jugoslavije izjavljuje da neće više da trpi nikakvu podelu vlasti nad narodom, da uklanja sve prepreke koje ostvarenju toga cilja leže na putu: ustav, parlamenat, narodom izabrane predstavnike u svima samoupravnim telima — opštinama, srezovima i oblastima. Na mesto predstavnika naroda, njegov ministar predsednik i ministar unutrašnjih dela, general Živković, izvršilac njegove diktatorske volje, izabraće i postaviti verne slugu.

Proglašenje otvorene diktature veliko-srpske militarističko-dvorske klike biva upravo u onome momentu, kada je na dnevni red bilo postavljeno rešenje hrvatskog nacionalnog pitanja i u vezi s njim rešenje državne krize i nacionalnih problema ostalih potčinjenih nacija u Jugoslaviji. I veliko-srpski hegemonisti odgovorili su kako misle rešiti hrvatsko i ostala nacionalna pitanja. Kroz svečanu proklamaciju veliko-srpskog kralja odgovaraju oni: Sve što ne pomaže učvršćivanju današnje veliko-srpske hegemonije ima da bude pregaženo. »Mesto da razvija i jača duh nacionalnog i državnog jedinstva, otpočinje parlamentarizam da vodi duhovnom rasulu i nacionalnoj podvojenosti. Moja je sveta dužnost — uzvikuje prvi i najveći predstavnik veliko-srpskog ugnjetačkog režima — da svima sredstvima čuvam državno i nacionalno jedinstvo, i ja sam odlučio da ovu svoju dužnost nepokolebljivo i svima sredstvima izvršim do kraja. Dosadašnji metodi učvršćivanja današnjeg režima nisu bili dovoljni i sigurni, veli on, stoga »moramo naći nove metode rada i poći novim putevima.«

I svemoćni gospodari nad 12 i po miliona potlačenih naroda, oficirska klika i njen izvršni organ kralj, uz punu poslušnost sadašnje vlade, pristupili su odmah primeni tih novih metoda. Svi zakoni o pravima i slobodama građana ukinuti su, jedino je ostavljen kao temeljni kamen režima zakon o zaštiti države, čije su drakonske odredbe još pooštrene i imaju se primenjivati sa povratnom snagom. Dosadašnji reakcionarni zakon o štampi pooštren je novim odredbama. Partije na nacionalnoj i verskoj osnovi zabranjuju se uopšte. Postojeće partije su rasturene. Pravo osnivanja i celokupni rad partija: zborovi, konferencije, sednice, — stavlja se pod kontrolu policije — velikih župana — i zavisi od odobrenja policijskih organa. Svaka kritika današnjeg režima i komentari ili aluzije štampe, koji bi mogli ma u čemu da štete ugledu režima, zabranjeni su. Nad štampom se zavodi najstrožija cenzura. Opštinske i oblasne samouprave su ukinute i u buduće organi opština i oblasti biće postavljeni od velikih župana na čelu sa jednim policijskim komesarom.

Nova diktatorska vlada Živkovića spremila je već čitav niz novih zakona: Zakon o Vrhovnom Državnom Sudu, koji će suvereno primenjivati zakon o zaštiti države i u stvari uzeti svu sudsku vlast u svoje ruke; zakon o uništenju nezavisnosti sudija, o izmeni Glavne Kontrole koju će sada imenovati kralj, a ne Narodna Skupština itd. itd.

Prvi sprovođenju Zakona o zaštiti države, policijskim vlastima su preporučene najbezobzirnije mere i upotreba vojne sile. Naročito stroge naredbe izdane su vlastima na jugu: u Makedoniji i Kosovu, za suzbijanje antinacionalnih radnji.

Treba li prema tome postavljati pitanje: šta predstavlja današnji režim? Na ovo pitanje je dat odgovor još pre prvih akata režima samim sastavom diktatorske vrhovne uprave. Prvi predstavnik režima, kralj Aleksandar Karadjordjević, poznat je dovoljno sa svojih apsolutističkih prohteva i težnja za hegemonijom na Balkanu. Ministar predsednik je šef veliko-srpske oficirske klike koja je dovela i obarala vlade Uzunovića, Vukićevića, Korošca. On je šef one organizacije koja je diktirala nekoliko godina svoju volju celoj državi, postavljala najkrvoločnije oficire za komandante i velike župane u Makedoniji, na Kosovu, u Crnoj Gori i u Hrvatskoj. On i njegova »Bela Ruka« su pokrovitelji svih veliko-srpskih fašističkih organizacija.

Članovi vlade jesu istaknuti šefovi obeju veliko-srpskih partija: radikala i demokrata, predstavnici najnepomirljivijih veliko-srpskih krugova sa V. Marinkovićem na čelu, najbrutalnijih nasilnika nad hrvatskim pokretom kao što je Boža Maksimović. Uz njih sede: predstavnik slovenačkih klerikalaca Korošec, koji je sedeo i u vladi Vukićevića i u prošloj vladi četvorne koalicije; predstavnici hrvatskih bankarskih krugova (Švrlljuga) i onog dela hrvatske krupne buržoazije i inteligencije (Drinković i Frangeš), koja je vezana sa srpskom buržoazijom u zajedničkim poslovima, i koja namerava da te poslove u buduće još više proširi u vezi sa velikim stranim zajmovima i kreditima. U današnjoj vladi nalaze se već predstavnici triju partija iz prošle vlade četvorne koalicije, i za koji dan se očekuje ulazak i Mehmeda Spahe, predstavnika četvrtne partije i zaštitnika interesa feudalaca u Bosni i Hercegovini.

Sme li se i za trenutak naivno predpostaviti da će ova vlada voditi neku drukšu politiku od politike prošlih vlada u odnosu na nacionalna pitanja, i u odnosu posebno na Hrvate i njihove zahteve za nacionalnom nezavisnošću — kada su članovi te vlade i njihove partije kategorički i bez diskusije odbili predloge S. D. Koalicije! Ne sme ni jednog trenutka. U pogledu na nacionalne probleme današnji ministri produžavaju staru veliko-srpsku hegemonističku politiku, samo još u brutalnijoj formi, po diktatu kraljeve i oficirske čizme. To je svakome već jasno.

Time se jedino daje protumačiti što su predstavnici starih »parlamentarnih« partija pristali tako lako i brzo na kraljevu diktaturu i uzeli aktivno učešće u vladi — jer ova garantuje ispunjenje njihovih veliko-srpskih težnja.

Druga karakteristika današnje vlade jeste ta, što je ona okupila oko sebe sve bankarske i krupne privredne krugove. Prvi koji su oduševljeno pozdravili diktaturu i novi režim »reda, rada i zakonitosti«, bili su privrednici, izvoznici i industrijalci. Današnji režim diktature stvoren je po sporazumu sa engleskim i francuskim kapitalom, plasiranim u Jugoslaviji — u kojoj ministar Švrlljuga predstavlja engleski, a Marinković francuski kapital; i ovi treba da udruženim kapitalistima sve tri slovenske nacije obezbede neograničenu pljačku nad narodnim masama i privuku nove kredite iz Engleske i Francuske, a ove dve imaju da stvore rentabilno i sigurno tržište za plasiranje svojih kapitala.

Već je postalo i suviše očigledno, da je današnji diktatorski režim stvoren u punoj saglasnosti sa engleskim i francuskim imperijalistima, u cilju stvaranja antisovjetskog bloka na Balkanu. Francuska i Engleska režimska štampa pozdravili su »režim čvrste ruke«, od koga očekuju da će na prvu buduću klanicu izbaciti milion vojnika za interese anglo-francuskog imperijalizma, a protiv Sovjetske Unije. Nikome nije ostala nezapažena žurba sa kojom Engleska i Francuska poslednjih meseci i nedelja vezuju za svoj antisovjetski blok sve male države Srednje Evrope i Balkana. Balkan je bio najosetljivija tačka zbog mnogih nerešenih pitanja medju pojedinim balkanskim državama, a Jugoslavija, kao najjača bal-

kanska država, sa svojim razrivenim finansijama i nerošenim unutrašnjim pitanjima nije nikako obećavala jakog i sigurnog slugu u budućim ratovima. Zato su englesko-francuski imperijalisti oberučke prihvatili »kratak put« rešavanja unutrašnjih problema u Jugoslaviji kojim je udario kralj Aleksandar. Beogradski režim kome se osigurava moralna i novčana pomoć Engleske i Francuske za produženje veliko-srpske politike, imaće kao naknadu za to i po diktatu ovih sila da sklopi sporazume sa Italijom, Bugarskom i Madjarskom i vojni savez sa Rumunijom — kako bi što pre milionima života potčinjenih naroda u Jugoslaviji mogli platiti dobiveni novac od Engleske i Francuske.

Ali diktatura kralja Aleksandra nema samo za cilj da stavi Jugoslaviju u službu anglo-francuskog imperijalizma. *Jedan od glavnih njenih ciljeva jeste, da sruši do temelja sve pokrete masa koji su davali i ubuduće mogu dati otpora veliko-srpske hegemoniji i imperijalizmu:* da zбриše revolucionarni radnički pokret; da uništi nacionalne i revolucionarne nacionalne pokrete ugnjetenih nacija; da dakle ukloni sve prepreke sa puta kako bi bezobzirnom pljačkom i isisavanjem radnih masa svih naroda u Jugoslaviji izvukla režim iz ekonomske i finansijske krize.

Perspektive pred kojima se nalaze sve nacije u Jugoslaviji sa dolaskom dvorsko-militarističke diktature na vlast jesu sasvim jasne: bezobzirno i brutalno, vojničkom čizmom, gaženje svih građanskih i političkih prava, gušenje u krvi, sa zakonom o zaštiti države u žandarmskoj i vojničkoj pesnici, svih nacionalnih težnja potčinjenih nacija koje idu na slabljenje »državnog i nacionalnog jedinstva«; bacanje milijardi narodnog novca za naoružanje i izvodjenje na klanicu miliona sinova nesrećnih naroda balkanskih za interese anglo-francuskog imperijalizma.

Ove perspektive nam govore, da je nastupio važan i sudbonosan momenat ne samo za narode u Jugoslaviji, već za narode celoga Balkana. *Diktatura u Jugoslaviji preti da dovede u pitanje slobodu svih naroda na Balkanu.*

Ove perspektive su tako jasne, tako biju u oči, da se mi moramo čudu zapitati, kako je vodjstvo Hrvatske Seljačke Stranke smelo za momenat davati moralnu potporu diktaturi dvorsko-militarističke klike i veliko-srpskih hegemonista, izjavljujući nadu, da će se »velikom mudrošću kraljevom ostvariti ideali hrvatskog naroda: da Hrvat bude gospodar u svome domu, u svojoj slobodnoj Hrvatskoj!« Takvo držanje vodjstva u prvim danima diktature bliži se izdaji nacionalne borbe, zlokobnom usvajivanju probudjenih hrvatskih masa providno lažnim nadama. To znači napuštanje pravedne nacionalne stvari ne samo hrvatskog naroda, već i svih podjarmljenih naroda u Jugoslaviji.

Mi konstatujemo sa zadovoljstvom, da se mase hrvatskog naroda nisu ni za momenat zanosile nikakvim nadama u režim diktature i da su vodje pod pritiskom masa morali ispravljati svoja pogrešna i opasna gledišta. To je dokaz da diktatura neće moći ni zastrašiti hrvatski narod, niti slomiti njegovu borbu za slobodu, i da se hrvatske narodne mase neće zaustaviti u toj borbi dok ne pobjede-pa makar njegove sadašnje vodje i ostale na po puta.

Balkanska Federacija kao i sve organizacije ugnjetenih nacija na Balkanu podržavala je postojano borbu hrvatskog naroda za slobodu i davala toj borbi punu moralnu pomoć. Borba hrvatskog naroda za nacionalnu slobodu jeste naša borba; njegova pobjeda jeste naša zajednička pobjeda. Ali je Balkanska Federacija ukazivala uvek na jednu, veliku istinu, koja za sve nas balkanske narode posle teškog i skupo plaćenog mnogogodišnjeg iskustva, mora biti sveta: da se ropstvo potčinjenih balkanskih naroda može srušiti samo udruženim snagama svih nas podjarmljenih nacija. Ta je istina isto tako nepobitna za sve narode u Jugoslaviji. *Hrvatski narod, kao najjači i najbolje organizovan, dužan je bio da uzme inicijativu za udruživanje snaga svih potlačenih naroda u Jugoslaviji, da bude neimar ječinstvenoga fronta protiv veliko-srpskog hegemonističkog režima. On je dužan da to učini danas još više nego ikada pre, jer se i hrvatski i ostali narodi Jugoslavije nalaze u većoj opasnosti nego što su ikada do sada bili: da postanu potpuni plen imperijalističkih težnja dinastije Karadjordjevića i militarističke klike, da posluže kao topovsko meso za imperijalističke ciljeve engleskih i francuskih bogataša protiv slobode naroda Sovjetske Unije, Bliskog Istoka i Balkana.*

Hrvatske narodne mase dužne su da javno pokažu ostalim porobljenim nacijama, da one nikada ne zaboravljaju istati pravo svih ostalih potčinjenih nacija u Jugoslaviji na punu nacionalnu slobodu: Crnogoraca, Makedonaca, Albanaca, Nemaca, Madjara, Rumunja. Ako su vodje hrvatskog pokreta, u svojoj oportunističkog politici, prepuštali ostale nacije na milost i nemilost srpskim hegemonistima, mi smo uvereni da hrvatske narodne mase to neće ubuduće činiti, već će odlučno istaći zajedničke zahteve i raditi svim silama na udruženju svih snaga protiv ugnjetačkog režima veliko-srpske hegemonije.

Udružene snage osam miliona ptačenih narodnih masa u Jugoslaviji biće u stanju da uspešno slome sve namere kako beogradskih tako i londonskih i pariskih imperijalista. *One će biti u stanju da povuku za sobom široke mase i ostalih balkanskih naroda u jedno oslobodilačko kolo i, mesto balkanskog imperijalističkog antisovjetskog bloka, ucvrste balkanski blok radnih masa za rušenje svih balkanskih i svetskih ugnjetača Balkana i stvore Federaciju Slobodnih Balkanskih Narodnih Republika.*

Redakcija

Bijela Ruka na kormilu

Državni udar kralja-diktatora uspostavio je otvoreno ono stanje, koje već deset godina potajno, iza kulisa vlada u Jugoslaviji i na ostrici bajoneta drži u ropstvu tolike potlačene narode u ovoj dvorskoj i vojničkoj satrapiji.

Kao u nekoj opereti pala je preko noći maska demokratizma, ustavnosti i zakonitosti a pojavila se vojna diktatura u svoj svojoj grubosti, primitivnosti i golotinji. Sva buržoazija u Jugoslaviji — i hrvatska i srpska i slovenska instinktivno osjeća, da je to njen režim i oduševljeno pozdravlja Kralja-Diktatora i veliča njegovo veliko djelo. Ditirambi koje pjeva zagrebačka građanska štampa ne zaostaju za hvalospjevima beogradske buržoaske štampe, a »Pravda«, organ Davidovićeve Demokratske Stranke, veseli, što će kraljeva riječ stvoriti u Jugoslaviji novo doba i novi tip jugoslavenskog građanina i patriote i što nas je kraljev puč oslobodio vlasti rulje. Vodja HSS Dr. Maček na prvu vijest, da je kralj Aleksandar ski ustav izjavljuje u svom neshvaćanju događaja: »da poništio i stavio izvan kreposti omraženi i zloglasni vidovdanski ustav izjavljuje u svom neshvaćanju događaja: »da on ima potpuno povjerenje u mudrost Kralja i da je uvjeren, da će uspjeti, da ostvari veliki ideal hrvatskog naroda, da bude Hrvat svoj gospodar u slobodnoj Hrvatskoj«.

Na to su slijedila Kraljeva djela: uspostava apsolutne monarhije, predađa građanske vlasti u ruke generala i vojničkih zapovjednika, a kao ustav: još krvaviji zakon o zaštiti države, pogoršano izdanje zloglasne »Obznane«, po kojem se svaka riječ, gesta ili pomisao kažnjava smrću ili robijom do 20 godina. Na temelju tog novog stanja generalska je vlada

raspustila sve stranačke organizacije, a nove je stranke dopušteno osnivati samo dozvolom velikog župana, raspustila je zatim sva samoupravna tijela: općinska vijeća i oblasne skupštine, a na temelju novog zakona o štampi obustavila sve nepomoćne novine, u koliko ih nije mogla kupiti kao što je slučaj ovdje u Zagrebu, gdje je vlada kupila za 30.000.000 Dinara »Tipografijinu štampu«, najraširenije i najčitanije novine hrvatskog građanstva »Obzor«, »Jutranji List« i »Večer«, pošto su već prije prešli u njeno vlasništvo zagrebački dnevni: »Jugoslavenski Lloyd«, Zagreber Morgenblatt« i »Novosti«.

Dogodilo se je i postala stvarnost ono, na što smo mi neprestano, uporno i na žalost bez uspjeha upozoravali politički svijet svih potlačenih naroda u Jugoslaviji, da će nastupiti vojna diktatura, koja će uz aktivnu pomoć buržoazija svih naroda u SHS silom htjeti zaustaviti oslobodilački pokret radnog naroda, da će najprije nastojati razbiti i rasturiti pokret hrvatskih seljaka, koji je u prvom redu nosio socijalni karakter ekonomskog oslobodjenja od finacijskog kapitala i lanaca svojih gospodskih izrabljivača.

U bezbroj članaka »B. F.« mi smo dokazivali, da će građansko vodstvo HSS u svojoj politici kompromisa doživjeti bezuvjetno slom, jer će seljaci i radnici tražiti neprestano sve jače i snažnije potpuno i cijelo riješenje, a njeni saveznik — hrvatska buržoazija takvo riješenje niti hoće niti — po samoj svojoj biti — može da primi.

Mi smo ukazivali i na jedini ispravan put za riješenje hrvatskog nacionalnog pitanja i nacionalnog pitanja ostalih potlačenih naroda na Balkanu — jer su sva ta pitanja i ter kako usko međusobom povezana — mi smo kazali, da je jedini put — stvaranje saveza slobodnih balkanskih republika; da je jedino sredstvo: zajednička revolucionarna borba seljaka

i radnika; da je jedini način: jedinstveni front svih potlačenih naroda na Balkanu.

Na sve to ostalo je službeno vodstvo HSS gluho i nijemo, ono je čekalo na sporazum i vjerovalo u »Kralja i Narod«. Nu pošto su seljačke mase sve jače postavljale svoje zahtjeve na vodstvo, a ovo izbjegavalo svaku odlučnu akciju rasla je politička napetost i revolucionarno raspoloženje masa, a SDK sve jača zapadala u neizbježivi čor-sokak svoje pogriješne i površne politike.

Kada je izglegalo, da je politička akcija i vladine četvorne koalicije i tobože opozicionalne SDK došla na mrtvu tačku — tada je pravi gospodar i suveren u Jugoslaviji — »Bijela Ruka« stupila u akciju i njena »longa manus« Kralj Aleksandar proveo državni udar, uveo vojnu diktatoru i svu vlast povjerio svojim miljenicima.

Kako je došlo do ovog nastupa?

Bijela Ruka — tajna organizacija viših srbijanskih oficira — igra u Jugoslaviji kao što i u predjašnjoj Srbiji odlučnu ulogu. I ako je ova tajna organizacija jedinstvena, ipak se dvije struje u njoj borahu o prevlast. Uzrok toj podvojenosti bilo je razilaženje u načinu, kako treba organizirati novu državu. Jedna je struja bila očito amputacionistička, kojoj je bio ideal čista Velika Srbija, a sredstvo — amputacija nepomijsanih hrvatskih krajeva. Na čelu ove struje stajao je general Kostić, ratni ministar general Halžić, ministar dvora Dragutin Janković. Na čelu druge struje, koja iz militarističkih razloga nije htjela čuti za amputaciju bio je general Pera Živković, komandant kraljeve garde i lični prijatelj Kralja Aleksandra. Prama tomu koja bi struja prevladala u organizaciji »Bijele Ruke« mijenjale su se vlade u SHS. Iza svih vlada N. Pašića i Velje Vukićevića stajala je prva struja i generali Kostić i Halžić, iza šest vlada N. Uzunovića druga struja i general Živković sa njegovim čovjekom »gvozdenim Božom« Maksimovićem.

Sada su se obje struje složile u programu — pa za to nalazimo podjednako ljude obiju struja u ovoj generalskoj vladi. Najjači oslon našla je ova diktatorska vlada baš u predstavnicima hrvatskih kapitalističkih i intelektualnih malo-

gradjanskih krugova. Jedva su dočekali čas, da se otresu prisilnog savezništva sa hrvatskim seljacima. Za to se njihov organ »Jugoslavenski Lloyd« hvali sa svojom političkom »dalekovidnošću i predviđanjem događaja«, pa piše u svom uvodniku »Na pravom putu«: Mi smo sretni i ponosni, što kojekakvim gumenim kuglicama izabrani ljudi neće, ne mogu i ne smiju da stvaraju historiju našega naroda i države«. U istom smislu piše sva ostala gradjanska štampa, pa zadovoljstvom naglašava, »da cijela zemlja odobrava energični korak kraljev« i zahvaljuje Kralju, što je narod oslobodio od parlamenta, koji je stjecištem svakojakih ljudi, što ih je izbacilo na površinu ovo demagoško poratno doba.

Kako Bijela Ruka i internacionalni kapital dobro shvaća izdajničku ulogu hrvatske buržoazije vidi se po tomu, što su veoma važno mjesto ministra financija povjerili predstavniku hrvatskog kapitala Dr. Stanku Švrljugi, potpresjedniku zagrebačke burse i ravnatelju najjačeg novčanog zavoda u Jugoslaviji — Jugoslavenske Ujedinjene Banke, bivše Hrvatske Es-komptne Banke. Kad se pomisli, da je u toj banci plasiran engleski kapital i da u njenom upravnom vijeću sjede engleski bankari, onda nas ne može čuditi, što je već 21. studenoga prošle godine tražio londonski »Times« upravo vojnu diktaturu generala Živkovića.

Sa ovom je diktaturom u vezi i putovanje beogradskog engleskog poslanika Kennarda u Zagreb, da ispita teren o pristupu u antisovjetski blok. Taj je ispit dobro ispao, pa u ovoj tiranskoj vladi sjede uz bankare i nekakvi intelektualci kova jednog Alaupovića, Drinkovića Mažuranića i Frangeša, dvorske i kamarilske prirepine, koji nemaju iza sebe nikoga osim bajoneta svojih gospodara.

Politika SDK doživjela je potpuni slom, a sada je i sljepcima jasno, kojim putem i kojim sredstvima možemo da postignemo naš cilj.

Taj nam put pokazuje i na ta nas sredstva upućuje naša »Balkanska Federacija« od prvog dana njenog opstanka!

Zagreb, 10. I. 1929.

Krešimir Ivačić

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Nu, 'auto-administrare' ci, 'auto-determinare' cere Basarabia

Intre conducerea ardeleană a Partidului Național-Tărănesc, în frunte cu domnul Maniu, și gruparea basarabeană de sub conducerea domnului Stere a izbucnit un conflict semnificativ. Intriga politică șoptește, că la mijloc sunt chestiuni de preeminență politică, amicii domnului Stere afirmă însă că pricina conflictului este de natură politică: proiectul de organizare administrativă a țării, elaborat de d. Stere și care ar prevedea o apreciabilă auto-administrare a provinciilor, între care Basarabia este una. Oricum ar sta lucrurile, primul conflict lăuntric în tabăra național-tărănistă este un fapt și nu trebuie să mire pe nimeni. Este doar acest partid un așa fel de mixtum compositum social, încât ar fi de mirare nu că conflicte izbucnesc în tabăra lui, ci că ele încep să izbucnescă de-abia acum.

Intr'adevăr, acest partid, așa cum am arătat-o nu odată în paginile »Federației Balcanice«, este alcătuit din chiaburime, din burghezia mijlocie mai ales din Transilvania, din burghezia comercială, din o parte a marilor proprietari și din o parte a burgheziei industriale, și anume aceea care este în conflict de interese cu trustul financiar-industrial liberal. Tot acest miș-maș social stă politicește sub eghe-monia elementelor capitaliste și reacționare din partid pedo-parte, dar are pedeațăparte sub influența sa, grație demagogiei ce acest partid o duce de zece ani, masele largi ale țărănimii și ale micii-burghezii dela orașe. Ce a ținut și ține laolaltă aceste pături deosebite sociale? Interesele comune împotriva liberalilor, împotriva dictaturii economice și politice exclusiviste brătieniste. O asemenea legătură este pur negativă și deaceia prea slabă pentru a da acestui partid, atunci când e pus în situația de a trebui să arăte în chip pozitiv ce poate la guvern, coeziunea nece-

rând, numai șase săptămâni după constituirea guvernului și ce-l alcătuesc. Și conflictul Maniu-Stere vine, întâiul la rând, numai șase săptămâni după constitirea guvernului și două săptămâni după succesul din alegeri, să dovedească, că descompunerea asteaptă rândurile acestui partid în viitorul apropiat.

Ce este însă conflictul Maniu-Stere? Ce se ascunde în dosul certeii asupra chestiunii autonomiei provinciale? Oare ardelenii domnului Maniu nu ar fi ei mulțumiți cu o autonomie a Transilvaniei, care să le asigure monopolul politic în această provincie? Ba bine că nu! Unul din tabăra lor însăși, ministrul actual al sănătății, d. Sever Dan, n'a ieșit oare, câteva zile după constituirea guvernului, în presă cu un plan analog cu acela al domnului Stere? Dar vedeți dumneavoastră, domnii ardeleni au o cultură maghiaro-germană, și cunosc zicătoarea germană care spune: »wenn zwei dasselbe tun, so ist es doch nicht dasselbe«, sau pe românește: ce face popa să nu facă norodul! Una este Transilvania și alta este Basarabia. Basarabia este o provincie »bolșevică«, și autonomia aici poate lua cu totul altfel de infățisare decât dincolo de Carpați. Domnul Maniu nu este deci mulțumit de inițiativa domnului Stere, care îi apare ca mergând prea departe, mai departe decât ar conveni domnului Brătianu, Marelui Stat Major, Siguranței, comandamentului jandarmeriei și Regenții.

Dar ce însămnă revendicarea »auto-administrării« Basarabiei în gura și intenția domnului Stere? Experiența politică seculară ne învață doar, că în dosul formulelor juridice și politice se pitește totdeauna interese concrete de clasă și grupuri sociale. Situația stă precum urmează, spre știința celor nefamiliarizați cu relațiile și împrejurările din Ro-

mânia. Transilvania este o provincie mare (aproape cât Vechiul-Regat), cu industrie mare, cu o cultură mai ridicată de cât a celorlalte provincii, pe când Basarabia este o biată provincie de trei milioane țărani, fără industrie, stând pe un nivel economic înapoiat. Greutatea specifică a Transilvaniei atârână astfel, prin sine însăși, incomparabil mai greu în balanță decât aceea a Basarabiei. Apoi grupul domnului Maniu este alcătuit din pături capitaliste și burgheze-agrare, adică din elemente sociale care atârână într-o societate capitalistă (și România este una) mai greu decât elementele țărănești și mic-burgheze, pe care se sprijină grupul basarabean al domnului Stere. S-ar părea de aici că nimic nu poate fi mai firesc, decât ca în Partidul Național-Tărănesc Maniu să conducă și domnul Stere să asculte — Maniu și Stere fiind aici luați, bine-înțeles, ca simboluri și figuri reprezentative pentru pături sociale și provincii geografice. Aici însă intervine un moment nou.

Grupul basarabean are la îndemână două chei, cu care crede să-și poată deschide drumul spre o situație privilegiată atât în ansamblul Partidului Național-Tărănesc, cât și în ansamblul politic al României. Întâi, chestiunea basarabeană care, orice ar spune agentii ministrului de externe român, este o chestiune încă pedinte și deschisă internațională; și cuvântul »reprezentanților« autorizați ai Basarabiei este de aceea un mare preț pentru guvernul dela București. Basarabienii cari au, grație teroarei, monopolul politic în această provincie asupra, știu să exploateze această valoare, pe care împrejurările istorice le-o dau, pentru a încerca să stoarcă dela burghezia dominantă o situație privilegiată. E drept că până acum aceasta nu le-a reușit, dar, precum vedem din platforma domnului Stere, dânsii nu au renunțat încă la ultima speranță. Programul de reorganizare a Basarabiei pe baza unei autonomii provinciale, însămnă asadar formularea prețului, pe care basarabienii domnului Stere îl reclamă pentru adeviziunea lor la România-Mare »unică și pe veci unită«. Și al doilea, războiul împotriva Uniunii Sovietice, în care Basarabia va trebui să fie una din bazele de operațiuni.

Dar cererea de autonomie provincială a basarabienilor domnului Stere are, pe deasupra acestor considerente speciale, o semnificație deosebită. Anume, aceea de a câștiga, prin iluzia unor concesii acordate populației basarabene, această populație pentru rămânerea la România, aceea de a neutraliza sau micșora forța centrifugală de care ea este animată, aceea de a-i întoarce privirile atîntite spre Republica Autonomă Moldovenească a Sfaturilor de peste Nistru, aceea — și aici revenim la momentul deja arătat — de a crea în Basarabia condițiunile psihologice și politice necesare imperialismului pentru ducerea războiului contra Uniunii Sovietice.

Proiectul de autonomie provincială al domnului Stere are asadar o însemnătate împede. Conflictul este semnificativ pentru că documentează subrezimea bazei și coeziunii guvernului Maniu. Conflictul e semnificativ pentru fricțiunile și luptele de grup și clică, care se grupează aici pe linii provinciale. Dar deosebirea între grupul domnului Maniu și acela al domnului Stere nu este esențială. Cu toții — dela liberali și până chiar la social-democrați — vor Basarabia, cu toții o consideră »definitiv și pe veci« a României. Dar pe când liberalii »cimentează« această unire cu jandarmeria, siguranța și teroarea albă, social-democrații, de pildă, vor să vadă această unire, ce stă și pentru domniile-lor în afară de orice discuție, cimentată prin »libertăți democratice«. Grupul domnului Stere crede însă că această unire pe veci nu poate fi cheazășuită capitaliștilor români decât prin acordarea unei oarecare autonomii provinciale, — cu care ocazie și domniile acestia basarabeni își vor avea partea dumniilor de beneficiu. Aici stă toată »deosebirea«.

Populația basarabeană însă nu se va lăsa ademenită de aceste manevre. Zece ani de asuprire sub călcăiul oligarhiei române au învățat pe basarabeni să-și cunoască dușmanii, dar și prietenii, frații. Pilda Uniunii Sovietice, unde frații lor, moldovenii de peste Nistru, trăiesc liberi în republica lor autonomă, nu poate fi ștearsă dinaintea ochilor lor. Basarabienii cer nu o iluzorie »auto-administrare« provincială și culturală, pe bază eghemoniei politice și culturale românești și drămuțită din grația domnilor Brătianu, Maniu, Stere & Comp., ci auto-determinarea: evacuarea autorităților și trupelor de ocupație și plebiscit liber.

L. Mateescu

Teroarea albă bântue în România

Regimul teroarei albe, instaurat acum zece ani de către burghezia română, devine din zi în zi mai crud și mai zdrobitor pentru masele muncitoare dela orașe și dela sate. Pe lângă marea criză economică și financiară, care a aruncat masele producătoare ale țării în mizeria cea mai neagră, se adaugă și această reacțiune barbară, care are ca scop paralizarea oricărei încercări revoluționare a maselor de a răsturna dominația capitaliștilor și marilor moșieri români.

Noul guvern român — guvernul național-țărănesc — care în timpul lungii sale opoziții făcute liberalilor vântura frazele cele mai democratice pentru a putea câștiga prin demagogie masele muncitoare în lupta lor contra elicei liberale, a uitat acum nu numai promisiunile făcute, dar el continuă și mai energic încă ofensiva în contra avangardei și a organizațiilor revoluționare ale proletariatului român.

După procesul cel mai reacionar din lume — condamnarea prizonierilor politici de la Jilava, cari s'au revoltat în contra regimului criminal al inchișorilor române — a avut loc procesul și condamnarea a 23 de tineri muncitori și muncitoare comuniste, la Galați, pentru singurul motiv că ei au avut curajul de a afirma răspicat convingerea lor comunistă și hotărîrea lor de a pune toate puterile lor în slujba maselor muncitoare și țărănești din România.

Acest proces din Galați, care a început în decembrie trecut și care s'a terminat acum câteva zile, are același istoric ca și toate celelalte procese intentate revoluționarilor români. Un »complot« descoperit la timp de către Siguranță, maltratațile cele mai grozave, cari împing adeseori pe maltratați la sinucidere sau cari fac din ei infirmi pentru toată viața — după cum e cazul inculpatului Buium Mihalovici, căruia i s'a fracturat piciorul în bătăi »pentru că el e un jidan« — lumile de închișoare preventivă așteptând procesul și înfășurînd procesul însuși, înaintea justiției militare, care se grăbește să servească pe național-țărăniști tot așa de prompt după cum a servit și pe liberali. Se pricepe deci cu ușurință de ce detențiunea preventivă durează uneori ani întregi.

Cari sunt delictele pe cari instrucția militară le-a descoperit în sarcina inculpaților din Galați? Actul de acuzare vorbește de activitatea comunistă a lui Moses Kahane, Grincenco și a altor condamnați politici dela Doftana, cari, »cu toate că încarcerati de câțiva ani tot pentru delict comuniste, activează chiar și în închișoare pentru revoluția socială, fondând o secțiune a »Ajutorului roșu« precum și cercuri de educație revoluționară... Acești condamnați politici atrag în cercurile lor și delicvenții comuni, pentru ai câștiga pentru ideile comuniste. Scopul acestor cercuri e formarea de elemente revoluționare, cari, odată puși în libertate, vor putea lucra la distrugerea statului...« Un alt pasagiu din actul de acuzare constată că »câțiva acuzați, cari au făcut bacalauratul și cari se găseau sau înscriși la Universitate sau deja numiți ca profesori în vreo localitate oarecare, au abandonat pozițiile lor pentru a se amesteca în sânul maselor... cari nu sânt de rangul lor... agitând pentru revoluția comunistă... în loc de a face eforturi pentru a ajunge la o situație mai convenabilă pentru inteligența lor...« Dar majoritatea inculpaților a comis marea crimă de a constitui cercuri de educație în cari se citeau operele lui Gorki, Marxismul oligarhic al lui Voinea, Abecedarul comunist al lui Buharin... Aceste presupuneri — căci nici Siguranța nici justiția militară, în ciuda tuturor cruzimilor comise în contra inculpaților, n'au putut să le dovedească, au fost îndeajuns pentru ca brutele galonate să pronunțe una dintre cele mai reacionare sentințe în contra a 23 de revoluționari români.

Moses Kahane, scriitor, a fost condamnat la 7 ani de închișoare și la 15.000 lei amendă; C. Tirim, soldat, la 8 ani de închișoare și 15.000 lei amendă; Jenny Averbuch, la 6 ani de închișoare și 10.000 lei amendă; Iacob Lazăr, la 8 ani de închișoare și 20.000 lei amendă; Dora Schwartz, la 2 ani de închișoare și 3000 lei amendă; B. Zisman, la 6 luni de închișoare și 200 lei amendă; Andrei Grincenco, la 5 ani de închișoare și 12.000 lei amendă; Uda Malamuth, la 2 luni de închișoare și 200 lei amendă; Haim Baras, la 5 ani de închișoare și 10.000 lei amendă; Nicolae D., la 5 ani de închișoare și 10.000 lei amendă; Voinea Vasile, soldat, la 5 ani de închișoare și 10.000 lei amendă; Ivan Teacenco, la 2 ani de închișoare și 300 lei amendă; Serge U., la 15 zile de închișoare și 200 lei amendă; Dumitru Socotitu, la 6 ani de închișoare și 12.000 lei amendă; Haim Grigore, soldat, la 2 ani de închișoare și 300 lei amendă; Alexandru Gurov, inginer, detinut politic — ca și Kahane — la Doftana, la 5 ani de închișoare și 15.000 lei amendă; Samuel Rabinovici, 15 zile de închișoare și 200 lei amendă; Iacob Haham, în lipsă, la 10 ani de în-

chisoare și 100.000 lei amendă; George Russu, la 15 zile închisoare și 200 lei amendă; idem Buium Mihalovici și Iosef Abramovici. Fiecare dintre aceștia mai au de plătit 500 de lei ca despăgubire pentru stat. Isac Cleiman a fost achitat.

Șase luni de închisoare preventivă pentru un delict care, — chiar în ochii justiției militare — merită 15 zile de închisoare și un picior schilodit!

Procesul s'a desfășurat într-o atmosferă foarte reacționară și antisemită. Președintele tribunalului nu a permis nici inculpaților de a arăta punctul lor de vedere nici apărării de a pune întrebări deținutului politic din deferite închisori din țară, citați de apărare ca martori, pentru a face depozițiuni asupra regimului din închisori. Printre acești martori se află și M. G. Bușor, în lanțuri, curajosul luptător revoluționar înmormântat de viu, la Doftana, de către burghezia română.

O altă crimă monstruoasă a guvernului Maniu e respingerea recursului lui Boris Stefanoff și Zaharescu. Acești doi curajoși revoluționari români, condamnați numai pentru opiniile lor revoluționare, unul la 8 ani de închisoare iar celalt la 7 ani, vor fi deci înmormântați de viu în închisorile române, căci o astfel de pedeapsă, în temnițele române, distruge chiar organismul cel mai robust. Acești doi luptători sufăr deja de 3 ani de zile prin temnițele burgheziei române, ani cari nici nu se scad din monstruoasa pedeapsă.

Trebuie de subliniat faptul, că șefii național-țărăniști, când se aflau în opoziție, s'au pronunțat în contra sentinței militare și pentru eliberarea lui Boris și a lui Zaharescu, dar acum, aceleași persoane, numite miniștrii prin grația finanței internaționale, nu numai că aprobă sentința barbară a justiției militare dar ei au înlocuit chiar pe procurorul general, care, la casatie, susținea că verdictul justiției militare nu e fondat de nici un text de lege...

Aceștia nu sunt toate procesele cari au avut loc în ultimul timp în contra clasei muncitoare române. Aceștia nu sunt decât două pilde, pentru a demasca acest guvern reacționar, lacheu al liberalilor și al finanței internaționale, guvern care e gata să întrebuițeze orice mijloc pentru a sugruma avant-garda revoluționară română, singura forță din România care luptă pentru pace cu toate popoarele balcanice și pentru pace cu Uniunea Sovietelor, precum și pentru răsturnarea capitaliștilor și boerilor și pentru constituirea unui guvern muncitoresc și țărănesc.

Massele muncitoare din țările Balcanice și din Europa precum și intelectualii democrați trebuie să susțină proletariatul industrial și agrar român în lupta sa inversunată împotriva acestui regim de teroare albă și pentru triumful adevăratei democrații proletare.

N. Amaru

Adevărata față a național-țărăniștilor

Cei ce cunosc bine împrejurările sociale și politice din România, nu aveau motive reale să se entuziasmeze pentru schimbarea de guvern din această țară. Și noi ne-am prenumărat printre aceștia. Dar chiar și cei mai sceptici trebuie să fie astăzi surprinși de rezechiunea cu care guvernul național-țărănist însuși a venit să dea pesimiștilor dreptate: guvernul Maniu se desvăluie nu numai ca un guvern în fond reacționar, dar ca și un instrument al intereselor capitaliste și mari-agrariene.

În articolul nostru anterior am arătat deja, cum guvernul Maniu, care a desființat cenzura presei, a introdus în locul ei confiscarea — numai pentru presa muncitorească, bineînțeles; că acest guvern, care »proclamă restabilirea libertăților cetățenești și publice«, interzice și împiedică cu armata și jandarmeria întrunirile Blocului-Muncitoresc-Țărănesc și ale Sindicatelor Unite. Ori, astăzi, guvernul Maniu vine să completeze arsenalul mijloacelor de represiune de care s'au servit guvernele liberale și averescane de până acuma. Aceste guverne nu aveau o bază socială largă, ele se sprijineau pe categorii sociale restrinse: bancheri, mari industriași și mari proprietari. Ca atare, aceste guverne nu puteau mobiliza mișcări populare, mișcări de masă, pentru combaterea și terorizarea adversarilor și dușmanilor lor de clasă — păturile burgheziei mici, ale țărănimii și ale muncitorimei. Pentru a-și putea menține stăpânirea și pentru a-și »ține în respect« dușmanii, aceste guverne aveau la îndemână numai aparatul de represiune al statului: poliție, jandarmerie, siguranță, temnițe. Stăpânirea acestor guverne apărea deaceia limpede și fățiș ca o stăpânire întemeiată pe teroarea albă, pe dictatura goală. Singurele mișcări intrucâtva mai largi, pe care aceste guverne le-au putut pune pe picioare (din fondurile secrete ale ministerului de interne), au fost mișcările studentești antisemite, îndreptate contra minorităților naționale, în primul rând împotriva evreilor.

Alta este însă situația guvernului național-țărănist. Pe lângă mijloacele tradiționale de represiune, el este în stare și începe să mobilizeze contra muncitorimii și a țărănimii sărace bande de feciori de chiaburi, de funcționari și de alte elemente sociale mijlocii, care își văd în partidul național-țărănesc exponentul lor politic. Cu alte cuvinte, fascismul, ca un pericol social, ca un instrument de teroare alături de aparatul tradițional de stat, capătă în național-țărăniști baza largă de care el are nevoie pentru a deveni o mișcare de masă. Elementele sociale mijlocii, cari luptau contra liberalilor și nu puteau, în asemenea situație, răspunde la apelul acestora de a îngroșa rândurile fascismului, diriguiri de liberalii înșiși, aceste elemente sociale mijlocii intră acuma în linie pentru a »apăra« guvernul național-țărănist contra... pericolului »anarhiei« de stânga.

Arsenalul de represiune guvernamental se îmbogățește astfel, odată cu venirea național-țărăniștilor. Pe lângă jandarmerie și poliție, pe lângă siguranță și temniță, care continuă a »păzi ordinea«, au început să apară astfel în arena publică bande pentru apărarea »democrației«, care-și văd misiunea în terorizarea Sindicatelor Unite (ca pe Valea Jiului), în spargerea întrunirilor muncitorești (ca la Cernăuți), și în atacuri asupra populației minoritare (ca în Cadrilater și Basarabia).

Care este interesul național-țărăniștilor de a organiza bande de acest soi? Ei, care au întrunit aproape 4 cincimi din voturi în alegeri, ce interes pot avea ei în a reprima ale țărănimii? Național-țărăniștii, cari au venit la guvern numai după ce convinseseră Regenta, că regimul amenințat de jos poate fi salvat doar prin popularitatea lor, se văd siliți din capul locului să împiedice orice mișcare, ce ar putea inspira neliniște celor de care guvernul național-țărănist însuși depinde. Național-țărăniștii, cari au venit la guvern cu ajutorul presiunii capitalului străin, sunt siliți din capul locului să înăbușe orice mișcare radicală muncitorească sau țărănească, pentru a nu provoca almintreli neliniște la capitaliștii străini de ai căror bani guvernul național-țărănist are nevoie. Național-țărăniștii, cari au venit la guvern cu sprijinul imperialismului pentru a crea mai favorabile condițiuni pentru pregătirea războiului contra Uniunii Sovietice, sunt angajați să reprime cu toate mijloacele orice mișcare radicală de jos, care este o piedică în calea războiului și a înarmărilor de războiu.

Dar guvernul național-țărănist este silit să recurgă la înăbușirea cu orice preț a mișcării muncitorești și a pornirilor radicale ale țărănimii, pentru că el este un guvern capitalist — orice ar spune o parte din presa europeană, care afirmă că național-țărăniștii sunt un partid »țărănesc«. Guvernul național-țărănesc este un guvern capitalist, așa cum o dovedește programul său de guvernământ. În acest program nu se amintește cu nici un cuvânt de interesele muncitorimei: nici de asigurarea zilei de opt ore, nici de asigurarea contra lipsei de lucru și de asigurarea șomerilor, nici de asigurarea minimumului de salariu, nici de suprimarea legilor cari desființează dreptul de grevă și de liberă asociație. În acest program nu se amintește cu nici un cuvânt de reducerea proprietății mari și de dotarea cu pământ suficient a țărănilor rămași fără pământ sau cu pământ puțin. În acest program nu se amintește cu nici un cuvânt de suprimarea siguranței și a jandarmeriei, a legilor excepționale sau a legii electorale fasciste.

În schimb însă se vorbește în acest program de »garanțarea rentabilității capitalului plasat în agricultură«; de ușurarea »circulației pământurilor țărănești«, adică de ușurarea concentrării lor în mâinile chiaburilor și ciocoilor; de ocrotirea ramurilor industriale neglijate până acuma de liberali, pentru că băncile liberale nu-și aveau în ele, ci în altele, plasate capitalurile; de încurajarea și dezvoltarea industriilor de războiu; de favorizarea mașinării agriculturii — adică a marelui proprietăți, care singură e în stare a-și procura mașini, înfășurând de favorizarea capitalului străin pentru atragerea lui în țară. Un program capitalist caracterizat!

Dar programul financiar al guvernului? Budgetul viitor este depeacuma desemnat ca un budget »de ispășire«. Pentru acoperirea golului bugetar pe anul în curs, care se ridică la șapte miliarde lei (20% din totalul budgetului), ministrul de finanțe anunță fixarea și încasarea »energetică« dar... »umană« a impozitelor și mai anunță economii și alte asemenea mijloace »de ispășire«. Și asemenea lucruri le anunță ministrul de finanțe, în momentul când în multe părți ale țării țărăniștii se împotrivesc să plătească și biturile de până acuma și iau la bătaie pe perceptori, în momentul când foamea seceră populația unor întregi regiuni.

Cu asemenea program, guvernul național-tărănesc știe ce are de așteptat din partea masselor populare. Și cu cât mai mari au fost speranțele și nădejțile lor puse într'un guvern național-tărănesc, cu atât mai mare va fi desiluzia și revolta lor. Și până acum nici un guvern capitalist nu a inventat încă un alt mijloc pentru a se asigura împotriva revoltelor, decât represiunea: prin organele de stat și prin punerea în mișcare a unor bande fasciste.

Și guvernul național-tărănesc a arătat chiar dela început, în cursul celor opt săptămâni de când există, că știe să le mânuiască și pe unele și pe altele. El și-a arătat astfel adevărata față, sub fardul unei false »democrații« de întrunire publică: reacțiune socială, infedare economică a masselor populare a țării, pregătiri de războiu și represiune a mișcării muncitorești, a țărănimii sărace și a minorităților naționale.

I. M.

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

ПРОГРЕСИВНА ЕВРОПА ПРОТИВ ФАШИСТКАТА ВМРО И БЪЛГАРСКОТО ВОЕННО ПРАВИТЕЛСТВО

За свободата на Македония! За мира на Балканите!

За международна анкета в трите части на Македония!

Злодеянията, които македонските фашисти вършат всеки ден над македонски общественици и революционери, над македонския народ в Петричкия край и всред македонската емиграция в България; провокациите, които те извършиха в частите на Македония под иго на сръбските и гръцки шовинисти и империалисти и съучастничеството на българската фашистка власт в тия престъпления, предизвикаха възмущението на целия културен свет. Това възмущение се засили, когато фашистката ВМРО, при активното съдействие на българската военна лига, предприе масови избивания на македонски общественици и на македонски селяни, работници, еснафи и интелекенти в Петричко и в България.

Вътрешните борби всред тая организация, сигнала за които се даде с убийството на известния кървав генерал Протогеров на 7 юли 1928 година, послужиха за отличен претекст на македонските фашисти да избият грамаден брой македонци, чиято вина бе, че не участваха в техната организация и се възмущаваха от кървавата и продажначеска роля, която те вършеха. Числото на убитите достига, според английския консервативен вестник »Таймс« до 400 души; сведенията, които ние притежаваме гласят, че броя на убитите през последните 6 месеци достига до грамадната цифра 1,000. Хиляда македонци убити в продължение на няколко месеца измежду едно население, което едва достига двеста хиляди души! Като се прибави към тази цифра чилото на избитите преди новите кланета, а именно в периода от 1922 до 1928 година — 1,100 души —, то ще се получи една колосална цифра на избити.

Тия злодеяния на кървавата банда, която дирижира фашистката ВМРО, и на българските фашисти и милитаристи, предизвикаха силните протести на европейската демокрация.

Бележити учени, видни общественици и писатели, известни депутати, сенатори, общински кметове, окръжни и общински съветници, публицисти, журналисти, лекари и адвокати в Франция, взеха инициативата за да протестират пред европейската общественост против злодеянията на македонските главорези и българските кървави диктатори и да искат премахването на сегашния режим в Македония, и установяването на един режим на свобода и справедливост, за която цел те предлагат произвеждането на една международна анкета в трите зони на тая страна.

Инициативата на видните френски интелектуелци бе подкрепена от известни италиански и унгарски общественици, писатели, публицисти и журналисти и от бележити интелектуелци от Германия, Австрия, Белгия, Холандия, Швейцария, Чехословакия и други страни. Протеста взе международен характер. Той бе публикуван в френските вестници: »La Volonté«, голем радикален лист, »Le Soir«, радикал-социалистически орган, »Le Populaire«, централен орган на Френската социалистическа партия, »Le Cri des Peuples«, орган на националните малцинства, и от немските вестници: »Vorwärts«, централен орган на Германската социал-демократическа партия, и »Vossische Zeitung«, голем демократически лист. Акцията продължава.

В тоя брой на нашия вестник ние публикуваме тоя международен протест, който вземаме от вестник »La Volonté«, с подписите сложени под него (»La Volonté«, 26 декември 1928 година).

Македонските фашисти са приковани на позорния стълб от европейската демокрация. Те са заклеймени от културния свет като убийци на своя народ, като агенти на чужди интереси и изменници на неговото освободително дело. Българските фашисти и милитаристи, инспиратори на престъпленията на фашистката ВМРО, са заклеймени от прогресивна Европа като врагове на македонския народ.

Този протест показва, че страданията на македонския народ и неговото освободително движение са близки до сърцата на културния свет и, без съмнение, той ще даде нов гласък на освободителната борба на македонския народ, който, въпреки всичко, ще продължи да се бори против своите угнетители и техните наемници. Тая борба ще ни доведе неминуемо до освобождението и обединението на Македония и до Федерацията на свободните балкански народи.

Редакцията

За мира на Балканите

Долуподписаните, считаме за свой дълг да привлечем вниманието на общественото мнение върху страшните събития, които се разиграват понастоящем на българска територия всред македонските фракции.

Тези убийства и кланета имат за непосредствена причина убийството, извършено на 7 юли м. г., над генерал Протогеров, по заповед на неговия съперник Иван Михайлов. От тогава насетне, Протогеровисти и Михайловисти взаимно се избиват в София и в българската зона на Македония. Жертвите се изчисляват близо хиляда.

Но убийството на Протогеров бе последвано от една дълга верига на убийства, атентати, нападения на въоръжени банди, за които е отговорна ВМРО, която некога се е въздушевявала от идеала за свободата, но днес е изпала в ръцете на българските реакционери и фашисти анексионисти.

Комитаджииите, които се избиват днес едни други, са взели участие в всичките зверства на белия терор в България, който е отнел живота от 1923 до 1928 г. на повече от 25,000 жертви. Преди да стигнат до тия вътрешни междуособици, те издигнаха грамада от трунове на българи и македонци, от всички партии, убити като противници на фашизма.

Съучастник в техните престъпления е българското правителство — автор на държавния преврат. Една от враждуващите днес фракции държи за Ляпчев, генерал Вълков и цар Борис, а другата е на служба при Цанков и генерал Русев. Двете фракции се бият за двете племена на българския фашизъм.

Неуместно е впрочем да се иска от Ляпчев да тури край на комитаджийските изтъпления.

Българския и македонския народи, които договорите разпокъсаха между България, Югославия и Гърция, са жертва на това положение.

Международното обществено мнение трябва да им се притече на помощ, толкова повече, че българо-македонските смутове представляват една постоянна опасност за нова балканска и световна война.

Ето защо, долуподписаните, протестирайки срещу отвратителните престъпления на македонските фашисти, заявяваме, че само едно решение в духа на справедливостта и свободата, ще може да тури в ред македонския въпрос, затова искаме да се извърши една международна анкета и в трите части на Македония, организирана при всички необходими гаранции на безпристрастност за да подготви необходимите условия за омиротворението на Балканите.

Подписали:

Виктор Маргерит, Люк Дюртен, Рене Маран, Пол Луи, Х. Белами, Раул Никол, Рене Валфор, Леон Базалжет, Леон Верт, Леон Муфинак, Морис Парижанин, Жак Меснил, писатели; Виктор Баш, председател на Лигата за правата на човека; Фелисиен Шале, професор; Емил Кан, професор; Фердинанд Коркос, адвокат, член от Ц.К. на Лигата за правата на човека; Шарл Брюн, професор; Мадам Дюшен, подпредседател на Международната лига на жените за мир и свобода; Мадам Камил Древе, Армен Оханян, писатели; Марсел Кашен, депутат; П. В. Кутурие, бивш депутат; Жак Лорйо, депутат; Семар, гл. секретар на К.П.; Габриел Пери, П. Бутонье, секретари на К.П.; Летранж, адвокат; П. Килици; М. Дежан, адвокат, пом. кмет на Малаков; А. Ролен; А. Серацки; Перо, общ. съветник от Левалоа; Л. Рожер, Голдшилд, Шампсийо, членове от Ц.К. на Соц. ком. партия; М. Перюси, секретар на Сенската федерация, от Соц. ком. партия; Ж. Поарье, каспер на Соц. ком. партия; П. Мулонге, общ. съветник от Кремлин-Бисерт; Жерар, кмет на Кремлин-Бисерт; Терно, Мюлер, бивши депутати; Трушо, окр. съветник; Башле, сенатор от Сена; Лйосен, депутат от Сена; Ф. Албертен, депутат от Буш де Рон; Ж. Зиромски; П. Колиел; Емил Фрине; Брак, депутат; Леон Осмен, Жан Лонге, М. Делйопин, членове от Ц.К. на Соц. партия; Ж. Дегиз, депутат от Езн; Делкур, депутат; А. Ривиер, депутат от Криоз; Лавил, депутат от Саон е Лоар; Б. Ферон, депутат от Вандома; А. Люке, депутат и общ. съветник от Париж; А. Безомб, Шос, Андре Лйо Троке, общ. съветник от Париж; Русел, гл. секретар на Учителската организация; М. Жибо, гл. секретар на Пощевската федерация; Куден, пом. секретар на Железничарската федерация; Антонио Ковн, адвокат от апелацията; Морис Юнкер, адвокат от апелацията и гл. редактор на в »Unité Ouvrière«; П. Жибо, адвокат от апелацията; Роберт Фоасен, адвокат от апелацията; А. Жамо; Луи Леви, редактор на в »Populaire«; Рене Лелбер; Сюзан Леви; Брусар; Баркисо; Морис Фрезал, адвокат от апелацията; Филипо Турати, Фашинсти, Клодио Тревес, Н. Балдини, Ф. Амедео, бивши депутати от Италианския парламент; Е. Кнеза, бивш министър; Буоци, бивш депутат и гл. секретар на Италианската Конф. на Труда; Р. Нени, бивш директор на в »Avanti«; А. Джанини, директор на в »Vesco Giallo«; Л. Кампологи, председател на Италианската лига за правата на човека; Ангелина Балабанова, гл. секретар на Италианската макс. партия; Г. Салви, пом. секретар на същата партия; А. Натולי, М. Пистоки, журналисти, членове от директорията на Италианската републ. партия.

(Следват още подписи)

Двуседмичен международен преглед

Обзор на световното положение

В началото на тая година, уместно е да хвърлим един послед върху света, да претеглим факторите на конфликтите и да пресметнем шансовете за мир. Уви, колкото повече се вдълбочаваме в разсъжденията си, толкова повече дохождаме до заключението, че положението е пълно с опасности, както през 1913—1914 г. Може би даже опасностите са още по-застрашителни, понеже договорите, които последваха примирието, и в които доминираха същите принципи, както в договорите на Наполеона и Бисмарка, създадоха много иридендизми, или най-малкото поне, създадоха тук-там национални малцинства, които не могат да се помирят с своята съдба.

Империализъм, въоръжения и тайна дипломация

Преди войната още, света бе разделен на два враждуващи по между си лагери: тоя на Централните сили, към който се числеше и Италия, който требаше да го напусне впоследствие, и тоя на Тройното сгмлашение. Света днес представлява съвсем друг вид. Нека го наричаме в широки шрихи.

Тук френския империализъм; до него английския империализъм; по-нататък италианския империализъм. Англия се колебаеше между Франция и Италия. Благодарение на нейната помощ, Мусолини можа да възстанови своя протекторат над Албания, с нейната подкрепа, Франция направи, преди няколко месеци, в София, една постъпка, без да бъде обаче, повторена, даже без всекакво последствие. Отново намерихме двата западни империализми обединени, това лето, в делото на морския компромис, едно от най-шумните в тая епоха, и то доста справедливо, понеже компромиса гарантираше на Франция военното надмощие в континента и на Англия първенството в океаните. Американския империализъм, който е не по-малък от другите, и който се стреми да подчини напълно Новия свет, се опълчи здравата против дипломацията на Foreign Office (Външното министерство на Англия — Б.Р.) и на Quai d'Orsay (Външното министерство на Франция — Б.Р.). От тоя ден насетне, се яви

опасност от един голем конфликт в света между Съединените Щати и две от големите западно-европейски сили.

Френския и италиански империализми се облъжават в Средиземноморския басейн и на Балканите. Английския, японския и американски империализми фалираха в съревнуванието си в обширната китайска територия. Възможно е щото те един ден всички да се коалират против Съветска Русия. В очакване на това, всеки един от тех се стреми да се снабди с повече помощници.

Тайната дипломация, която се сметаше за осъдена, не е престанала да развива, своето влияние в течение на изтеклата година. Италия преследва своето дело на обкръжаване Югославия; след като води преговори с България и Унгария, тя се обближи с Турция и Гърция. Ролята на Франция бе грамадна в Полша и Ромъния. Подписаха се новите договори, които беха установени между тия две държави и Букурещкия кабинет, и може да се заключи, че това прегрупиране се извърши против СССР. Нито Франция, нито Англия не са били чужди на това дело; нито едната, нито другата не са попречили на неговото реализиране.

Въоръженията беха в унисон с тайната дипломация. Ако морската конференция, която требаше да ограничи тонажа на военните параходи, пропадна в 1927 г., то френско-английския компромис, възбуждайки твърде много Америка, отстрани повече от всекога отбелязаното на резултатите. По тоя случай, Обществото на народите реши само това, че предварителната комисия по обезоръжаването да се събере през април 1929 г., но още от сега може да се потвърди, че никакъв изход не ще бъде достигнат. Ограничиха се само с извършването на един празен жест.

Проблеми, чакащи своето разрешение

Цела една серия от твърде важни проблеми чакат своето разрешение пред европейските кайцеларии. Необходимо е да ги изброим, понеже не само че всека една от тех сама по себе си е обезпокоителна, но защото те могат да заставят да реагираат едните против другите.

1. Изпразването на Рейн;
2. Репарациите;
3. Присъединението на Австрия към Германия;
4. Италианските претенции;
5. Конфликта между Полша и Литва;
6. Възстановяването на англо-руските дипломатически връзки и
7. Положението на националните малцинства.

Ние се абстрахираме от специфичните балкански въпроси, които ще разгледаме отделно, но които, сякаш тжи са от първо международно значение. Ние оставяме временно на страна още и извъневропейските работи, които понастоящем, видимо са свързани с положението в Европа.

Нито една от проблемите, които фигурират в гореспоменените 7 точки, не се е доближила до известно разрешение. Намираме ги пак на същото място, където беха и миналата година. Защото, империализмите никак нямат желанието да отстъпят, напротив, те претендират за пълен триумф, с риск даже да създадат нови конфликти.

Изпразването на Рейн бе разгледано последния месец в Лугоно, между Бриан, Огюст Чемберлен и Шреземан. Германия натсоява щото Глобниц, който трябва да бъде освободен в 1930 г. и Майенс, който трябва да бъде освободен в 1935 г., да бъдат веднага предоставени на сами себе си. Франция и Англия оспорват това нейно право. Англия признаваше въпрочем, че предварителното отегляне на съюзническите гарнизони, би било един политически акт. Френския национализъм обаче, изисква от Германия компенсация, Рейнската окупация в сжщност е едно продължение на войната, извършена само за да раздразни чувствата на омраза и репресалии.

През януари или най-късно в началото на февруари, ще се събере един комитет от експерти, който ще ревизира и допълни плана на Dawes'a по репарациите. Още от самото начало обаче, между съюзниците и Берлинския кабинет избухва неяснство. Последния иска да се държи сметка за неговата финансовата способност. Другите пак — Англия и Италия смятат, че германския анюитет покрива, в течение на 62 години, анюитета, който те плащат по перото на военните заеми; или пак Франция и Белгия — че той покрива, освен тоя анюитет, но и техните обезщетения в разрушените области. Всичко би било опростено, ако Америка би се отказала от да навакса своите заеми, но капитализма на янките е непреклонен.

Гражданното мнозинство от германския и австрийски народи са благосклонни за включването на Австрия в Германия. Франция и Италия обаче, са дали да се разбере, че едно подобно включване е равностойно в техните очи на *casus belli*.

Италия се оплаква, че тя е била измамена в края на световната война в африканските владения. Тя претендира за нови колонии, като мотивира това с своето свръхнаселение. Тая претенция е един от елементите на конфликта между Римския кабинет и Quai d'Orsay.

Полша и Литва са пред прага на едно въоръжено стълкновение, ето вече осем години. Варшавския кабинет обвинява тоя от Ковно, че той е агент на други държави и действува против него. Литва се оплаква от Полша, че ѝ е отнела на сила Вилна и иска да я заличи като държава. Всички преговори, които са се водили между Залески и Волдемар, под покровителството на ОН, са останали безплодни.

Англия сжкса с СССР по желанието на крайните консерватори. Кабинета на Станлей Балдуин отказа да под-

нови сжксаните връзки. Като резултат, последва една нова враждебност между двете страни в северо-източна Европа и в централна Азия, както в Китай.

Проблемата за националните малцинства, която никога не е преставала да бъде будна, след прилагането в сила на Версайския, Сен-Жерменския, Трианонския и Нийойския договори (Турция успе да наложи ревизията на Севърския договор), е стигнала до една особена разгорещеност. Шреземан е поискал тя да бъде разглеждана в бъдещия съвет на ОН. Тя интересува милиони хора в Полша, в Чехословакия, в Ромжния, в Бжлгария, в Гърция, в Италия. Ако един конфликт би избухнал в който и да е сектор на континента, то националните малцинства биха могли да възстанат от всички страни изведнаж.

Балканите

Европейските затруднения, опасностите от стълкновение са специално концентрирани на Балканите, където беенеят диктаторски правителства, които малтретират и потискат разните национални малцинства.

Кабинета на Братиано в Ромжния бе заместен от селския кабинет на Маниу. Но, правителствените методи обаче, не се промениха. Като доказателство — големото болшинство, което Маниу получи през време на изборите и дадението, което той упражни върху народните маси, за да обузда комунистите. Нито Бесарабия, нито Добруджа не могат да се помирят с режима, който им е наложен, който ги утнетява и сжсипва.

Хърватския въпрос, в Югославия, най-сетне се прояви в своята пълна широта, особено след убийството на радикалистите в сред Скупщината и отдаването на хърватските депутати. След кабинета на Вукичевич, тоя на поп Грошец бе принуден да си подаде оставката. Той отказа да погледне право в очите действителността, да видоизмени централистичния устав и да даде на всека от националностите необходимите свободи. Против Сърбия се опълчват Хърватско, Словения, Черна-Гора, Босна, с цел ред искания, повече или по-малко дължни, но федерализма ще сломи царската държава, ако тая последната не отстъпи.

В Бжлгария, диктатурата на Ляпчев се управлява от комунистичните Михайловици, които са в борба с Протогеровистите. Разделени между три държави — Бжлгария, Югославия и Гърция — македонците претендират за своята национална свобода. Те ще я постигнат обаче, само тогава, когато се отхървят най-напред от бандите, които ги експлоатират в полза на бжлгарската буржуазия.

И тъй, всека една от балканските държави се разяжда от ферментацията на нейните народи, от социалните конфликти, които са неразривно свързани с националните. Всека балканска държава, която търпи влиянието на една от великите сили, рискува да бъде въвлечена в един широк конфликт на континента.

Само едно разрешение следва от това изложение, а именно: балканските народи, тоя на Албания, Ромжния, Хърватско, Бжлгария, Македония, ще намалят своята вътрешна свобода и външна независимост само в една широка Републиканска Федерация, която ще даде пълно право на работниците и селяните. Тая Федерация ще бъде въпрочем един елемент на организирана стабилност в настояща Европа, където въоръжените империализми се перчат едни срещу други.

Пол Луи

Общата гладна стачка на политическите затворници в Бжлгария

Вместо да даде политическа амнистия, терористическото правителство на Ляпчев отговори на все по нарастващото движение за амнистия с една маневра на помилвания. По отношение на чужбина, където симпатиите за амнистия в Бжлгария често биват манифестирани, БТА разпространи лажата за «новогодишна амнистия» в Бжлгария. Наистина, за помилване беха представени 195 затворници, между които 60 осъдени по ЗД, т. е., политически затворници, при положението когато в Бжлгария има не по-малко от 1200 политически затворници. При това, от 60 политически затворници само 10 се помилват напълно и би трябвало да бъдат пуснати на свобода, а на останалите 50 е намалено наказанието; при криминалните затворници положението е обратно.

Политическите затворници реагираха веднага против тая маневра на правителството, като единодушно и най-решително се отказаха от помилванията. Така, сжгласно едно съобщение на правителствения «Зора», политическите затворници от Софийския централен затвор, повече от 150 души, са донесли по отделно и писмено своя отказ за помилване на Дирекцията на затвора, а само 2—3 не сторили това и били веднага представени за помилване. В другите затвори, като например, Окржния затвор в Тжрново, бе провзгласена гладна стачка в знак на протест против маневрата с помилванията. Гладната стачка се разпространи на 27. XII м. г. спонтанно в всички затвори. На 27 с. м. писа в «Пладне», ежедневици на Земл. сжюз, че повече от 800 политически

затворници се намират в гладна стачка и че предстои една обща гладна стачка на всички политически затворници. Това съобщение бе на следния ден потвърдено от работническата и синдикална преса.

Правителствената и тая на тѣй наречената легална опозиционна преса, заедно с социал-демократическата преса, премълчаха и до днес тоя силен и тревожен протест на политическите затворници, който бе протелеграфиран дори от чуждестранните телеграфни агенции.

Така избухна общата гладна стачка, като протест против правителствената маневра на помилвания и против отпаза на правителството да постави на разглеждане внесения от 1½ година от Работническата партия и Земледелския съюз законопроект за амнистия.

Въпроса за незабавна и пълна, безусловна политическа амнистия, е станал в България едно народно искане. От години вече се силят до правителствените органи писмени молби и апели с хиляди подписи, често подписани от жителите на цели села, от членове на цели градски общински съвети (Враца, Фердинанд), за пълна и безусловна политическа амнистия. Въпреки правителствените преследвания, това протестно движение се разширява непрестанно и прие една трайна организационна форма. Така преди 1½ година беха образувани в ред градове **общограждански комитети за амнистия**; ядката на тия комитети са жени — майки и близки на политическите затворници и емигранти, с представители на работнически и селски организации (партия, мл. съюз, синдикати) и от други опозиционни партии.

През последните месеци, тези общограждански комитети устройоха публична кампания за амнистия. Устроени беха на много места събрания за амнистия, по случай започването на сесията на Народното събрание 25. XI. 1928 г. (Напр. София, Варна, Русе, Дупница).

Забележително за силата на движението за амнистия е събранието в Русе, където представители на опозиционни буржуазни партии, са се видели принудени да се обявят за пълна и незабавна амнистия.

Дебати по амнистията имаше и в парламента, особено при отговора на тронното слово. На Ляпчев се удаде да отхвърли искането на Земл. съюз и Соц. демокр. парламентарна група за амнистия, като им даде голи обещания, а депутата от Работн. партия — Авр. Стоянов, бе изключен за 3 заседания, заради неговото енергично застъпване за амнистията. Заради това, той бе и заплашен от м-ра на правосъдието Кулев, че ще бъде изпратен в затвора и не много след това той бе наистина арестуван.

В навечерието на общата гладна стачка на политическите затворници, в София бе устроена демонстрация на 27. XII. 1928 г. Тя бе устроена от делегати на целата страна, съгласно правителствените вестници — от 15 окръга. Тя бе най-високия пункт на развиващата се от месеци насам, под

знака на терора и преследванията, кампания за амнистия и против белия терор. Делегациите разпространяваха позиви за амнистия и протести против непрестанните арести, против заплашванията за разтуряне на класовите организации на работническото (РП, РМС и НРПС).

Демонстрантите делегати и др. беха разгонени от полицията, мнозина беха арестувани, между които 28 души делегати от провинцията.

На следния ден избухна гладната стачка на политическите затворници. Становището на политическите партии в страната по отношение на въпроса за амнистията, е следното: легалната буржуазна опозиция, заедно с широките социалисти, са принудени да правят концесия на силното народно движение за амнистия и се изказват за нея. Техното държане обаче, е неконсеквентно и демагогско. До като целия трудов народ, от градове и села, иска заедно с РП, и начело с нелегалната БКП (т. с.), една пълна и безусловна амнистия, ЗС се колебае при издигането и защитата на това искане. Така, земледелците са против емигриралите в странство работнически и земеделски водачи. А широките искат, по един чисто езуитски начин, една «доста широка» (а не пълна!) амнистия, както се изрази в парламента Я. Сакъзов. В всеки случай, легалната и дребнобуржуазна опозиция, е за една амнистия — непълна и безусловна — като една «държавна необходимост», за успокояване на страната.

Правителствената партия все още отхвърля амнистията. Само от време на време, под натиска на широкото народно движение за амнистия и за отхвърляне на опозиционните законопроекти за амнистия — заявява, че се занимава с изработка на собствен законопроект (Последните изявления на Ляпчев). Аргументите на правителството против амнистията са следните: От 1923 г. до сега, били дадени 6 амнистии от правителството. (Изключително за палачите и правителствените привърженици. Д. И.) Техните резултати не били унищожаване, а оживяване на «конспирацията», т. е., на БКП (т. с.) и на легалните класови работнически организации. Затова правителството предпочитало помилванията пред амнистията. Както е известно, помилвани биват падналите духом, «покаяните сек», които са само единични случаи. Понеже политическите затворници не се отказват от своите политически убеждения и при различни случаи демонстрират непреклонната си воля за борба (1 май, гладна стачка, отказване от помилване, искане на амнистия и пр.), правителството заявява на буржуазната опозиция, че една нова амнистия не била една «държавна необходимост», а по-скоро една държавна опасност.

Най-употребявания и най-долния аргумент на правителството е, че вече немало политически затворници, а в затворите останали само престъпници, убийци и пр. Ние предаваме следната таблица за опровержение на правителствената лъжа — плод на класова умраза.

| № по ред | Окръжен затвор | Число на затворниците | Осждени на смърт | Осждени до живот | Число на общия сбор години | Работници и селяни | Интелектуалци | Жени | Женени с деца | Младежи |
|----------|--------------------------------|-----------------------|------------------|------------------|----------------------------|--------------------|---------------|------|---------------|---------|
| 1 | Варна | 25 | 17 | — | 65 | 15 | 10 | — | 14 | 1 |
| 2 | Видин | 21 | 6 | 1 | 95½ | 13 | 8 | — | 7 | 4 |
| 3 | Пловдив | 92 | 25 | 5 | 242 | 75 | 17 | 11 | 30 | 7 |
| 4 | Сливен | 122 | 2 | 69 | 537 | 96 | 26 | 6 | 48 | 16 |
| 5 | София | 148 | 39 | 8 | 548 | 115 | 33 | 6 | 46 | 10 |
| 6 | Т. Пазарджик | 69 | 4 | 1 | 494½ | 58 | 11 | — | 46 | 9 |
| 7 | Хасково | 41 | 11 | — | 176 | 31 | 10 | — | 27 | — |
| 8 | Враца | 63 | 4 | 20 | 385½ | 33 | 30 | — | 27 | 18 |
| 9 | Ловеч | 37 | 4 | 1 | 168 | 34 | 3 | 3 | 9 | — |
| 10 | Ст. Загора | 21 | — | 4 | 116 | 19 | 2 | — | 7 | — |
| 11 | Кюстендил | 16 | — | — | 93½ | 14 | 2 | — | 12 | — |
| 12 | Русе | 15 | — | — | 112½ | 10 | 5 | — | 8 | 1 |
| 13 | Шумен | 12 | 7 | 1 | 47½ | 10 | 2 | — | ? | — |
| 14 | Плевен | 9 | 2 | — | 56½ | 6 | 3 | — | 2 | 2 |
| 15 | В. Търново | 21 | — | 4 | 180 | 11 | 10 | 1 | 4 | 5 |
| 16 | Севлиево | 12 | — | — | 98 | 7 | 5 | — | 1 | 2 |
| 17 | В още 6 окр. затвори | 400 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | Всичко | 1124 | 121 | 114 | 3415½ | 547 | 177 | 27 | 288 | 75 |

Това е статистиката не на всичките политически затворници, която за сега имаме на ръка.

Ние вече няколко пъти описахме черния режим, на който са подложени политическите затворници. Тоя режим е по-лош от тоя на криминалните. Четене на вестници е

забранено, кореспонденцията и посещенията най-често се отнемат, по дисциплинарно наказание. С една дума, режима е една система за физическо и политическо унищожение на политическите затворници. Числото на смъртните случаи се увеличава. София 2, Сливен 4, Хасково 3 и пр. Болшинството от политическите затворници лежат вече 3, 4 и 5

години. Целата жестокост на правителството се познава най-добре в забраната на подпомагане на политическите затворници и близките им. Тази интернационална пролетарска солидарност, която и драконовския ЗЗД не е предвидил, се забранява.

Преди няколко дни, Ляпчев произнесе една «голема» политическа реч против РП и НРПС. Като «аргументи» за техната «терористическа» и противодържавна политика, Ляпчев прочел няколко писма на МОП'а до политически затвор-

ници в България. С това, той целеше да спласи буржуазните и дребнобуржуазни партии и да прави диверсии за амнистията.

Очаква се, че общата гладна стачка на политическите затворници в България — вика на живопогребаните! — ще бъде подкрепена от интернационалния пролетариат с едно силно протестно движение, с искане на незабавна и пълна, безусловна амнистия и отменяване на ЗЗД.

Д. Иванов

Протестния шум в Германия против кървавите палачи в България

Кореспонденция от Берлин

Още е пресно масилото на многобройните протестни телеграми и резолюции, които работническа, демократическа, пасифистическа и културна Германия изпрати до сега против господствующия в България кървав фашистки терор и **стоим вече под знака на един нов протестен шум**. Последната вест за общата гладна стачка в българските затвори дойде да даде нов още по-могътен тласък на и без това широкото и силно протестно движение. 1200 политически затворници, обречени на неминуема смърт, доброволно се обричат на гладна смърт за да изразят своя протест против режима на който са подложени те и българския народ и за да подкрепят неговата решителна и самоотвержена борба за пълна и безусловна амнистия на всички жертви на терора и за събарянето на изключителния режим.

Втори път вече под Ляпчевия кървав режим в българските затвори се обявява обща гладна стачка от политическите затворници. Опитва да бъдат заблудени народните маси в България и общественото мнение в чужбина с мошенически игри на «амнистия» и помилвания, пропадна жалко. Пламенния протест на живопогребаните в влажните зандани жертви на фашисткия режим, разкъса старателно и избилно платената мъгла и заблуда, която официална кървава България се опитваше, след идването на Ляпчева на власт, да разпространи в чужбина и специално в Германия. Не ще помогнат богатите субсидии от тайните фондове и купените с тех продажни пера. Колкото по-безсрамно се опитва да лже опозорената и кървава българска власт чуждото общественото мнение, толкова по-големо е възмущението, толкова по-решителен е протеста, толкова по-безгранична е и ще бъде всеобщата погнуса на широкото общественото мнение в чужбина и специално в Германия.

В това ще имат случай да се убедят не само българското правителство и неговите постоянни агенти в чужбина, но и неговата официална делегация, която е вече на път за Берлин. Обстоятелството, че фашистка България е готова да плаща щедро за сметка на ограбения кървав пот на българския народ, за да удовлетвори претенциите на Дисконто Гезелшафт, нема да подкупи ничия съвест. Дори тия, които ще използват случая, за да получат удовлетворение на своите «претенции», ще разберат, че джелатите и продажните юди на нашия народ, са вътрешно и международно изолирани от широкото общественото мнение и всеобщо презирани и ненавиждани.

Само в течение на последните две седмици са изпратени няколко десетки протести. И техното число непрекъснато расте. Протестират не само пролетарските милионни маси и техните организации. Протестират не само многобройните български народни студенти, политическите емигранти и множество други български граждани, намиращи се в Германия. Протестират широки обществени среди от най-различни идейни направления. Само в последните четири дена, от 7 до 10 януари, са изпратени девет протестни телеграми, под които стоят имената на най-видни представители на науката, изкуството, политиката, които олицетворяват културната съвест на Германия. В тия четири дни повече от 150 такива хора издигнаха своя пламенен протест против кървавите палачи на българския народ, подкрепиха неговата борба и издигнаха високо своя глас в защита на неговата свещенна кауза.

Многобройни професори, писатели, журналисти, адвокати, съдии, артисти, дори бивши генерали, попове, епископи и др., с международна и общогерманска известност, протестираха от името на хиляди свои приятели и единомишленици. Под протестите стоят подписите на ред организации с много-

бройни членове: Лигата за защита правата на човека, Пасифистически организации, Червената помощ, Международната работническа помощ, многобройни студентски организации и съюзи и др. Движението тепърва расте и в скоро време под протестите ще бъдат събрани хиляди, дори десетки хиляди индивидуални подписи. В тоя момент, едва в началото на тоя протестен шум, има събрани повече от 3,000 подписа. И техното значение е толкова по-големо, като се има пред вид, колко е заето тукашното общественото мнение с вътрешните и външните германски въпроси и колко още други протестни акции, кръжосват протестната българска кампания. В числото на развълнуваните широки и най-разнообразни обществени среди влиза **цела 100-хилядна организирана армия от германски работници и интелектуалци, които са поели шефството над 22 български затвори.**

В една следующа статия, ние ще публикуваме имена и документи по тази небивала до днес по своите размери и сила протестна вълна против кървавите злодеяния и против безумното по своята безсмислена кървава жестокост господство на побесенелия български фашизъм.

Истината, страшната и жестока истина, за кървавата и позорна Ляпчева стовористка епоха, проникна на широко и дълбоко в еред най-широките и разнообразни обществени слоеве на културна Германия. Тя възбуди умовете, възмути обществената съвест, мобилизира протеста на стотици хиляди германски граждани и тури в движение, за защита и помощ на героичния български народ, невиждани до днес, в една протестна кампания, маси. Значението на тоя факт още не може да се оцени. **Но ще го почувствува кървавата фашистка реакция в България. Ще го почувствуват българските народни маси. Ще сплотят те с нова сила своите борчески легиони, окуражени от блестящия пример на международна и общочовешка солидарност, който дава културна и пролетарска Германия. Тоя пример ще събуди подражание и в другите културни страни. По този начин, той придобива още по-широко, още по-международно значение. Дълг е на всички прогресивни български граждани, намиращи се в чужбина, да се присъединят към този протестен шум на международната обществена съвест и да измийт кървавия позор, който стои над страната и народа ни с факта на съществуването на сегашния режим! Срам и позор е те да отсъствуват в тоя исторически момент от редовете на това широко протестно движение на чуждия културен свет!**

Истината върху кървавата Ляпчева епоха, върху позорното кърваво господство на Сговора, марширува! Марширува истината върху самопожертвувателната героична борба на целия български народ против този чудовищен режим, който превърна страната ни в «юдол печали и сълзи» и скърцане на зъби, който я превърна в руини и гробища. Света вече гледа не с него удивление това що става вътре. Повече от всеки други път, в своето възмущение и погнуса, той е раздвижен и участвува активно на страната на борящия се народ. Равнение до предните в борбата — ето девиза в сегашния момент на вътрешната и международна борба против фашизма и белия терор в България! И понеже неговото кърваво господство е не само вътрешна опасност за мирното развитие на нашата страна и народа ни, а и една опасност за балканския и международен мир, което нещо прекрасно разбира и разбира чуждия културен свет и международната работническа класа, затова с толкова по-голям напор ще продължи техният натиск върху реакцията в България. И тя ще се огъне. Това огъване трябва да бъде превърнато в началото на нейния безславен и позорен край.

Г. Ардов

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVEVE NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Ahmed bej Zogolli i gjykuar prej ministrit të tij

Këtu e ka kohë më parë Z. Faik bej Konitza, Ministri Fuqiplotë i Lartmadhniis Së Tij në Washington, ka deklaruar në Tiranë se A. Zogolli është Skenderbeu Nr. 2!

Skenderbeu i cili 25 vjet me radhë e mprojti independencën e vëndit tij kundër sulltanëve, quhet, prej popullit shqipëtar, si heroj i math kombëtar. Pra, ay që e zbret këtë hero në radhën e mbretit-karagjioz të Tiranës, e shpie paturpësinë edhe më lark se ç'i ka hije një beu, qoftë edhe Ministri i Zogollit.

Ky mejtëm i beut të Konitzës mbi beun e Matit, s'është shumë i vjetër. Nj'a katër vjet më parë, ministri i tanishëm i Washingtonit, i cili ahëre ish vetëm një gazetar pak' a shumë i ndershëm, kish një mejtëm pakëz të ndryshëm nga ay i sotmi, mi tiranin grotesk të Tiranës. Urdhëroni dhe gjykoni: „Ahmed bej Zogolli është një spiun vullgar i Jugoslavisë dhe tani i vjen vërdalle bakshishit t'Italisë. Ka vjedhur të hollat e Shtetit, ka rrëmbyer pasuritë e botës, ka vënë të vrasin kundërshtarët e tij politikë, ka bërë krime komune, jo politike, ka mbrojtur kusarët, ka lëftuar alfabetin „kaur“ dhe ka emëruar hafijet si përfaqësonjës diplomatikë dhe konsullarë“.

Ja, portreti autentik i Skenderbeut II, i bërë prej ministrit të tij në Washington. Kur tha Faik beu se Zogolli do të hynte në shërbim të Italisë, ishte i sigurt se nukë gabohej: e njihte mirë mikun e tij. Kishish harruar vetëm të shtojë se edhe ay vetë do të hynte në shërbim të Zogollit edhe do të bëhej një nga ata përfaqësonjës diplomatikë me famë.

Z. Faik bej Konitza është beu më me kulture dhe më seriozi (me nder me thënë) i Shqipërisë. Mereni me mënt se ç'janë të tierët.

Lartmdhniya e Tij, mbreti i Shqipëtarëve, në fjalën e thronit që mbajti këtu e pak kohë më parë, premtuj, si pas zakonit, shumë reforma dhe theksoj me veçan çështjen e reformës agrare të cilën do t'a bëjë për së shpejti... Premtimet e L. M. T. s'bëjnë shumë para; edhe ay vetë, shumë herë, s'di se ç' thotë. Po fakti që „mbreti“ e ndjen nevojën të bëjë fjalë mi reformën agrare, tregon se ideja e reformës agrare është bërë popullore në Shqipëri.

Katundaria shqipëtare, situata ekonomike e së cilës është tragjike, mund të bëhet fort e rëzikëshme për bejlerët. E ka treguar një herë se ç' është e zonja të bëjë, më 1914. Prandaj, bejlerët të cilët prova e jetës i ka bërë të urtë, po perpiqen tani të gjejnë donjë farë maryafti që t'a ndalojnë fatkeqësinë që po u turret; po duan që ky marifet të mos u kostojë as gjë! Një bej që mund të quhet si ideologu i kllasës së tij, çpifi një formulë të mirë e cila do t'u vijë për hesap të gjithëve. „Duhet, thotë, t'a ndreqim punën me një mënyrë që t'i pajtojmë interesat e Shtetit, të pronarëve dhe të bujqëvë!“ Kështu! Me këtë mënyrë bejlerët kanë shpresë t'i gënejnë „bujqët e zinj“ dhe t'u çkëputin nga duart revolucionarëve një armë shumë të rëzikëshme.

Të thomi të drejten, bejlerët tanë s'janë shumë të squar. Dorë për dorë, A Zogolli po ë bën reformën agrare pas mënyrës së tij. U-bë zot i çifligjiëve të Shtetit në fushën, piellorë të Myzeqesë. Qët' a regullosh mirë se vapin, nis nga vetja jote, thonël qrentë.

Pagani.

Pak fjalë mi situatën ekonomike të Shqipërisë

Populli i Shqipërisë mirët kryesisht me bujqësi dhe me ritjen e bagëtisë; këto munt të themi që janë të vetëmat pasurira të çfrutuara n'atë vënt. Ka dhe pasurira nënë faqen e dheut: si naftë, qymyr, hekur, bakër etj., po s'mundet edhe të dihet gjer në ç' masë këto ndodhen se ky soj pasurie s'është akoma i çfrutuar ose i studiuar mirë. Shqipëria ka dhe pyje po dhe këto s'janë më tepër të çfrutuara nga shkaku i mungësës se komunikatave.

Bujqësia

S'dihet tamam sa e madhe është siperfaqja e tokës që munt të punohet në Shqipëri, më që statistika s'ka. Po me përjashtimin e viseve malësore, siperfaqja që ndodhet është tepër e vogeluar prej kënetave që dëmtojnë shumë fusha. Fushat pjellore gjenden pothuaj të tëra në duart e bejlerëve ose të Shtetit, të cilët i punojnë tokat e tyre me anën e bujqëve skllavë. Dhe kjo mënyrë feudale çfrutimi është ndalimi më serioz për një të ardhur të mirë. Punimi i dheut bëhet me mënyrën arkaike: traktorët dhe veglat e tjera moderne janë fare të pa njohura atje. Kështu që Shqipëria s'ka mjaft sa për vete nga produktet e bujqësisë. Shpesh bereqeti del i keq — siç po ngjet këtë mot — dhe pra duhet të importohet grurë e misër.

Më tharrjen e kënetave dhe me një sistem për vaditje, si dhe me modernisimin e methodës së punimit, Shqipëria do të mundë të ketë një të ardhur bujqësore shumë të mirë, do të arrijë të ketë dhe një eksportim me rëndësi.

Në Shqipëri produkohet gruri, misri, thekri elbi dhe duhani, po bagëtia jep pjesën më të madhe të eksportimit të Shqipërisë.

Importet dhe eksportet

Këtu poshtë po japim një radhua të importeve dhe të eksporteve të Shqipërisë, për të pesë vitet e kaluara, të bëra hesap me mijë franga ari.

| | Importet | Eksportet |
|---------|----------|-----------|
| Më 1923 | 23.400 | 8.100 |
| 1924 | 20.500 | 12.300 |
| 1925 | 21.800 | 17.100 |

| | Importet | Eksportet |
|---------|----------|-----------|
| Më 1926 | 24.800 | 12.000 |
| 1927 | 24.800 | 11.200 |

Duke marrë ndër sy që këtë mot bereqeti s'dolli mirë, duhet të presim që për 1928-ën të hipin lart importacionet kurse pir eksportet s'ka asnjë arsye përse të shtohen.

Sëndet kryesore t'importuara më 1927 janë:

| | |
|----------------------------|-------|
| Sheqer, kafë, etj. | 3.600 |
| Oris dhe miell | 1.300 |
| Tesha prej pambuku e leshi | 8.000 |
| Mashina dhe vegla mekanike | 1.000 |
| Sënde prej metali | 1.800 |
| Vaj-guri, benzin | 2.000 |

Sëndet kryesore t'eksportuara më 1927 janë:

| | |
|------------------|-------|
| Bagëti të gjallë | 1.000 |
| Djathë, gjalpë | 2.500 |
| Lesh | 700 |
| Lëkurë | 1.500 |
| Vezë | 1.000 |
| Misër | 700 |

Kusuri i sumës s'eksportuar përmbushet prej duhanit, ullirit, sëndeve për ngjyrë, frutave dhe të tjera.

Si do të shihet, eksportet nuk përfaqësojnë as gjysmën e sumës s'importeve, dhe këndonjësi pa fjalë do të dojë të dijë me ç'mënyrë balancohet diferenca. Gjer tani kjo diferencë është mbuluar prej parasë të dërguar prej emigrantëve famijeve të tyre në Shqipëri.

Kryesisht nga shkaku i sistemit ekonomik feodal të Shqipërisë, qindra mijë Shqiptarë kanë lënë vëndin e tyre dhe kanë emigruar në vise të tjera për të fituar bukën. Janë të përndare në Turqi, në vise të Europës, në Amerikë, Australi e gjetkë. Një pjesë e madhe prej syresh vazhdojnë të kujdesën për familjet që kanë mbetur në Shqipëri të cilevë u dërgojnë regullisht parë.

Nër shtetet që bëjnë tregëti me Shqipërinë, Italia është më e para: 60% importeve dhe të eksporteve të Shqipërisë behen me Italinë.

Industria

Nga shkaku i popullatës së pakët që ka Shqipëria, dhe nga shituata politike që e ve nënë Italinë, industria s' mund të çvillohet. Noshta që në të arhmen, po të jetë se pasuritë nënë faqen e dheut kanë një rëndësi të madhe, do të jetë e mundur të çvillohet një industri e rënde, po dhe ajo do të ndodhet në duart' e të huajve. Po në këto kohë të sotme Shqipëria s' ka veç disa fabrika cigaretash dhe mullinj me motore.

Shoqëritë anonime

Kapitalet në Shqipëri s' janë të organizuara; dhe s' mund të kenë një rëndësi të madhe. Jo më shpejt se 1924 nisën të krijohej shoqëria anonime. Gjer më sot zor është të gjenen më tepër se nonja dhjetë shoqëria anonime shqipëtare. Dhe prej këtyre të paka janë të themeluara për të çvilluar pasurin' e vërtetë të vendit; më të shumat janë themeluar me qëllim spekulacioni, për shëmbëll: për të çfrutuar koncesione të dhënë partisanëve të regjimit dhe të favorizuarve prej guvernës me masa administrative dhe doganore.

Tani është bërë çeshtje dhe për hapjen e një banke tregëtare me anën e kapitaleve shqipëtare.

Po të gjitha këto shoqëria që përmëntmë, të themeluara me kapitale shqipëtare janë të destinuara shpejt a von të bien në duart e institutës financiale italiane të quajtur Banka Kombëtare e Shqipërisë.

Banka Kombëtare e Shqipërisë

U-themelua prej një grupi financiar italian. Në atë marin pjesë shumë banka italiane nënë drejtimin e bankës Credito Italiano, si dhe Banka Commerciale e Baslës në Svicër, Banka Belge pour l' Etranger dhe dy banka jugosllave. Shumica ab-

solute e aksioneve ndodhet në duart' e grupit italian, e pra Banka Kombëtare e Shqipërisë munt të quhet një degë e Credito Italiano-s.

Banka Kombëtare është një bankë emicioni që ka plot privilegje.

U-themelua me një kapital nominal prej 12,500.000 frangash ari, por gjer në krye të këtij moti s' kish derdhur më tepër se 3,837.500 franga ari.

Kjo bankë ka vënë në qarkëllim 6,500.000 franga ari kartë-monedhe. E vetemia punë e bankës gjer më sot ka qënë të mbledhe arin dhe çeket prej dollarësh që ndodhen në Shqipëri, t' i eksportoje dhe si çkëmbim t' u japë Shqipëtarëve kartën e saj. Për çvillimin e tregëtisë gjer më sot s' ka huajtur më tepër se 300.000 franga.

Banka Kombëtare e Shqipërisë është instituta e hajdutllëkut më të math.

Svea (shoqëria për çvillimin ekonomik të Shqipërisë) është një tjetër institutë italiane që i jep Shtetit hua prej ere dhe mer fajde dhe çpagim të vertetë. Ajo ka të drejtën të preferohet për ndërtimin e urave, udhëve, limaneve, për tharjen e kënetave etj.

Banka Kombëtare e Shqipërisë dhe Svea janë dy shoqëria me emra të ndryshme, mirpo në të vërtetë është po ay grupi financiar i cili i ka kombinuar për të marë fitime të mëdha duke harxhuar pothua hiç. Këto të dyja kanë qënë avant-garda e penetrimit paqësor italian në Shqipëri dhe e skllavërimit të popullit shqiptar.

Në Shqipëri ka dhe të tjera shoqëria të mëdha të huaja që kanë marë koncesione për të çfrutuar pasurinë nënë faqen e dheut të Shqipërisë, po puna e tyre s' ka patur akoma perfundime positive.

Paris

A. Devolli

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Ο ΒΕΝΙΖΕΛΙΣΜΟΣ ΣΤΟ ΕΡΓΟ

Ποιός λαός θα πάμει ποτέ μεγαλύτερες θυσίες για την ελευθερία

Ποιός λαός προδόθηκε περισσότερο

Σαιν Ζόσι στὸ Κορνὸν 27. XII. 1792

Ἄστυνομοί τῆς Κορίνθου. Χιλιάδες δυστυχῶν πλανοῦνται στοὺς δρόμους, ἡ ζῆμια εἶναι ἀνυπολόγητη. Ἡ ὑποστήριξη τῆς Ἐργατικῆς Βοήθειας ὅμως ἀποκρούεται ἢ Ἑλλάς φροντίζει μόνη διὰ τὰ τέκνα της. Ἐνα μεγάλο ποσοῦ χρησιμεύεται γιὰ τοὺς ζημιοθέντας. Ὁ πρόεδρος τῆς ιδιοκτητῶν Καραμπετσόρης φέρνει ἀντίσταση στὴν πληρωμὴ. Οἱ Μάζες κάμουν διαδήλωση. Μαῦρες σημαῖες κυματίζουν ἐπὶ κεφαλῆς; Εἶναι τὸ πένθος γιὰ τὰ θύματα τοῦ σεισμοῦ, εἶναι τὸ πένθος γιὰ τὴν ἔλλειπὴ ἀλληλεγγύῃ ἀπέναντι ἀπελπισμένων συμπατριωτῶν; Μπρὸς στὸ σπῆτι τοῦ ἐχθροῦ γίνεται συμπλοκή. Ἀστυνομία καὶ στρατὸς εἶναι ἐτοιμοὶ νὰ «βοηθήσουν» τοὺς διαδηλωτὲς κατὰ βενιζελικὸ τρόπο. Μὲ τὰ ὄπλα κτυπᾶν τὶς ἀγυπεράσπιστες γυναῖκες. Τὸ πλῆθος ὅμως δὲν τρέπεται εἰς φυγὴν. Μιά χάλαζα ἀπὸ πέτρες εἶναι ἡ ἀπάντησις, «5 πολῖτες καὶ 3 ἀξίωματικοὶ πληγῶθησαν» ὅπως πληροφοροῦν οἱ ἐπίσημες πειγες. Ἡ ἀστυνομία βρῆκε δουλειά. Ἡ δουλειὰ τῆς σολδατέσκας συνεχίζεται ἀπὸ τὰ ἀνιχνευτικὰ σκυλλιά τῆς ἀστυνομίας. Ἀρχίζει τὸ κυνήγι γιὰ τοὺς «πρωταιτίους». Οἱ μάζες τῆς Κορίνθου ποῦ νικήθησαν μὲ κτηνώδη βία ζαῖρουν ἕνα πράγμα ὅμως: Στις 14 ἰανουαρίου θὰ μοιρασθοῦν 4 ἑκατομμύρια δραχμὲς στοὺς δεινοπαθοῦντες. Δὲν εἶναι ἀρκετὰ, χάρις ὅμως τὴν διαδήλωση δὲν θὰ ἐπετύχαιναν τίποτε.

Μὲ τὸ ὄπλο τῆς ἀστυνομικῆς τρομοκρατίας δὲν μπορεῖ κανεὶς νὰ γίνεαι κύριος τῆς οἰκονομικῆς κρίσης. Ὁ Βενιζέλος ὁ «φιλεργάτης» ἔχει ἄλλη γνώμη. Ἀκόμη πρὶν ἀπὸ τῆς ἐκλογῆς γιὰ τὴν Γερουσία θέλει νὰ εἰσέλθει θριαμβευτικὰ τόσο στὰ παλιὰ ὅσο καὶ στὰ νέα μέρη, σὰν ἄνθρωπος τῆς «σιδηρᾶς πυγμῆς». Στὸ Στρατονική ἐπετέθη ἡ ἀστυνομία στοὺς ἀπεργοὺς καὶ ἐπὶ τῆ εὐκαιρία ἐπλήρωσε καμπόσοις. 17 καπιεργάτες καταδικάστηκαν εἰς τὴν Καβάλλα εἰς 3 μῆκες φυλακῆς, μὲ τὸν λόγο τῆς κυβέρνησης παραμερίζονται οἱ διαφορῆς γιὰ τὸ μεροκάματο. Ἡ ἀεργία ἀνεβαίνει, σ' ὄλο τὸν κλάδο ἐπισιτισμοῦ ἐξεγείρονται οἱ ἐργάτες ἐνάντια στὸ τεχνικὸ λιγοςτεμα τῶν θέσεων, ἐνάντια στὸ ἀνέβασμα τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀέργων. Μόλις τὴν δευτέρη ἐβλομάδα τοῦ Ἰανουαρίου σκέπτονται νὰ πληρῶσουν τὴν ὑποστήριξη, καὶ ποιά ὑποστήριξη! Στὴν Θεσσαλονίκη ἔχουν ὀρίσει 15000 δραχμῆς γιὰ 2500 ἀέργους, δηλαδὴ 6 δραχμὲς στὸ άτομο. Μὲ αὐτὸ τὸ ποσοῦ πρέπει νὰ ζῆσις ἕνας δυστύχης μὲ τὴν οἰκογένεια του. Τὶ ζητᾷ ἡ ἀστυνομία τοὺς «πρωταιτίους» τῶν συνεχῶς ἐπαναλαμβανομένων «ἐξεγέρσεων», ἅς φέροι μπρὸς τὸ δικαστήριο τὰ κεφάλια τοῦ κράτους μας, τότε εἶναι ποῦ δὲν θὰ γελαστεῖ!

Δὲν ὑπάρχουν ὅμως χρήματα! Οἱ ὑπάλληλοι δὲν πέρνουν τὸν 13 μισθὸ καὶ οἱ διοτικῆς φέρμας ἀκολουθοῦν τὸ κρατικὴ παράδειγμα. Ἀν ἔρχονταν ἐστὶ μὴ ἀπεργίαν τῶν σιδηροδρομικῶν, ἅς φέροι μπρὸς τὸ «Πενταμελὲς γραφεῖο» ἢ καμμιά ἄλλη ἐπαναστατικὴ ἀρχὴ, θὰ ἔπρεπε νὰ ἐξετάσουν τὰ ὑπάρχοντα μεροκέματα

قرالقدر. فقط مصر اتمکنک کیلوسی بش له قادر. مملکتک ملی بانقه سی ای تالیا بانقه سی در. حکومت قشله لری ای تالیا ضابطه لرله دولدر. کوپله، قصبه لر، ملی تشکیلات هپ ای تالیا فاجیتست تشکیلاتلری امری آلتنده در. مملکتک ویرکوری آرتمشدر. اوتده نبری ای تالیان اجته لیکله نظر ملتده احاتله محکوم اولان ساتیلش آداملر راس کرده در. و بوکون ناموسلی عد اولمقده در. آرانؤد ملتپرورلر زوغوی احتراص ایله کیزلی پروغرام ایله چالیشمی ایستهدیکندن احاتله اتهام ایتمشدر. بو حقیقت ثابت اولدی. زوج ضمیرنده سنه لرله کیزله دیکی غایه سنه صیرمه تاجی آله ایمک ایچون، مستقل بر مملکتی آسیریا پیدی. پریشان ایندی. اوکا یالکر قرالمق لازم مش. ایسته آرانؤد تاریخده: بر صیرمه لی قالیباغه بر مملکت فدا ایدن بر جاهل آرانؤد دوری دیو یازیله حق بر دورا . . .

شار

پارس

اصناف و ملتله برابر اوطورر. مصاحبه ایلدردی. بو قدر معظم بر انقلابی یاپان آرانؤد ملتی حقیقتیه مستقل بر حکومته مالک اییدی. فقط قومشورلی، صربلر، بو موفقیتله قارشلی دایما پاراسیله ائتقیقه سیله فساد یاپماقدن کری قالمیوردی. حرص و احتیاضان بسلمه کی ییلدی. او وقته قدر ملتپرور پارتی ایله برابر چالیشاندردن بر تاجی. ملتپرور پارتیدن آیرمغه موفق اولدی. مملکتی صرب پارتیسی یاپدی. صرب ویرانگیست قوتلریله تجیز ایتدی. معلوم اولان ۱۹۲۴ استیلاسی یاپدی. شمیدی قرالی مملکتله حاکم طانتیوردی. مختصر زوج صربلر قوی کندیسلی کیزلی غایه سنه دوغری ایصال ایده میه چکنی آکلادی. درحال ای تالیا قوجا غنه آیلدی. بلا قید و شرط ای تالیایه مملکتی پیشکش ایندی. ای تالیا اوکا بر صیرمه لی تاج طاقاسنه یاردم ایندی. ایسته مستقل، حر آرانؤد ق بوکون ای تالیا مالکانه سیدر. بر قرالقدر. اوانجه مملکتی صربو فیلر ایستلا ایتمشدی، شمیدی ایتلوفیلر. مودادادار. آرانؤد ق

γιά να βροῦν μόνοι τους τὴν ἀπάντησι. Ὡς ἐδὼ ὄμως! Δὲν ὑπάρχει ἔλλειψις χρημάτων! Ὁ προυπολογισμὸς δὲν ὑπουργίου τῶν ναυτικῶν ἀνέβηκε. Ἡ κυβέρνησις ἀπεφάσισε κατ' ἀρχὴν νὰ ἀνταποκριθῆι στὶς ἀπαιτήσεις τοῦ ναυτικοῦ ἐπιτελείου. Ὁ Βενιζέλος εὐαρεσθήθηκε νὰ παρακαθίσει, ὁ ἴδιος, στὴν συζήτησι τοῦ «ὑψηλοῦ συμβολίου». Οἱ ἐξοπλισμοὶ κατὰ θάλασσαν γίνονται πυρετωδῶς. Σὲ ὑπηρεσία ξένων, γιὰ θέλησι ξένων πρόκειται νὰ ξαναχυθῆι ἑλληνικὸν χρῆμα καὶ ἑλληνικὸν αἷμα στὴν πλάστιγκα τοῦ ἰμπεριαλισμοῦ. Ἡ ἀγγλο-γαλλικὴ συνενόησι κάμει καὶ στὸ ἑλληνικὸν ἔδαφος τὸ μεγάλο θαῦμα: Ἡ Ἑλλάς ἐξοπλίζεται ξανά, τὰ δάνεια λυώνουν, ὅπως τὸ χιόνι τὴν ἀνοιξι, στὰ χέρια τῶν πολεμικῶν λακέδων τοῦ ἰμπεριαλισμοῦ. Γιὰ τὴν ἐσωτερικὴ σταθεροποίησι ἰσχύουν καὶ οἱ προσπάθειαι τῶν ὑπουργῶν γύρω στὸ χρυσὸ μισχάρι. Οἱ νομάρχες πρόκειται νὰ γίνουν. «διαρκεῖς». Μιὰ ποῦ οἱ παράγοντες ἐξασκοῦν μόνη τους τὴν κυριαρχία, θέλουν νὰ στερεώσουν τὸ σύστημα. Ὁ ἀπὸ τὰ κάτω ἀνεξάρτητος νομάρχης πρόκειται νὰ ἐφωδιασθῆι μὲ εὐρύτερες ἀρμοδιότητες, χωρὶς φόβου ἀπολύσεως θὰ προκηρῆσι μὲ μεγαλύτερο μισθὸ. Ἀντὶ 8000 θὰ παίρνει εἰς τὸ ἔξῃς 10.000 δραχμῆς. Γι' αὐτὸ ἀνεβαίνει μαζὶ μὲ τὸν μισθὸ καὶ ἡ ἐξουσία τοῦ νομάρχου, ἐπειδὴ θὰ ἐκτελοῦνται ἐκ μέρους τῆς διοικήσεως καὶ δικαστικὰ ζητήματα. Τὴν στιγμὴν ποῦ σκέπτονται νὰ ἰδρῦσουν ἐπαρχιακὴν αὐτοδιοίκησι, τὴν στιγμὴν ποῦ κάμουν, ἂν καὶ πολὺ διστακτικὰ, τὰ πρῶτα βήματα πρὸς μιὰ μοντέρνα διοικητικὴ μεταρρύθμισι, φροντίζουσιν ὄμως καὶ γιὰ τὸ μέγα ἔργο τῆς γραφειοκρατίας,

Ὅταν ὁ Βενιζέλος θέλει νὰ λύσει κανένα ζήτημα, ἀκολουθεῖ θὰ ἴχνη τοῦ παρελθόντος. Ὁ Ζαβιτσιάνος μελετᾷ τὸ ἀντι-κομμουνιστικὸν τοῦ νομοσχέδιου.

Ἐξέχασε πρὸ πολλοῦ, ὅτι τὸ juste milieu ἀπετυχε ἐξ αἰτίας αὐτοῦ τοῦ ζητήματος.

Στὸ οἰκονομικὸν-πολιτικὸν ἐπίπεδο δὲν πάει καλλίτερα. Τὰ γαλλικὰ χρεῖα ἀνεγνωρίστηκαν σύμφωνοι μὲ τὴν παλαιὰ συμφωνία Καφαντάρη-Πουανκαρέ.

Γι' αὐτὸ, ὄμως δὲν κατορθώθηκε νὰ πείσουν τὸ γενικὸν συμβούλιον τῆς Κ.Τ.Ε. γιὰ τὸ μέγα ἔργο τοῦ τριμεροῦς δανείου. Οἱ προσφυγικὲς ὁμολογίαι ἐγίναν κτήμα τοῦ Χάρμπου. Ἡ Πάουερ μένει παντοδύναμη. Ὁ περίφημος Μεταξάς ἄφησε στὺς βενιζελικοὺς διαδόχους τὸν μιὰ καλὴ κληρονομία.

Πᾶς εἶχαν κάποτε ἐξεγερωθῆι ἐναλλάξ, σήμερον ἀκολουθοῦν τοὺς σκοποὺς του, καὶ ἡ ἀλλαγὴ τοῦ ρεύματος σὲ περισσότερα Βῶλι προξενεῖ θύματα, χωρὶς νὰ κουνιθῆι οὔτε ἕνας ἄνθρωπος. Τὸ σύμφωνο μὲ τὴν

Βουλγαρία γίνεται δεκτὸ, τὸ σύμφωνο τοῦ Καφαντάρη-Μόλλωφ, τὸ ὅποιο κάποτε χαρακτηρίστηκε ὡς ἐσχάτη προδοσία ἀπέναντι στὸν ἑλληνικὸν λαόν.

Παρ' ὅλα τὰ πειράματα γιὰ τὸν κατέβασμα τῶν τιμῶν, ἡ ἀκρίβεια ἀνεβαίνει. Ὅταν οἱ ὀρισμέναι τιμῆς δὲν ἀρμόζουν σὲ μιὰ ὁμάδα ἐμπόρων, τότε παύει ἡ παραγωγή, ὅπως οἱ ἀρτοποιοὶ γιὰ ἄσπρο ψωμί στὴν Θεσσαλονίκη. Ἐν τῷ μεταξύ μαζεύονται τὰ σκάνδαλα. Γιὰ τὴν ἀποκατάστασι τῶν προσφύγων στὸ Κιλκίς ὀρίστηκε ἕνας ἔλεγχος, ἡ δὲ ἀθώωσι τοῦ Πατρικίου ἐξασφαλίζει μὲν στὴν Δημοκρατικὴ Ἐνωσι ἕνα ὅπαδὸ, ὄχι ὅμως τὴν ἀσφάλεια τῆς δικαιοσύνης. Ἡ Ἐθνικὴ Τράπεζα ἀντίσταται ἐνάντια στὶς πολὺν τολμηρὰς προτάσεις τῆς κυβέρνησεως καὶ ὁ Βαρλαμίδης, διευθυντῆς τῆς Ἐθνικῆς τραπέζης εἶνει ὑποχρεωμένος νὰ ἀναγνωρίσει «ὅτι ὑπάρχουν ἐνίοτε οἰκονομικὲς δυσἀρεσκεῖαι». Ἐνα ἰδιαίτερον δυστύχημα γιὰ τὴν κυβέρνησι εἶνει ὅτι αὐτὲς οἱ δυσἀρεσκεῖαι ὀξύνονται ἕνα μῆνα πρὶν ἀπὸ τὶς γεροσιακὲς ἐκλογὰς. Οἱ συνέπειαι ὄμως δὲν ἀργοῦν νὰ ἔλθουν: Στὴν Δράμα διαμαρτύρηται μιὰ μαζικὴ συγκέντρωσι ἀπὸ 6000 χωριάτες ἐνάντια στὴν οἰκονομικὴ πολιτικὴ τῆς κυβέρνησεως. Τὰ πιὸ σίγουρα στηρίγματα ἀντίσταται. Πρόσφυγες καὶ χωριάτες ποὺ ἦταν κάποτε γιὰ τὴν κοινοβουλευτικὴν δίκτατοριάν, μαγευμένοι ἀπὸ τὶς βενιζελικὲς ὑποχρεώσεις, ἀρχίζουν νὰ βλέπουν τὴν ἀπάτη τους. Τὶ ἀφελει ὅταν ὁ ἀριθμὸς τῶν χῆροφυλάκων ἀνεβαίνει πάλι?

Τὰ ἰδιαίτερα δικαστήρια ἐνάντια τῶν κερδοσκοπῶν δὲν ἴσταν νὰ κρατηθῶν γιὰ τὸν κερδοσκοπὸν ἀποτελοῦν ἕνα κομμάτι τοῦ ἀγγραφου Συντάγματος. Ἐτσι δὲν θὰ εἶναι ποτε ἐτοιμοὶ μὲ τὶς συνέπειαι τῆς ἰδίας τῶν τακτικῆς, παρ' ὅλα τὸ ἀνέβασμα τοῦ ἀριθμοῦ τῶν Χηροφυλάκων. Πρὸς τὸ παρὸν ἀνεβαίνει ὁ ἀριθμὸς τῶν χηροσκοπιῶν καὶ τῶν ἐγκλημάτων. Ἀνεβαίνει ὁ ἀριθμὸς τῶν πρᾶξικοπημάτων, καὶ ἡ ἀβεβαιότης τῆς ζωῆς, καὶ ἡ ὑψηλὴ γραφειοκρατία εἶναι ἀκόμη ὑπερήφανη ὅτι τὸ 1928 μόνον 40 φόνου ἔλαβαν χώρα στὴν Ἑλληνικὴ Μακεδονία. Γιατὶ ὄμως συγχίζεται κανεὶς γιὰ ὅλα αὐτὰ πράγματα; Δὲν εἶναι οἱ Βαβάνης Ζόγας κτλ., δὲν ἦταν ὁ σκοτωμένος ληστὴς Χασσιῶνης ἡ ἐκφρασι τῆς ἀπελπισίας ποῦ ἐδημιούργησε ὁ Βενιζελισμὸς καὶ ἡ οἰκονομικὴ τοῦ πολιτικῆ; Τὸ ἄλυτο ἀγροτικὸν ζήτημα ἀπατεῖ λύσι. Ὁ βενιζελισμὸς δὲν εἶναι εἰς θέσι νὰ λύσει τελειωτικὰ κανένα ζήτημα. Ἡ τρομοκρατία τῶν παραγόντων ποὺ τὸν βοήθησε γιὰ νὰ ἔλθῃ στὴν ἐξουσίαν, μπορεῖ νὰ ἐπιφέρει τὴν καταστροφὴν του. Ἀκόμη πόσο θὰ μείνει ὁ Βενιζέλος στὸ ἔργο?

Μέλιγκος

بالتان فکده زانیونی

هر اون بش کونده انتشار ادر

بالتان اقلیتلرینک و مظلوم ملتلرینک مجموعه سیدر

بالعموم بالتان اسانلرینده باریلیمقده در

اولدیغی حالده وحدت ملیه تأسیس ایتمک، ملتی دره بکیرک تابعیتدن چقارارق حکومت تابعیتنه صوق ویرکولرک دره بکیرک آنبارینه دکل حکومت خزینه سته ویردیرمک، کولکلی عسکرینی بک، پاشا حسابنه دکل حکومت قشلالرینه سوق ایتمک، مکتبلرینی آچماق، مملکتک هر طرفی درین کولکلر براقان صرب، یونان پروپوغاندلرینه قارشلی ملی، لایتیک بر تدریسات پروغرامی چیزمک، پارلامنتوسنده ایشلرین اجنبی انتزیه لره قارشلی دوراق، مملکتک بر طاشنی اولسون هیچ بر اجنه بیک امتیازلره قونسه سیونلره مملکتک بورتنی صوقدیرماق لازمدی. ۱۹۲۴ سنه سنه قدر بوتون بو معظم ایشلرینده و وحدت ملیه، اسایش داخلیه و خارجی پولتیقه سنده ایراز ایتدیگی فعالیتله بو کوچک تله ملیه آوروپالیلرک حیرتی جلب ایدجک دره جده اثبات رشد سیاست و قابلیت کوستردی. مملکتک مالیه سنده آچیق بولدی. کندی یاغیله قاورلوردی. کیمسه یه بورجی یوقدی. هیچ کیمسه دن استقراض آلمامشدی. کیمسه یه منافع ملیه یه مغایر امتیاز ویرموردی. منافع ملیه سنی دوشونرک هیچ بر دولتک قوته، مائه کوز دیکموردی. مملکتک پاره سی کوش قورون و آلتون ناپولون ایدی. وقتیه تیران بکی صوقاغه چیقدیغی وقت آرقه سندن ایت سوروسو قدر مسلح بنده کانه چیقار و صوقاقلره هرکس یول آچار اصناف دکانجیلر ایشنی براقه رق آباغه قالقاردی. شمدی بو تیرانده دکل بکلر ناظرلر، سناتورلر، مبعوثلر یالکز کرر ملتک قهوه لربه کیرر

ارناؤدلق قوالقادر

ارناؤد ملتی عصرلرجه دوام ایدن اسارت ملیه سندن قورتولمق ایچون یارم عصردنبری قانی مجادلره کوکس کردی. حرب عومیده مملکتی استیلا ایدن مختصر ایتالیانلری بر آووج قوای ملیه سیله اولونیا قارشوسنده دکره دوکدی. درهیت نوط، فرق ایکیک سلاح قوللاناسنی بیلن حربی صنعت ایش اولان آرنائوده، آرنائودک عزمه قارشلی پاره ایتمه دی. اولونیا آرنائود قالدی. شمالده صربلر قودورمش جه سنه تیران حوضه سنه قدر ایش ایکن یه مرد آرنائود باشی بوزوق سلاحلرله قادیلر لرینده بالظهلره صرب اوردولرینه قارشلی چیقدی. صربلری حدود خارجه بوسکوردی. منورانی، رجالی دعواسنی، کندی ملی دعواسنی جمعیت اقوامده، آروپا، آمریکا مطبوعاتده مدافعه ایتدی. و آنجاق بیک مشکلات ایله، بیکلرجه منور قیمتلی اولادلر قوربان ایدهرک بر پارچه آرنائودلق قازانه بیلدی. آرنائودلنک اک مهم و جسم بر قطه سنی قوصوه نی بد بخت چاملغی جنوار قومشولرک قانی الرندن قورتا، امدی. بر ملیونی متجاوز آرنائودی صرب، یونان شووه ناسیونالستلرک اشکنجه لری آلتنده ترک ایدهرک بر کوچوک فقط مستقل آرنائودلق قازاندی. بو کوچوک آرنائودلق، سنه لره ترک اداره سنده دره بکیرک، هر قضاسی بر بک، بر پاشانک مالکانه سی اولارق پارچه له تمش، کوله کشمش، روح ملیسی مستبد بکیرک، پاشالرک کبر و نخوتی، ظلم و عظمتی ایله صولمش، آزیلش

Adresse du journal:
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Au-
triche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous
les autres pays.

Texte français (pages 2349—2359)

La Rédaction: La dictature ouverte de la clique militariste et de la cour en Yougoslavie
La Rédaction: L'Europe progressive contre l'ORIM fasciste et contre le gouvernement militaire bulgare
P. Louis: La Quinzaine Internationale
J. Bouquet: Vive la Fédération Balkanique!
G. Péri: L'incident Stresemann-Zaleski — le problème des Minorités et la Société des Nations
Pagani: Ahmed bey Zogolli jugé par son ministre à Washington
Dobroudjansky: Le cabinet Maniu et les luttes des peuples opprimés de la Roumanie oligarchique
I. Mateescu: Le vrai visage des nationaux-tsaranistes
N. Amaru: La terreur blanche sévit en Roumanie
L. M.: Sauvez Bujor! Sauvez Stéfanoff! Amnistie générale pour les condamnés politiques!

Texte allemand (pages 2360—2366)

Die Redaktion: Die offene Diktatur der militaristischen Hof-Clique in Jugoslawien
Die Redaktion: Das fortschrittliche Europa gegen die faschistische ORIM und gegen die bulgarische Militärregierung
K. Ivačić: Die „Weiße Hand“ am Ruder in S. H. S.
D. Iwanoff: Allgemeiner Hungerstreik der politischen Gefangenen Bulgariens
Mavros: Die wirkliche Lage in Griechenland

Texte croate (pages 2367—2369)

Redakcija: Otvorena diktatura dvorsko-militarističke klike
K. Ivačić: Bijela Ruka na kormilu

Texte roumain (pages 2369—2372)

I. Mateescu: Nu „auto-administrare“ ci „auto-determinare“ cere Basarabia
N. Amaru: Teroatea albă bătută în România
I. M.: Adevărata față a național-tărăniștilor

Texte bulgare (pages 2372—2376)

Реданцията: Прогресивна Европа против фашистката ВМРО и българтското военно правителство
Пол Луи: Двуседмичен международен преглед
Д. Иванов: Общата гладна стачка на политическите затворници в България
Г. Ардов: Протестния щурм в Германия против кървавите палачи в България

Texte albanais (pages 2377—2378)

Pagani: Ahmed bej Zogolli i gjykuar prej ministrisë të tij
A. Devolli: Pak fjalë mi situatën ekonomike të Shqipërisë!

Texte grec (pages 2378—2379)

Μέλιμνος: Ο Βενιζέλος στο έργο

Texte turc (pages 2379—2380)

Şar: Arnaؤdلق قوالقادر